



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

RECUEIL
DES ACTES ADMINISTRATIFS
DE LA PREFECTURE
DES YVELINES



N° 108
Du 13 Novembre 2015

Sommaire

Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire

BESR

BSR

Inspection du pont de la RN 184 à Conflans : arrêté conjoint maire-préfet	Arrêté
TP chez "TOTAL" sur la RN 186 à Marly le Roi jusqu'au 04 novembre 2015	Arrêté
Utilisation de pneus à crampons par le CD 78 jusqu'au 31 mars 2016	Arrêté
Utilisation de pneus à crampons par la DIRIF jusqu'au 25 mars 2016	Arrêté
TP sur la RN 186 à Marly le Roi jusqu'au 15 janvier 2016	Arrêté
TP d'élagage au triangle de Rocquencourt (A13) jusqu'au 27 novembre 2015	Arrêté

Prefecture des Yvelines

DRCL

drcl1

Arrêté portant dissolution de la régie de recettes de l'Etat instituée auprès de la police municipale de la commune de Noisy-le-Roi	Arrêté
---	--------

Service du Cabinet

Bureau des polices administratives

Arrêté portant mise à jour de la liste des personnes habilitées à dispenser la formation et à délivrer l'attestation d'aptitude aux propriétaires ou détenteurs de chiens de 1e et 2e catégorie	Arrêté
---	--------

UT DRIEE 78

Arrêté d'exploitation d'un ouvrage de transport de Gazde STORENGY	arrêté
---	--------

Yvelines

S/Prefecture de Mantes la Jolie

PDMS

ARRETE PORTANT AUTORISATION DE MANIFESTATION SPORTIVE - N°PDMS 2015/134 "6ème Corrida de St Germain en Laye"	Arrêté
--	--------

ARRETE PORTANT AUTORISATION DE MANIFESTATION SPORTIVE - N°PDMS
2015/136 "La sans raison"

Arrêté

UT DRIEE IDF

arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires – société CEMENTS CALCIA à
Gargenville

Arrêté



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2015303-0004

signé par

Bruno CINOTTI, Directeur départementale des territoires

Le 30 octobre 2015

Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire
BESR

Inspection du pont de la RN 184 à Conflans : arrêté conjoint maire-préfet



PRÉFET DES YVELINES

**Direction départementale des territoires
Service éducation et sécurité routières
Bureau de la sécurité routière**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n°

Restriction de circulation sur la RN 184 lors de l'inspection de l'ouvrage d'art de Conflans-Sainte-Honorine

Le Préfet des Yvelines,

Le Maire de Conflans-Sainte-Honorine,

- Vu** la loi n° 82.231 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- Vu** le code de la route ;
- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** l'arrêté et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, modifiés par les textes subséquents ;
- Vu** le décret n°2010-578 du 31 mai 2010 fixant la liste des routes à grande circulation ;
- Vu** le décret du 23 juillet 2015 portant nomination de Monsieur Serge Morvan en qualité de préfet des Yvelines ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2015237-0008 du 25 août 2015, donnant délégation de signature à Monsieur Bruno CINOTTI, Directeur Départemental des Territoires des Yvelines ;
- Vu** l'arrêté n° 2015244-0003 du 1^{er} septembre 2015, portant subdélégation de signature au sein de la direction départementale des territoires des Yvelines ;
- Vu** la circulaire de Madame le ministre de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie relative au calendrier des jours « Hors Chantier » 2015, ayant pour objet d'offrir aux usagers la capacité maximale du réseau routier national les jours les plus chargés ;
- Vu** l'avis de monsieur le directeur de la direction interdépartementale des routes d'Île-de-France et du CRICR en date du 23 octobre 2015 ;
- Vu** l'avis de Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique des Yvelines en date du 9 octobre 2015 ;
- Vu** l'avis de Monsieur le Président du Conseil Départemental des Yvelines en date du 29 octobre 2015 ;
- Considérant** qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures utiles pour assurer la sécurité des usagers de la Route Nationale 184, ainsi que du personnel chargé des travaux, lors de l'inspection de l'ouvrage d'art de Conflans-Sainte-Honorine,

ARRESENT

ARTICLE 1 :

A l'occasion de l'inspection de l'ouvrage d'art de Conflans-Sainte-Honorine, la circulation sur la Route Nationale 184 dans les deux sens de circulation est réglementée comme suit :

De 22h00 à 5h30, durant les nuit des :

- lundi 2 novembre 2015,
- mardi 3 novembre 2015,
- mercredi 4 novembre 2015,
- jeudi 5 novembre 2015.

La voie rapide **ou** la voie lente (y compris la bretelle de sortie « Conflans centre ») pourront être neutralisées du PR 21+720 au PR 22+616 dans le sens de circulation Saint-Germain-en-Laye vers Conflans-Sainte-Honorine

ou

La voie rapide **ou** la voie lente (y compris la bretelle de sortie « Conflans centre ») pourront être neutralisées du PR 22+880 au PR 21+935 dans le sens de circulation Conflans-Sainte-Honorine vers Saint-Germain-en-Laye.

Nota : les dates indiquées sont les dates de début de nuit de fermeture (lundi 2 novembre 2015 correspond à la nuit du lundi 2 novembre au mardi 3 novembre 2015).

ARTICLE 2 :

Dans le cas des neutralisation des bretelles de sorties « Conflans centre », des déviations sont mises en place dans les conditions suivantes :

Dans le sens de circulation Saint-Germain-en-Laye vers Conflans-Sainte-Honorine :

Les usagers en provenance de la Route Nationale 184 et en direction de Conflans-Sainte-Honorine centre empruntent :

- la Route Nationale 184 en direction de Cergy (hors agglomération de Conflans-Sainte-Honorine),
- la Route Départementale 203 en direction de Cergy-Pontoise (hors agglomération de Conflans-Sainte-Honorine),
- la rue Gabriel Péri (en agglomération de Conflans-Sainte-Honorine),
- la rue Anatole France (en agglomération de Conflans-Sainte-Honorine),
- la rue du Maréchal Joffre où les usagers retrouveront leur direction(en agglomération de Conflans-Sainte-Honorine).

Dans le sens de circulation Conflans-Sainte-Honorine vers Saint-Germain-en-Laye :

Les usagers en provenance de la Route Nationale 184 et en direction de Conflans-Sainte-Honorine centre empruntent :

- la Route Départementale 203B1 en direction de Cergy-Pontoise (hors agglomération de Conflans-Sainte-Honorine),
- la rue Gabriel Péri (en agglomération de Conflans-Sainte-Honorine),
- la rue Anatole France (en agglomération de Conflans-Sainte-Honorine),
- la rue du Maréchal Joffre où les usagers retrouveront leur direction(en agglomération de Conflans-Sainte-Honorine).

ARTICLE 3 :

Les dispositions du présent arrêté sont portées à la connaissance des usagers, par des panneaux de signalisation réglementaires qui sont mis en place par la Direction des Routes Île-de-France, Unité d'Exploitation Routière de Boulogne-Billancourt ou tout autre entreprise désignée par celle-ci.

La signalisation mise en œuvre doit être conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière et au manuel du chef de chantier (signalisation temporaire – éditions du SETRA).

ARTICLE 4 :

M. le Secrétaire Général de la préfecture des Yvelines, M. le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Équipement et de l'Aménagement d'Île-de-France, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique des Yvelines, M. le président du Conseil départemental des Yvelines, M. le Maire de Conflans-Saint-Honorine, ainsi que les agents placés sous leurs ordres, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché sur les lieux ainsi qu'en mairie et dont un extrait sera publié au bulletin d'informations administratives de Conflans-Sainte-Honorine et au recueil des actes administratifs de l'État.

Une copie du présent arrêté est adressé à M. le Commandant de la brigade de sapeurs pompiers de Paris, M. le Directeur des Services d'Incendie et de Secours des Yvelines, M. le Directeur du SAMU et au CRICR.

Fait à Versailles, le **30 OCT. 2015**

Pour le Préfet des Yvelines,

Le directeur départemental des territoires des Yvelines,


Bruno CINOTTI

Fait à Conflans-Sainte-Honorine, le *10/09/2015*

Le Maire,

Conseiller départemental des Yvelines,

*L'Adjoint au Maire délégué
à la voirie
Laurent MOUTENOT*



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2015306-0004

signé par

Bruno CINOTTI, Directeur départementale des territoires

Le 2 novembre 2015

Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire
BESR

TP chez "TOTAL" sur la RN 186 à Marly le Roi jusqu'au 04 novembre 2015



PRÉFET DES YVELINES

Direction départementale des territoires

Service éducation et sécurité routières

Bureau de la sécurité routière

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n°

Restriction de circulation sur la RN 186 lors de la mise en fosse de deux réservoirs

Le Préfet des Yvelines,

Le Maire de Marly-le-Roi,

Vu la loi n° 82.231 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le code de la route ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, modifiés par les textes subséquents ;

Vu le décret n°2010-578 du 31 mai 2010 fixant la liste des routes à grande circulation ;

Vu le décret du 23 juillet 2015 portant nomination de Monsieur Serge Morvan en qualité de préfet des Yvelines ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2015237-0008 du 25 août 2015, donnant délégation de signature à Monsieur Bruno CINOTTI, Directeur Départemental des Territoires des Yvelines ;

Vu l'arrêté n° 2015244-0003 du 1^{er} septembre 2015, portant subdélégation de signature au sein de la direction départementale des territoires des Yvelines ;

Vu la circulaire de Madame le ministre de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie relative au calendrier des jours « Hors Chantier » 2015, ayant pour objet d'offrir aux usagers la capacité maximale du réseau routier national les jours les plus chargés ;

Vu l'avis de monsieur le directeur de la direction interdépartementale des routes d'Île-de-France et du CRICR en date du 21 octobre 2015 ;

Vu l'avis de Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique des Yvelines en date du 16 octobre 2015 ;

Considérant qu'il y lieu de prendre toutes les mesures utiles pour assurer la sécurité des usagers de la Route Nationale 186, ainsi que du personnel chargé des travaux, pendant la mise en fosse de deux réservoirs.

ARRETEMENT

ARTICLE 1 :

A l'occasion des travaux de mise en fosse de deux réservoirs dans la station Total à Marly-le-Roi, la circulation sur la Route Nationale 186 dans le sens de circulation Saint-Germain-en-Laye vers Louveciennes est réglementée comme suit :

Le mercredi 4 novembre 2015, de 10h00 à 16h00 :

- la bretelle d'accès à la station Total au PR 23+285 est fermée à la circulation,
- la voie lente est neutralisée du PR 23+372 au PR 23+636.

De même, l'accès à la station Total depuis le chemin latéral des Vaillons est fermé à la circulation.

ARTICLE 2 :

La mise en place, la maintenance, le repli de la signalisation temporaire est effectué par l'entreprise CASTRES EQUIPEMENT, par toute autre entreprise désignée par elle ou par la Direction des Routes Île-de-France (DRIEA IF/ DiRIF / SEER / AGER Ouest / UER de Boulogne-Billancourt / CEI d'Orgeval).

La signalisation est conforme aux dispositions en vigueur édictées par l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié par les textes subséquents et par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, Livre I - 5ème partie - approuvée par l'arrêté du 06 novembre 1992.

ARTICLE 3 :

M. le Secrétaire Général de la préfecture des Yvelines, Monsieur le Maire de Marly-le-Roi, M. le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Équipement et de l'Aménagement d'Île-de-France, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique des Yvelines, ainsi que les agents placés sous leurs ordres, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché sur les lieux ainsi qu'en mairie et dont un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de l'État.

Une copie du présent arrêté est adressé à M. le Commandant de la brigade de sapeurs pompiers de Paris, M. le Directeur des Services d'Incendie et de Secours des Yvelines, M. le Directeur du SAMU et au CRICR.

Fait à Versailles, le 02 NOV. 2015

Pour le Préfet des Yvelines,

Le directeur départemental des territoires des Yvelines,


Bruno CINOTTI

Fait à Marly-le-Roi, le 23 OCT. 2015

Monsieur le Maire,





Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2015310-0007

signé par

Bruno CINOTTI, Directeur départementale des territoires

Le 6 novembre 2015

Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire
BESR

Utilisation de pneus à crampons par le CD 78 jusqu'au 31 mars 2016



PRÉFET DES YVELINES

Direction départementale des territoires
Service de l'éducation et de la sécurité routières
Bureau de la sécurité routière

Arrêté préfectoral n°

Autorisant l'utilisation de dispositifs antidérapants équipant les pneumatiques des véhicules d'un PTAC supérieur à 3,5 tonnes assurant la viabilité hivernale du réseau routier départemental dans les YVELINES

Le Préfet des Yvelines,

VU le Code de la Route et notamment ses articles : **R. 411-8, R. 411-25, R. 412-7, R. 314-3, R. 417-10, R. 417-11,**

VU le Code de Voirie Routière,

VU l'arrêté du Ministre des transports en date du 18 juillet 1985 fixant les conditions d'utilisation des dispositifs antidérapants équipant les pneumatiques,

VU le décret ministériel du 23 juillet 2015, portant nomination de Monsieur Serge MORVAN, en qualité de Préfet des Yvelines (hors classe) à compter du 25 août 2015;

VU l'arrêté préfectoral n° D3Mi 2010.060 du 30 juin 2010, portant création de la Direction Départementale des Territoires;

VU l'arrêté du Premier Ministre en date du 10 avril 2013, portant nomination de Monsieur Bruno CINOTTI en qualité de Directeur Départemental des Territoires des Yvelines à compter du 1^{er} mai 2013;

VU l'arrêté préfectoral n° 2015237-0008 du 25 août 2015, donnant délégation de signature à Monsieur Bruno CINOTTI, Directeur Départemental des Territoires des Yvelines;

VU l'arrêté n° 2015146-0001 du 26 mai 2015, donnant subdélégation de signature au sein de la Direction Départementale des Territoires des Yvelines;

CONSIDERANT, qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures utiles afin de sécuriser la circulation des engins assurant la viabilité hivernale sur le réseau routier départemental,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

À compter de la date de signature du présent arrêté et jusqu'au **31 mars 2016**, les véhicules d'un poids total autorisé en charge supérieur à 3,5 tonnes, assurant la viabilité hivernale au sein du Conseil départemental des Yvelines ou pour son compte, sont autorisés à disposer de pneumatiques comportant des crampons faisant saillis comme dispositifs antidérapants inamovibles.

ARTICLE 2 :

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

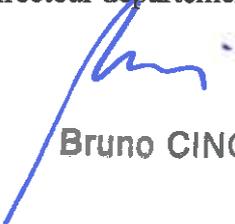
ARTICLE 3 :

Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, Madame la directrice Générale des Services du Département, Monsieur le président du Conseil départemental des Yvelines Monsieur le directeur départemental des territoires des Yvelines, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie des Yvelines et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière ouest d'Ile-de-France, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté et qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État et dont copie sera adressée à Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours.

Versailles, le **06 NOV. 2015**

Pour le préfet des Yvelines et par
délégation,

Le directeur départemental des territoires



Bruno CINOTTI



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2015310-0008

signé par

Bruno CINOTTI, Directeur départementale des territoires

Le 6 novembre 2015

Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire
BESR

Utilisation de pneus à crampons par la DIRIF jusqu'au 25 mars 2016



PRÉFET DES YVELINES

Direction départementale des territoires

Service de l'éducation et de la sécurité routières

Bureau de la sécurité routière

Arrêté préfectoral n° 2015

Autorisant l'utilisation de dispositifs antidérapants équipant les pneumatiques des véhicules d'un PTAC supérieur à 3,5 tonnes assurant la viabilité hivernale du réseau routier national dans le département des YVELINES

Le Préfet des Yvelines,

Vu le code de la route;

Vu le code de voirie routière;

Vu l'arrêté du ministre des transports en date du 18 juillet 1985, fixant les conditions d'utilisation des dispositifs antidérapants équipant les pneumatiques;

Vu le décret ministériel du 23 juillet 2015, portant nomination de Monsieur Serge MORVAN, en qualité de Préfet des Yvelines (hors classe) à compter du 25 août 2015;

Vu l'arrêté préfectoral n° D3Mi 2010.060 du 30 juin 2010, portant création de la Direction Départementale des Territoires;

Vu l'arrêté du Premier Ministre en date du 10 avril 2013, portant nomination de Monsieur Bruno CINOTTI en qualité de Directeur Départemental des Territoires des Yvelines à compter du 1^{er} mai 2013;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2015237-0008 du 25 août 2015, donnant délégation de signature à Monsieur Bruno CINOTTI, Directeur Départemental des Territoires des Yvelines;

Vu l'arrêté n° 2015146-0001 du 26 mai 2015, donnant subdélégation de signature au sein de la Direction Départementale des Territoires des Yvelines;

CONSIDERANT, qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures utiles afin de sécuriser la circulation des engins assurant la viabilité hivernale sur le réseau routier national.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : À compter du **09 novembre 2015** et jusqu'au **25 mars 2016**, les véhicules d'un poids total autorisé en charge supérieur à 3,5 tonnes, assurant la viabilité hivernale au sein de la Direction des Routes d'Île-de-France ou pour son compte, sont autorisés à disposer de pneumatiques comportant des crampons faisant saillis comme dispositifs antidérapants inamovibles.

ARTICLE 2 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlement en vigueur.

ARTICLE 3 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, Monsieur le directeur régional et interdépartemental de l'équipement et de l'aménagement d'Île-de-France, Monsieur le directeur départemental des territoires des Yvelines, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie des Yvelines et le commandant de la CRS autoroutière ouest d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté et qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État.

Versailles, le **06 NOV. 2015**

**Le Préfet des Yvelines,
Le directeur départemental
des territoires des Yvelines**


Bruno CINOTTI



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2015313-0003

signé par

Bruno CINOTTI, Directeur départementale des territoires

Le 9 novembre 2015

Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire
BESR

TP sur la RN 186 à Marly le Roi jusqu'au 15 janvier 2016

Direction départementale des territoires

Service de l'éducation et de la sécurité routières

Bureau de la sécurité routière

Arrêté préfectoral n°

Restriction de la circulation sur la R.N 186 dans le sens de circulation Louveciennes vers Rocquencourt du PR 25+690 au PR 26+300

Le Préfet des Yvelines,

Vu la loi n° 82.231 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le code de la route ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, modifiés par les textes subséquents ;

Vu le décret n°2010-578 du 31 mai 2010 fixant la liste des routes à grande circulation ;

Vu le décret du 23 juillet 2015 portant nomination de Monsieur Serge Morvan en qualité de préfet des Yvelines ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2015237-0008 du 25 août 2015, donnant délégation de signature à Monsieur Bruno CINOTTI, Directeur Départemental des Territoires des Yvelines ;

Vu l'arrêté n° 2015244-0003 du 1^{er} septembre 2015, portant subdélégation de signature au sein de la direction départementale des territoires des Yvelines ;

Vu la circulaire de Madame le ministre de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie relative au calendrier des jours « Hors Chantier » 2015, ayant pour objet d'offrir aux usagers la capacité maximale du réseau routier national les jours les plus chargés ;

Vu l'avis de monsieur le directeur de la direction interdépartementale des routes d'Île-de-France et du CRICR en date du 21 octobre 2015 ;

Vu l'avis de Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique des Yvelines en date du 21 octobre 2015 ;

Considérant, que pour assurer la sécurité des usagers et des intervenants pendant les travaux de remise en état de la sortie de chantier sur la RN186, du PR 25+690 au PR 26+300 sur le territoire de la commune de Marly-le-Roi.

ARRETE

ARTICLE 1 :

Pendant les travaux de remise en état de la sortie de chantier sur les accotements de la Route Nationale 186 du PR 25+690 au PR 26+300, la voie de droite est neutralisée dans le sens de circulation Louveciennes vers Rocquencourt, de 10h à 16h les :

- lundi 7 décembre 2015, lundi 14 décembre 2015,
- mardi 8 décembre 2015, mardi 15 décembre 2015,
- mercredi 9 décembre 2015, mercredi 16 décembre 2015,
- jeudi 10 décembre 2015, jeudi 17 décembre 2015.
- vendredi 11 décembre 2015,

Dans le cas où les travaux ne pourraient être achevés avant le vendredi 18 décembre 2015, ces restrictions pourront s'appliquer de 10h à 16h les :

- lundi 4 janvier 2016, - lundi 11 janvier 2016,
- mardi 5 janvier 2016, - mardi 12 janvier 2016,
- mercredi 6 janvier 2016, - mercredi 13 janvier 2016,
- jeudi 7 janvier 2016, - jeudi 14 janvier 2016,
- vendredi 8 janvier 2016, - vendredi 15 janvier 2016.

ARTICLE 2 :

La mise en place, la maintenance, le repli de la signalisation temporaire est effectué par l'entreprise SOLETANCHE BACHY, par **toute autre entreprise désignée par elle** ou par la Direction des Routes Île-de-France (DRIEA IF/ DiRIF / SEER / AGER Ouest / UER de Boulogne-Billancourt / CEI d'Orgeval).

La signalisation est conforme aux dispositions en vigueur édictées par l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié par les textes subséquents et par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, Livre I - 5ème partie - approuvée par l'arrêté du 06 novembre 1992.

ARTICLE 3 :

Les infractions au présent arrêté sont constatées et poursuivies conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 4 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Préfet dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent.

ARTICLE 5 :

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlement en vigueur.

ARTICLE 6 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Yvelines, Monsieur le Maire de Marly-le-Roi, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires des Yvelines, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique des Yvelines, Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Yvelines et Monsieur le Directeur des Routes d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État et dont copie sera adressée à Monsieur le Directeur Départemental des Service d'Incendie et de Secours.

Fait à Versailles, le 09 NOV. 2015

Le Préfet des Yvelines

et par délégation,

Le directeur départemental des territoires
des Yvelines,



Bruno CINOTTI



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2015313-0004

signé par

Bruno CINOTTI, Directeur départementale des territoires

Le 9 novembre 2015

Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire
BESR

TP d'élagage au triangle de Rocquencourt (A13) jusqu'au 27 novembre 2015



PRÉFET DES YVELINES

Direction départementale des territoires

Service éducation et sécurité routières

Bureau de la sécurité routière

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n°

Restriction de la circulation sur la bretelle de l'autoroute A12 sens Paris-province en provenance de l'autoroute A13 sens province-Paris

Le Préfet des Yvelines,

Vu la loi n° 82.231 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le code de la route ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, modifiés par les textes subséquents ;

Vu le décret n°2010-578 du 31 mai 2010 fixant la liste des routes à grande circulation ;

Vu le décret du 23 juillet 2015 portant nomination de Monsieur Serge Morvan en qualité de préfet des Yvelines ;

Vu l'arrêté du Premier Ministre en date du 10 avril 2013 portant nomination de M. Bruno Cinotti, Directeur Départemental des Territoires des Yvelines, à compte du 1^{er} mai 2013 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2015244-0003 du 25 août 2015, donnant délégation de signature à M. Bruno Cinotti, Directeur Départemental des Territoires des Yvelines ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2015244-0003 du 1^{er} septembre 2015, portant subdélégation de signature au sein de la direction départementale des territoires des Yvelines ;

Vu la circulaire de Madame le ministre de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie relative au calendrier des jours « Hors Chantier » 2015, ayant pour objet d'offrir aux usagers la capacité maximale du réseau routier national les jours les plus chargés ;

Vu l'avis de monsieur le directeur de la direction interdépartementale des routes d'Île-de-France et du CRICR en date du 29 octobre 2015 ;

Vu l'avis de Monsieur le Commandant de la Compagnie Républicaine de Sécurité Autoroutière Ouest d'Île-de-France en date du 16 octobre 2015 ;

Considérant, qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures utiles pour assurer la sécurité des usagers de l'autoroute A12 sens Paris-province, ainsi que du personnel chargé des travaux, pendant les travaux d'élagage dans la bretelle d'accès à l'autoroute A12 sens Paris-province depuis l'autoroute A13 sens province-Paris sur le territoire de la commune de Bailly.

ARRETE

ARTICLE 1 :

Pendant les travaux d'élagage, la bretelle d'accès à l'autoroute A12 sens Paris-province depuis l'autoroute A13 sens province-Paris est fermée à la circulation de 22h00 à 5h30 durant les nuits des :

- | | |
|------------------------------|------------------------------|
| - lundi 16 novembre 2015, | - lundi 23 novembre 2015, |
| - mardi 17 novembre 2015, | - mardi 24 novembre 2015, |
| - mercredi 18 novembre 2015, | - mercredi 25 novembre 2015, |
| - jeudi 19 novembre 2015, | - jeudi 26 novembre 2015. |

Nota : les dates indiquées sont les dates de début de nuit de fermeture (lundi 16 novembre 2015 correspond à la nuit du lundi 16 novembre au mardi 17 novembre 2015).

ARTICLE 2 :

Une déviation est mise en place dans les conditions suivantes :

Les usagers empruntent :

- l'autoroute A13 sens province-Paris,
- la sortie n°6 direction Versailles centre, Le Chesnay, Marly-le-Roi
- la Route Nationale 186 en direction de Saint-Germain-en-Laye,
- le demi-tour au carrefour dit « Bull » (RN186),
- la bretelle d'accès à l'autoroute A12 en direction de Saint-Quentin-en-Yvelines où les usagers retrouveront leur direction.

ARTICLE 3 :

Les dispositions du présent arrêté sont portées à la connaissance des usagers, par des panneaux de signalisation réglementaires qui sont mis en place par la Direction des Routes Île-de-France, Unité d'Exploitation Routière de Boulogne-Billancourt ou tout autre entreprise désignée par celle-ci

La signalisation mise en œuvre doit être conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière et au manuel du chef de chantier (signalisation temporaire – éditions du SETRA).

ARTICLE 4 :

Les infractions au présent arrêté sont constatées et poursuivies conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Yvelines, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires des Yvelines, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique des Yvelines, Monsieur le Commandant de la CRSA-OIDF, Monsieur le Directeur des Routes d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État

Une copie du présent arrêté est adressé à M. le Commandant de la brigade de sapeurs pompiers de Paris, M. le Directeur des Services d'Incendie et de Secours des Yvelines et au CRICR.

Fait à Versailles, le 09 NOV. 2015

Pour le préfet des Yvelines,

Le directeur départemental des territoires des Yvelines,


Bruno CINOTTI



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2015316-0001

signé par
Julien CHARLES, Secrétaire Général

Le 12 novembre 2015

**Prefecture des Yvelines
DRCL**

**Arrêté portant dissolution de la régie de recettes de l'Etat instituée auprès de la police
municipale de la commune de Noisy-le-Roi**



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Préfecture

Direction des Relations avec
les Collectivités Locales
Bureau du Contrôle de la Légalité

Arrêté n°

**portant dissolution de la régie de recettes de l'Etat instituée auprès de la police
municipale de la commune de Noisy-le-Roi**

**Le Préfet des Yvelines
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2212-5 ;

Vu le Code de la Route, notamment ses articles L.121-4 et R.130-2 ;

Vu la loi n°99-291 du 15 avril 1999 relative aux polices municipales ;

Vu le décret n°92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies
d'avance des organismes publics ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 février 2013 habilitant les préfets à instituer des régies de
recettes et des régies d'avances auprès des services déconcentrés du ministère de
l'intérieur;

Vu le décret du 23 juillet 2015 portant nomination de M. Serge MORVAN, en qualité
de Préfet des Yvelines ;

Vu l'arrêté n° 2015237-0002 du 25 août 2015 portant délégation de signature à
M. Julien CHARLES, Secrétaire Général de la Préfecture des Yvelines ;

Vu l'arrêté préfectoral du 08 octobre 2002 instituant auprès de la police municipale
de la commune de Noisy-le-Roi une régie de recettes de l'Etat des timbres-
amendes ;

Vu la lettre du Maire de la commune de Noisy-le-Roi du 2 novembre 2015
demandant la dissolution de cette régie de recettes de l'Etat ;

.../...

Adresse postale : 1 rue Jean Houdon – 78010 Versailles Cedex

Accueil du public : 1 avenue de l'Europe – Versailles

Tél : 01.39.49.78.00

Retrouver nos jours et horaires d'ouverture d'accueil du public sur le site : www.yvelines.gouv.fr

Considérant que la mise en œuvre du procès-verbal électronique ne nécessite plus le fonctionnement d'une régie de recettes pour la perception des amendes de police municipale ;

Considérant que les conditions prescrites par le Code Général des Collectivités Territoriales sont remplies ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Yvelines,

Arrête :

Article 1^{er} : La régie de recettes de l'Etat instituée auprès de la police municipale de la commune de Noisy-le-Roi, pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L.2212-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, et le produit des consignations prévues par l'article L.121-4 du Code de la Route, est dissoute.

Article 2 : Les arrêtés portant nomination du régisseur titulaire et du régisseur suppléant sont abrogés.

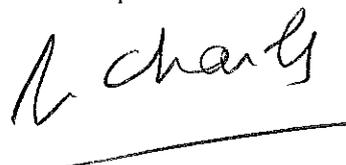
Article 3 : En application des dispositions des articles R. 312-1, R. 421-1 et R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Versailles, dans le délai de deux mois, à compter de sa notification.

Article 4: Le Secrétaire Général de la Préfecture des Yvelines, le Sous-Préfet de l'arrondissement de Saint-Germain-en-Laye, le Directeur Départemental des Finances Publiques des Yvelines, le Maire de Noisy-le-Roi et toutes autorités compétentes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Sous-Préfet de l'arrondissement de Saint-Germain-en-Laye, au Maire de Noisy-le-Roi et au Directeur Départemental des Finances Publiques des Yvelines et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Yvelines.

Fait à Versailles, le 12 NOV. 2015

Visa du régisseur titulaire

Pour le Préfet et par délégation
Le Sous-Préfet, Secrétaire Général
de la préfecture



Visa du régisseur suppléant

Julien CHARLES



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2015314-0002

signé par

Dominique LEPIDI, Sous-Préfet, Directeur de cabinet

Le 10 novembre 2015

**Prefecture des Yvelines
Service du Cabinet**

Arrêté portant mise à jour de la liste des personnes habilitées à dispenser la formation et à délivrer l'attestation d'aptitude aux propriétaires ou détenteurs de chiens de 1e et 2e catégorie



Préfecture
Service du cabinet
Bureau des Polices administratives

Arrêté n°
portant mise à jour de la liste des personnes habilitées à dispenser la formation et à délivrer
l'attestation d'aptitude aux propriétaires ou détenteurs de chiens de 1^e et 2^e catégorie

Le Préfet des Yvelines,
Chevalier de l'ordre national du mérite

Vu la loi n°2008-582 du 20 juin 2008 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux ;

Vu le décret n°2009-376 du 1^{er} avril 2009 relatif à l'agrément des personnes habilitées à dispenser la formation prévue à l'article L.211-13-1 du code rural et au contenu de la formation ;

Vu l'arrêté ministériel du 8 avril 2009 fixant les conditions du déroulement de la formation requise pour l'obtention de l'attestation d'aptitude prévue à l'article L211-13-1 du code rural ;

Vu l'arrêté ministériel du 8 avril 2009 fixant les conditions de qualification et les capacités matérielles d'accueil requises pour dispenser la formation et délivrer l'attestation d'aptitude prévue à l'article L211-13-1 du code rural ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2015252-0007 du 9 septembre 2015 portant la liste des personnes habilitées à dispenser la formation et à délivrer l'attestation d'aptitude aux propriétaires ou détenteurs de chiens de 1 et 2^e catégorie ;

Sur la proposition du directeur de cabinet de la préfecture.

Arrête :

Article 1^{er} : l'arrêté n°2015252-0007 du 9 septembre 2015 est abrogé.

Article 2 : les personnes dont les noms figurent sur la liste jointe en annexe A du présent arrêté sont habilitées à dispenser la formation et à délivrer l'attestation d'aptitude aux propriétaires ou détenteurs de chiens de 1^e et 2^e catégories.

Article 3 : En application de la loi n°2000-231 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, cette décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Versailles.

Conformément aux articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, ce recours peut être introduit dans un délai de deux mois à compter de la réception de la présente décision, sous réserve de l'appréciation souveraine du juge.

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Préfet des Yvelines ou d'un recours hiérarchique auprès de Monsieur le Ministre de l'Intérieur, (Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques- Bureau des polices administratives).

Le recours gracieux ou/et hiérarchique interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant la décision implicite ou explicite de l'autorité compétente, le silence de l'administration pendant un délai de deux mois valant décision implicite de rejet.

Article 4 : le directeur de cabinet de la préfecture, le directeur départemental de la protection des populations des Yvelines, les maires du département des Yvelines, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture des Yvelines.

Versailles le 10 novembre 2015

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet, directeur de cabinet.

signé

Dominique Lepidi

ANNEXE A

Liste des formateurs habilités à dispenser la formation et à délivrer l'attestation d'aptitude aux propriétaires ou détenteurs de chiens de 1^{ère} et 2^e catégorie (par ordre d'inscription)

NOM Prénom	Adresse professionnelle	Téléphone / Courriel	Date de fin de validité de l'habilitation
FABRE Patrice	2 square de Port Navalo 78310 Maurepas	Patrice.fabre@astirion.net 06.88.38.94.90	16/09/2019
DANIEL Roger	route nationale 1 Les loups de Morez 95570 Attainville	Ets R & C DANIEL 01.39.91.24.04 drcdani@aol.com	06/10/2019
PAUTE Epouse DANIEL Claire	route nationale 1 Les loups de Morez 95570 Attainville	Ets R & C DANIEL 01.39.91.24.04 drcdani@aol.com	06/10/2019
LENOIR Pascal	sente des Cures 78570 Andrézy	Croc Blanc croc-blanc92@wanadoo.fr Tél 06.07.31.12.83 www.croc-blanc.com	14/01/2020
KAYSER épouse DE CANDOLLE Caroline	1 Hameau de Courcailles 78270 Blaru	Tél 01.34.76.23.03 06.81.66.88.70 carogieness@wanadoo.fr	21/12/2015
CHRYSOSTOME Régis	7 allée du Bel Air 78711 Mantes-la-Jolie	Tél 06.81.48.22.29. chrysostome.regis@hotmail.fr	26/04/2017
MAGUET épouse COURTEL Bénédicte	85 rue de Paris 93100 Montreuil	lestruffeshumides@hotmail.com	13/03/2018
BRAMI Rosemary	28 rue de St Cado 56550 Belz	Tél 06.29.46.31.43 Minicrocs	13/03/2018
CREUX épouse VAILLER Laetitia	7 rue de la Porte Dorée 78320 Levis St Nom	Medal Of Honor Tél 06.89.60.00.54 rottweiler.medalofhonor@gmail.com	23/09/2019
NATAF épouse OTSMANE Sandrine	1 ter rue des petits Clozeaux 77540 Courpalay	Chien, Chat, mode d'emploi Tél 06.64.64.28.86	06/10/2019
WATEL Eric	10 route du courant 27250 Ambenay	Allure de chien Tél 02.32.26.44.49 alluredechien@gmail.com	06/10/2019
BENHAMOU épouse PETIT Alexandra	6 rue Jean Malher 78540 Vernouillet	Education canine 78 alexpetit@yahoo.fr	06/10/2019

CHALUMEAU Laurent	Rue des Aubins 78500 Sartrouville	Le Moulin de Santeuil lemoulindesanteuil@gmail.com Tél 01.39.15.34.00	17/02/2020
SIREDEY Patrick	10 rue de Neron 28130 Pierres	PS Education canine 06.03.44.07.26	17/02/2020
DEUBEL Julia	non renseignée	Education canine 06.30.06.97.19. education-canine@live.fr www.education-canine.fr	15/04/2020
FALAH Hamid	non renseignée	Tél 06.72.41.73.74	31/08/2020
GOURDAIN Daniel	23 rue du docteur Charcot 92000 Nanterre	Daniel.gourdain@laposte.net Tél 06.07.15.05.87	31/08/2020
DE ZANET épouse ZAVATTERO Claire	59 avenue de Paris, escalier 3 95230 Soisy-sous- Montmorency	E'Claire les chiens Tél 06.33.55.27.45	03/11/2020
ROGGERO Julia	30-34 rue Jean Pomier 93700 Drancy	Helpotoutou David.roggero@hotmail.fr 06.65.67.59.07	03/11/2020



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

arrêté n° 2015316-0002

**signé par
Julien CHARLES, secrétaire Général**

Le 12 novembre 2015

UT DRIEE 78

Arreté d'exploitation d'un ouvrage de transport de Gazde STORENGY

Arrêté Préfectoral n° du 12 novembre 2015
relatif à la décision d'exploitation d'un ouvrage de transport de gaz au bénéfice des
droits acquis conformément à l'article R. 555-23 du Code de l'Environnement au profit
de la société STORENGY

Le Préfet des Yvelines,
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, chapitre V du titre V du livre V ;

Vu le code de l'énergie ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 modifié portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;

Vu la demande reçue par la Préfecture des Yvelines en date du 17 décembre 2012, complétée en dernier lieu le 18 septembre 2015 2015, par laquelle la société STORENGY - 12 rue Raoul Nordling - 92270 BOIS COLOMBES sollicite la continuité de fonctionnement au bénéfice des droits acquis de l'atelier d'interconnexion situé sur la commune de Beynes ;

Vu le rapport du 25 septembre 2015 de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France, jugeant le dossier complété recevable

Vu l'avis en date du 13 octobre 2015 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires au cours duquel le demandeur a été entendu ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant et sa réponse du 6 novembre 2015 ;

Considérant que les installations objet de la demande ont été régulièrement mises en service avant l'entrée en vigueur des dispositions du décret n°2012-615 du 2 mai 2012 relatif à la sécurité l'autorisation et la déclaration d'utilité publique des canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;

Considérant que les conditions d'exploitation et les modalités d'implantation décrites dans le dossier de demande de fonctionnement au bénéfice des droits acquis, permettent de limiter les inconvénients et dangers et de les rendre acceptables vis-à-vis de l'environnement naturel et humain ;

Considérant que les exigences réglementaires définies par l'article R. 555-23 du Code de l'Environnement sont respectées ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE :

Article 1 : La société STORENGY bénéficie des droits acquis par antériorité au titre de l'article R 555-23 du code de l'environnement pour l'exploitation de l'atelier d'interconnexion de Beynes. Elle est à ce titre autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à continuer à exploiter, sous le régime des canalisations de transport, l'atelier décrit à l'article 2 du présent arrêté et représenté sur le plan en annexe.

Article 2 : L'atelier d'interconnexion comporte les éléments suivants :

- la grille d'interconnexion des artères décrites ci-après,
- les postes de détente associés aux artères,
- les comptages associés,
- les collecteurs d'aspiration et de refoulement de la compression ligne
- les liaisons vers le stockage.

Les artères de gaz interconnectées sur le site sont les suivantes :

Désignation	Vannes limites	Pression maximale de service (Bar)	Diamètre nominal (mm)	Observation
602 Villiers Le bel	Vannes:1200 ; T120	67,7	600	Canalisations aériennes et ou enterrées dans un terrain clos propriété de Storengy
752 Villiers Le bel	Vannes:2300 ; T230	67,7	750	
751 St Illiers	Vannes:2900 ; 2429 ; T290	67,7	750	
500 St Illiers	Vannes:1500 ; T150	67,7	500	
900 Montoir	Vannes:1800 ; T180	67,7	900	
603 Evry	Vannes:2000 ; T200	67,7	600	
400 Oratoire	Vannes:1400 ; T140	40,0	400	
601 Sèvres	Vannes:1100 ; T110	40,0	600	
250 Ecquevilly	Vanne 10MV2	40,0	250	
Stockage Storengy Beynes profond	Vanne interface réglementaire 10MVT65	67,7	500	
Stockage Storengy Beynes supérieur	10MVT55	67,7	750	

Le présent arrêté vaut autorisation administrative d'exploiter ces ouvrages.

Article 3 : Les ouvrages autorisés sont construits sur la commune de Beynes.

Article 4 : L'exploitation des ouvrages devra se faire conformément aux dispositions du code de l'environnement, chapitre V du titre V du livre V et à l'arrêté du 5 mars 2014 portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques.

Article 5 : Le gaz combustible autorisé est livré par les fournisseurs de gaz autorisés aux points d'entrée du réseau objet de la présente autorisation.

Le pouvoir calorifique du gaz mesuré sec à la température de 0 degré Celsius et sous la pression de 1,013 bar est compris entre 10,7 et 12,8 kWh par mètre cube de gaz pour le réseau acheminant du gaz à haut pouvoir calorifique.

La composition du gaz transporté sera telle qu'il ne puisse exercer d'action néfaste sur les canalisations et installations annexes concernées par la présente autorisation.

Toute modification dans les caractéristiques du gaz transporté, telles qu'elles sont définies ci-dessus, doit être autorisée par le service du contrôle. Dans ce cas, le titulaire de l'autorisation de transport de gaz devra assurer aux utilisateurs une équitable compensation des charges supplémentaires résultant pour eux de cette mesure.

Article 6 : L'exploitation de l'ouvrage autorisé devra se faire conformément au dossier de demande et notamment à l'étude de dangers et au plan de surveillance et maintenance en vigueur, sans préjudice des prescriptions du présent arrêté.

Toute modification dans les caractéristiques de l'ouvrage devra préalablement à sa réalisation, être portée à la connaissance du Préfet des Yvelines, conformément aux dispositions de l'article R. 555-24 du code de l'environnement.

Article 7 : La présente autorisation est accordée sans limitation de durée.

Le ministre chargé de l'Energie peut, pour un motif d'intérêt général, exiger la suppression d'une partie quelconque de l'ouvrage autorisé ou en faire modifier les dispositions ou le tracé.

La mise hors service temporaire de la canalisation ou la suspension du fonctionnement de cet ouvrage peuvent être décidées par le Préfet dans le cadre de l'article L. 555-18 du code de l'environnement.

Article 8 : La présente autorisation est incessible et nominative. En cas de changement d'exploitant, l'autorisation ne pourra être transférée que par décision du Préfet, dans les conditions prévues à l'article R. 555-27 du code de l'environnement.

Article 9 : Le présent arrêté sera notifié au Directeur de la société STORENGY.

Article 10 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Yvelines.

Article 11 : Cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs.

Article 12 : Le secrétaire général de la Préfecture des Yvelines, le Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée.

Fait à Versailles, le **12 NOV. 2015**

Le Préfet

Julien Charles
Pour le Préfet et en délégation,
Le Secrétaire Général
Julien CHARLES



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2015310-0009

signé par

Frederic VISEUR, Sous-Préfet de Mantes la Jolie

Le 6 novembre 2015

Yvelines

S/Prefecture de Mantes la Jolie

**ARRETE PORTANT AUTORISATION DE MANIFESTATION SPORTIVE - N°PDMS
2015/134 "6ème Corrida de St Germain en Laye"**



Sous-Préfecture de Mantes la Jolie

Plateforme Départementale des Manifestations Sportives

Affaire suivie par Sylvie DINIS

☎ 01 30 92 85 07

Fax 01 30 92 85 22

@ : sylvie.dinis@yvelines.gouv.fr

Mantes la Jolie, le **- 6 NOV. 2015**

ARRETE PORTANT AUTORISATION DE MANIFESTATION SPORTIVE

ARRETE N° PDMS 2015/134
« 6^{ème} Corrida de Saint-Germain en Laye »

Le Préfet des Yvelines,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, spécialement ses articles L.2213-1, L.2213-2, L.2213-3 et L.2215-1 ;

VU le Code de la Route ;

VU le Code du Sport, notamment le titre III de la partie réglementaire ;

VU le décret n° 92-757 du 3 août 1992 du ministère de la justice, modifiant le code de la route et relatif à la sécurité, des courses et épreuves sur les voies ouvertes à la circulation publique ;

VU l'arrêté du 26 août 1992 du ministre de la justice portant application du décret n°92-757 du 3 août 1992 ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 mars 1992 portant réglementation particulière des épreuves sportives sur la voie publique ;

VU l'arrêté du ministre de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 19 décembre 2014 portant interdiction de certaines routes aux épreuves sportives à certaines périodes de l'année 2015 ;

CONSIDERANT la demande présentée par l'Association « Foulées de Saint-Germain en Laye », représentée par M. José CARRAT, tendant à obtenir l'autorisation d'organiser, le Samedi 28 novembre 2015, une course pédestre intitulée «6^{ème} Corrida de Saint-Germain en Laye» dont le départ et l'arrivée auront lieu à Saint-Germain en Laye. 750 participants sont attendus.

VU l'avis du maire de Saint-Germain en Laye ;

VU l'avis du Directeur départemental de la sécurité publique ;

VU l'avis du Directeur Départemental de la Cohésion Sociale ;

VU l'avis du Service Départemental d' Incendie et de secours des Yvelines ;

VU le visa de la Fédération Française d'Athlétisme ;

VU l'avis de la Commission Départementale des Courses Hors-Stade ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2015243-0002 en date du 31 août 2015 donnant délégation de signature à Monsieur le Sous-Préfet de MANTES LA JOLIE ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

La course pédestre intitulée « 6^{ème} Corrida de Saint-Germain en Laye » du Samedi 28 novembre 2015 est autorisée en tant qu'elle concerne les voies ouvertes à la circulation publique, à l'exclusion de toutes propriétés et voies privées pour lesquelles, il appartient au pétitionnaire de s'entendre avec les propriétaires. Le départ et l'arrivée de la course auront lieu à Saint-Germain en Laye. Le départ se fera à 20h30 sur une distance de 10 km.

Cette épreuve ne devra servir qu'à des fins sportives.

Cette course ne bénéficie pas de la priorité de passage.

ARTICLE 2 :

La sécurité de la course sera assurée par des **signaleurs**, munis de brassards, aux points indiqués dans l'annexe 1.

La liste nominative des signaleurs figure en annexe 2.

Les signaleurs doivent être identifiables par les usagers de la route au moyen d'un brassard marqué « **COURSE** » et doivent être en possession d'une copie de l'arrêté autorisant la course.

Placés sous l'autorité et la responsabilité de l'organisateur, ils ne détiennent pas les prérogatives dévolues aux forces de l'ordre.

- Les organisateurs devront appeler l'attention des concurrents sur le strict respect des dispositions du code de la route.
- Le règlement de la Fédération Française d'Athlétisme est à respecter.
- La sécurité médicale devra être assurée sur l'ensemble du parcours et durant toute la durée de l'épreuve.

- Un certificat médical de moins d'un an de non contre indication à la pratique sportive en compétition devra être présenté par les participants non licenciés auprès d'une fédération sportive.
- Le cas échéant, les riverains devront respecter les interdictions de stationnement et de circulation prescrites par les arrêtés municipaux.
- Un barriérage devra être mis en place de chaque coté de la chaussée sur une distance de 25 mètres de part et d'autre de la ligne d'arrivée.
- L'organisateur devra s'assurer que d'autres manifestations du même type ne se déroulent pas au même endroit et à la même heure.
- **L'organisateur devra veiller au strict respect de la réglementation en vigueur relative à l'organisation de course ainsi que de s'assurer de la bonne mise en place des restrictions de circulation et de la surveillance des déviations de délestage, mais surtout de leur correcte signalisation notamment en raison des conditions nocturnes de déroulement de cet événement.**
- **L'organisateur est tenu de respecter les dispositions prescrites par le Service Départemental d'Incendie et de Secours des Yvelines :**
 - **le SDIS devra connaître le numéro de téléphone du PC course en cas de besoin. Cette information est à transmettre par écrit au SDIS 78 – groupement Opérations – BP 60571 – 78005 VERSAILLES Cedex (Fax : 01.30.83.86.09) ;**
 - **le SDIS demande libre accès des secours en tout lieu de l'itinéraire ; le responsable présent devra centraliser les demandes de secours émanant des postes de secours ou de commissaires de course.**

ARTICLE 3 : La signalisation utilisée est celle qui sert à régler manuellement la circulation : Piquet mobile à deux faces, modèle **K 10** (un par signaleur).

Pourront en outre être utilisés les matériels de signalisation (barrage modèle **K 2**), signalant un obstacle de caractère temporaire et sur lesquels le mot "**course**" sera inscrit. Les équipements prévus à l'article 3 doivent être fournis par l'organisateur.

ARTICLE 4 : Les signaleurs devront être présents et les équipements mis en place un quart d'heure au moins, une demi-heure au plus, avant le passage théorique de la course, et retirés un quart d'heure après le passage du véhicule annonçant la fin de la course.

ARTICLE 5 : Il est expressément interdit aux concurrents, aux organisateurs ainsi qu'à toute autre personne de jeter sur la voie publique : prospectus, journaux, tracts, papiers, échantillons ou produits quelconques, et d'effectuer sur les chaussées des marques ne disparaissant pas dans les vingt-quatre heures. Il ne devra être apposé ni affiche, ni papillon sur les panneaux de signalisation, sur les supports et sur les bornes kilométriques.

ARTICLE 6 : Les concurrents ralentiront et même s'arrêteront toutes les fois qu'ils pourraient être cause d'accidents, de désordre ou de gêne pour la circulation. Ils se conformeront aux dispositions générales ou règlements concernant la police de la circulation.

Si l'épreuve comporte la traversée de passages à niveau, les organisateurs devront assurer la présence à ces endroits de commissaires spécialement chargés de maintenir l'ordre parmi les concurrents.

ARTICLE 7 : L'usage de haut-parleur sur voiture automobile est formellement interdit.

ARTICLE 8 : A aucun moment, les conducteurs des véhicules suiveurs, dont le nombre ne devra pas dépasser trois voitures et trois motos, ne devront par leur comportement empêcher les dépassements.

ARTICLE 9 : Avant le début de la manifestation, monsieur le directeur de la sécurité publique, ou son représentant, le responsable de la sécurité de la manifestation, ainsi que le maire de Saint-Germain en Laye, ou son représentant, sont habilités à contrôler que les mesures de sécurité des concurrents sont effectivement mises en place.

Si les prescriptions du présent arrêté n'étaient pas respectées, la manifestation ne pourrait avoir lieu.

ARTICLE 10 : Les organisateurs resteront responsables des accidents ou dommages causés tant aux voies empruntées qu'aux personnes et aux biens et sous réserve expresse du droit des tiers, risques pour lesquels ils ont déclaré avoir contracté une assurance dans les conditions indiquées.

ARTICLE 11 : L'autorisation de déroulement de l'épreuve pourra être rapportée à tout moment, notamment monsieur le directeur départemental de la sécurité publique ou son représentant, ou par monsieur le maire de Saint-Germain en Laye ou son représentant s'agissant par délégation de l'autorité administrative, s'il apparaît que les conditions de sécurité ne se trouvent plus remplies ou que les organisateurs, malgré la mise en demeure qui leur en aurait été faite par l'autorité administrative ou ses représentants qualifiés, ne respectent plus ou ne font plus respecter par les concurrents les dispositions que le règlement particulier de la manifestation et le présent arrêté prévoyait en vue de la protection du public et des concurrents.

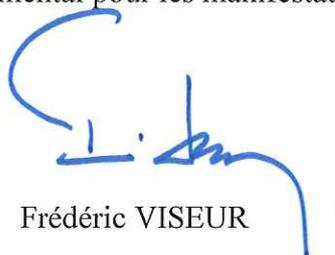
Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par procès verbal et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 12 : Le maire de Saint-Germain en Laye et les services de l'Etat compétents rendent compte au Sous-préfet de Mantes-la-Jolie sous le timbre « plateforme départementale

des manifestations sportives » des incidents éventuellement survenus au cours du déroulement de l'épreuve.

ARTICLE 13 : Le Sous-préfet de Mantes-la-Jolie, le directeur départemental de la sécurité publique et le maire de Saint-Germain en Laye, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à l'organisateur et pour information au Sous-Préfet de Saint-Germain en Laye, au Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et au Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours des Yvelines.

Le Sous-préfet,
Délégué départemental pour les manifestations sportives



Frédéric VISEUR

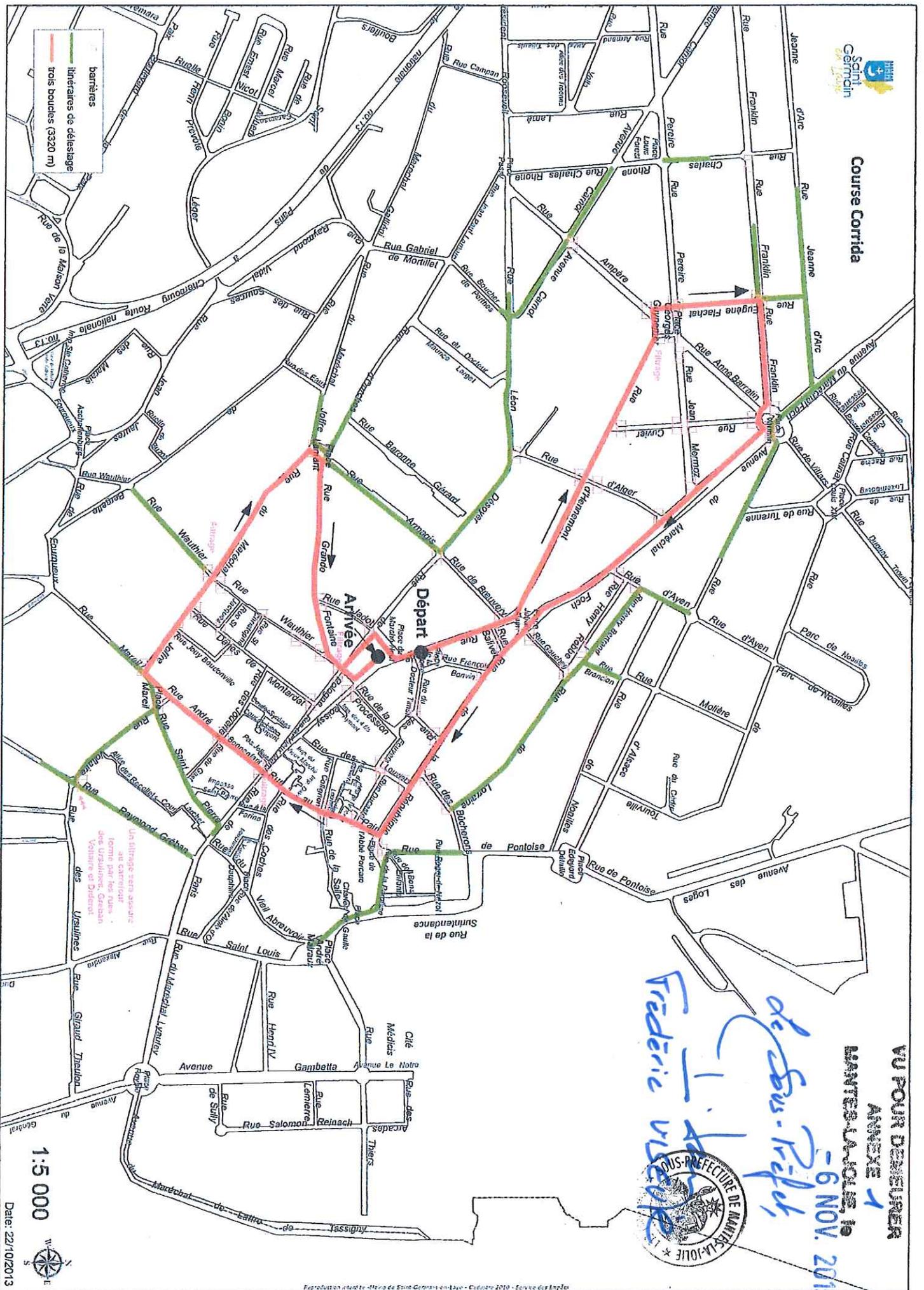
La présente décision peut faire l'objet d'une contestation devant le tribunal administratif de Versailles dans les deux mois à compter de sa réception, dans le cadre d'un recours contentieux.

Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de monsieur le préfet des Yvelines ou d'un recours hiérarchique auprès de la ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales.

Le recours gracieux ou/et hiérarchique interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant la décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant un délai de deux mois valant décision implicite de rejet).



Course Corrida



 Itinéraires de délestage
 trois boucles (3320 m)
 barrières

Un itinéraire sera assuré
 au carrefour
 formé par les rues
 des Ursulines, Cécilia
 Voltaire et Didot.

Frédéric V...
 de Sous-Prefet



VU POUR DENERNER
 ANNEXE 1
 MANTES-LA-JOLIE, le
 -6 NOV. 2015

1:5 000



Date: 22/10/2013

LISTE DES SIGNALEURS 6ème CORRIDA INTERNATIONALE DE SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 28 novembre 2015

NOM	PRENOM	N° permis de conduire	Date de naissance	Adresse	Code postal	Ville
ABERMIL	KACI	84127800053	26/9/1965	8 allée du Manoir	78480	Verneuil sur Seine
ANTONIS	PASCALE	D644120	27/5/1961	14 B Rue Diderot	78100	St Germain
BARTHEL	JEAN-CLAUDE	575900	6/2/1942	5 allée des Ecuvers	78240	Chambourcy
BEGUIN	OLIVIER	15AV56680	27/10/1969	Sente des Buffetières	78300	Poissy
BETTON	OLIVIER	860713210229	11/4/1966	4 Rue Duquay Trouin	78100	St Germain
BODEREAU	ALEX	820841100390	12/11/1964	32 Rue Adrienne Bolland	78300	Poissy
BODEREAU	VERONIQUE	850992311268	21/9/1967	32 Rue Adrienne Bolland	78300	Poissy
BOGRAND	MARIE LAURE	800992210347	23/8/1962	79 Rue Charles Drot	92500	Rueil Malmaison
BOURGEOIS	LAURENT	821178300876	14/1/1965	28 Grande Rue	78240	Aigremont
BURTEL	GILBERT	NEPH 780878310077	30/7/1937	10 Rue des Violettes	78750	Mareil Marly
CHARPENTIER	CLAUDE	751139220 63 75	22/3/1942	60 Rue St Léger	78100	St Germain
COME	GERARD	NU90793	8/2/1939	50 Allée de la Meute	78110	Le Vésinet
DARCEL	TINA	120794200009	27/3/1973	12 Route de St Nom	78620	L'Etang la Ville
DEJEAN	GERALD	940378300898	1/10/1974	15 Allée des Bergeronnettes	78955	Carrières sous Poissy
DESANOIS	PHILIPPE	791080201840	25/12/1960	3 Chemin des Graviers	78630	Morainvilliers
DIARD	ANDRE	155426	20/4/1957	7 Rue Ernest Bonin	78100	St Germain
DUCROS	SYLVAIN	841267802841	24/11/1966	13 Rue de la Procession	78860	St Nom la Bretèche
DUJARDIN	DOMINIQUE	900178300986	28/3/1972	23 bis Rue du Lieutenant Lecomte	78510	Triel sur Seine
ECHÉVARENE	PAULETTE	7841051153	5/11/1941	56 Rue des Bigaudes	78750	Mareil Marly
ESPANNET	JEAN-FRANCOIS	811078300936	11/7/1963	46 Rue Broussin	78160	Mareil le Roi
EYHERAMONO	JULIEN	10933200521	9/4/1985	38 ter Rue Marvise Bastié	78300	Poissy
FEREZOU	DAVID	930729401447	16/5/1975	9 Rue Paul Cobos	78300	Poissy
FILLETTE	STEPHANE	D5455655	21/4/1968	22 Rue de Lorraine	78100	St Germain
FOSSEIER	JEROME	70178300197	11/7/1990	18-20 Rue des Ponts	78290	Croissy sur Seine
FRIEH	FABIEN	890792310881	21/5/1971	46 Rue Robert Villoing	78500	Sartrouville
GIREME	JEAN-PIERRE	263880	18/6/1951	9 Square Grétry	78600	Maisons Laffitte
HIGHNAM	LAURENCE	851215100230	2/10/1967	24 Rue Jules Rein	78600	Le Mesnil le Roi
HUDE	ROMAIN	940678300917	10/3/1977	45 Rue de Vermandois	78570	Andrésy
KAZIAN	LAURENT	800178300357	1/10/1959	5 Rue Turgot	78100	St Germain
KUROWSKI	THIERRY	761095110092	9/4/1958	55 Rue Aristide Briand	78700	Confians Ste Honorine
LAURENT	CATHERINE	800995320312	22/6/1962	10 Allée du Triboulet	78100	St Germain
MAILLARD	JACQUES	313559	21/4/1956	22 bis Rue du Mal Gallieni	78700	Confians Ste Honorine
MAIRINJAC	BENOÎT	14A105524	31/10/1981	7 bis Rue du Panorama	78100	St Germain
MIGNON	FRANCOIS	900975121757	12/8/1965	9 Rue de St Germain	78112	Fourqueux
MINASSIAN	FABRICE	890892310182	13/3/1970	25 Rue Haute	92500	Rueil Malmaison
MOY	ALAIN	771122411144	18/7/1958	22 Rue de la Croix d'Epines	78540	Vernouillet
MUQUET	BERTRAND	940157900644	26/2/1973	29 Avenue de Pendans d'Hennemont	78112	Fourqueux
PECQUEUX	PHILIPPE	830760101004	16/8/1965	27 Rue de Migneaux	78300	Poissy
PELLE	CATHERINE	800271500712	20/11/1961	1 Chemin de la Remise	78240	Chambourcy
PELLE	JEAN-CONSTANT	890378300605	1961	1 Chemin de la Remise	78240	Chambourcy
RAOUL	AUDE	960378300043	24/12/1979	13 Avenue Henri IV	92190	Meudon
ROBERT	PHILIPPE	781145201498	20/7/1958	18 Rue Ronsard	78100	St Germain
ROE	GAETAN	961029401591	11/4/1980	4 Rue Alexandre Dulmas	78100	St Germain
ROUX	JEAN-FRANCOIS	68332	20/7/1955	40 Avenue Amiral Lecomnier	78160	Mareil le Roi
RUPPRECHT	BENOÎT	910774111246	14/6/1975	20 Les Vergers de la Renchère	78860	St Nom la Bretèche
RUYSER	SYLVAIN	900877210181	25/11/1972	12 Allée du Manège	78600	Le Mesnil le Roi
SAYAG	HUGO	930495300452	11/12/1974	3 Route Chancelier Sequier	78620	L'Etang la Ville
SCHNEPP	ALAIN	1906647278	2/7/1954	41 Rue Bonenfant	78100	St Germain
SIMON	ANTOINE	830991201046	31/3/1965	32 Rue des Ursulines	78100	St Germain
SODDIEUX	JEAN-CLAUDE	83172	11/4/1939	27 Rue Maurice Courtan	78300	Poissy
SOULAT	MARC	960229400805	25/1/1977	22 Rue Maurice Carrard	78260	Achères
TOUTOUTE FAUCONNIER	FRANCKY	920375150149	5/1/1965	2 Avenue Charles de Gaulle	78230	Le Pecq
VOUILLEMIN	JEAN-MICHEL	801052100318	22/7/1962	41 Route de Chambourcy	78300	Poissy

VU POUR DENSEUR
ANNEXE 2
MANTES-LA-JOLIE, le

- 6 NOV. 2015



Frédéric VISEVIN



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2015314-0003

signé par

Frederic VISEUR, Sous-Préfet de Mantes la Jolie

Le 10 novembre 2015

Yvelines

S/Prefecture de Mantes la Jolie

**ARRETE PORTANT AUTORISATION DE MANIFESTATION SPORTIVE - N°PDMS
2015/136 "La sans raison"**



Sous-Préfecture de Mantes la Jolie

Plateforme Départementale des Manifestations Sportives

Affaire suivie par Sylvie DINIS

☎ 01 30 92 85 07

Fax 01 30 92 85 22

@ : sylvie.dinis@yvelines.gouv.fr

Mantes la Jolie, le **10 NOV. 2015**

ARRETE PORTANT AUTORISATION DE MANIFESTATION SPORTIVE

ARRETE N° PDMS 2015/ **136** « LA SANS RAISON »

Le Préfet des Yvelines,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, spécialement ses articles L.2213-1, L.2213-2, L.2213-3 et L.2215-1 ;

VU le Code de la Route ;

VU le Code du Sport, notamment le titre III de la partie réglementaire ;

VU le décret n° 92-757 du 3 août 1992 du ministère de la justice, modifiant le code de la route et relatif à la sécurité, des courses et épreuves sur les voies ouvertes à la circulation publique ;

VU l'arrêté du 26 août 1992 du ministre de la justice portant application du décret n°92-757 du 3 août 1992 ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 mars 1992 portant réglementation particulière des épreuves sportives sur la voie publique ;

VU l'arrêté du ministre de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 19 décembre 2014 portant interdiction de certaines routes aux épreuves sportives à certaines périodes de l'année 2015 ;

Considérant la demande présentée par l'association sportive du Chêne et Velizy, représentée par M. Jerome VAUXION, tendant à obtenir l'autorisation d'organiser, le dimanche 15 novembre 2015, une course pédestre intitulée « LA SANS RAISON » dont le départ et

l'arrivée auront lieu à Vélizy-Villacoublay. 1200 participants sont attendus pour les courses de 15 et 35 km.

VU l'avis du Préfet des HAUTS-DE-SEINE ;

VU l'avis des maires de Velizy-Villacoublay et de Viroflay ;

VU l'avis du Directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines ;

VU l'avis du Directeur Départemental de la Cohésion Sociale des Yvelines ;

VU l'avis du Service Départemental d' Incendie et de secours des Yvelines ;

VU l'avis du Président du Conseil Départemental des Yvelines ;

VU le visa de la Fédération Française d'Athlétisme ;

VU l'avis de la Commission Départementale des Courses Hors-Stade ;

VU l'avis de l'Office National des Forêts ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2015243-0002 en date du 31 août 2015 donnant délégation de signature à Monsieur le Sous-Préfet de MANTES LA JOLIE ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

La course pédestre intitulée « **LA SANS RAISON** » du **dimanche 15 novembre 2015** est autorisée en tant qu'elle concerne les voies ouvertes à la circulation publique, à l'exclusion de toutes propriétés et voies privées pour lesquelles, il appartient au pétitionnaire de s'entendre avec les propriétaires. Les départs des courses se feront à 9 h 00 pour le parcours de 35 km et à 9h30 pour le parcours de 15 km.

Cette épreuve ne devra servir qu'à des fins sportives.

Cette course ne bénéficie pas de la priorité de passage.

ARTICLE 2 :

La sécurité de la course sera assurée par des **signaleurs**, munis de brassards, aux points indiqués dans l'annexe 1.

La liste nominative des signaleurs figure en annexe 2.

Les signaleurs désignés par l'organisateur devront être majeurs et titulaires du permis de conduire en cours de validité pour la garantie de la sécurité des participants. Ils devront être munis de brassards, de gilets fluorescents et d'une copie des autorisations et auront pour mission de signaler aux autres usagers de la route le passage de la manifestation. Ils veilleront au strict respect du code de la route.

Placés sous l'autorité et la responsabilité de l'organisateur, ils ne détiennent pas les prérogatives dévolues aux forces de l'ordre.

- L'organisateur veillera à tenir compte des observations du Maire de Viroflay et notamment d'une présence de signaleurs en nombre suffisant, au niveau de l'avenue de Vélizy entre le parking du cimetière et la RD 53, aux endroits suivants :
 - * traversée au niveau du passage piétons situé devant le parking ;
 - * chemin longeant le parc forestier le long de l'avenue de Vélizy jusqu'au carrefour avec la RD 53 ;
 - * traversée au niveau des passages piétons situés au carrefour à feux ;
- Les organisateurs devront appeler l'attention des concurrents sur le strict respect des dispositions du code de la route.
- Le règlement de la Fédération Française d'Athlétisme est à respecter.
- **La sécurité médicale devra être assurée sur l'ensemble du parcours et durant toute la durée de l'épreuve.**
- Un certificat médical de moins d'un an de non contre indication à la pratique sportive en compétition devra être présenté par les participants non licenciés auprès d'une fédération sportive.
- Le cas échéant, les riverains devront respecter les interdictions de stationnement et de circulation prescrites par les arrêtés municipaux.
- Un barriérage devra être mis en place de chaque côté de la chaussée sur une distance de 25 mètres de part et d'autre de la ligne d'arrivée.
- L'organisateur devra s'assurer que d'autres manifestations du même type ne se déroulent pas au même endroit et à la même heure.
- **L'organisateur devra respecter les dispositions prescrites par le Service Départemental d'Incendie et de Secours des Yvelines :**
 - **le SDIS devra connaître le numéro de téléphone du PC course en cas de besoin. Cette information est à transmettre par écrit au SDIS 78 – groupement Opérations – BP 60571 – 78005 VERSAILLES Cedex (Fax : 01.30.83.86.09) ;**
 - **le SDIS demande libre accès des secours en tout lieu de l'itinéraire ; le responsable présent devra centraliser les demandes de secours émanant des postes de secours ou de commissaires de course**

ARTICLE 3 : La signalisation utilisée est celle qui sert à régler manuellement la circulation : Piquet mobile à deux faces, modèle **K 10** (un par signaleur).

Pourront en outre être utilisés les matériels de signalisation (barrage modèle **K 2**), signalant un obstacle de caractère temporaire et sur lesquels le mot "**course**" sera inscrit. Les équipements prévus à l'article 3 doivent être fournis par l'organisateur.

ARTICLE 4 : Les signaleurs devront être présents et les équipements mis en place un quart d'heure au moins, une demi-heure au plus, avant le passage théorique de la course, et retirés un quart d'heure après le passage du véhicule annonçant la fin de la course.

ARTICLE 5 : Il est expressément interdit aux concurrents, aux organisateurs ainsi qu'à toute autre personne de jeter sur la voie publique : prospectus, journaux, tracts, papiers, échantillons ou produits quelconques, et d'effectuer sur les chaussées des marques ne disparaissant pas dans les vingt-quatre heures. Il ne devra être apposé ni affiche, ni papillon sur les panneaux de signalisation, sur les supports et sur les bornes kilométriques.

ARTICLE 6 : Les concurrents ralentiront et même s'arrêteront toutes les fois qu'ils pourraient être cause d'accidents, de désordre ou de gêne pour la circulation. Ils se conformeront aux dispositions générales ou règlements concernant la police de la circulation.

Si l'épreuve comporte la traversée de passages à niveau, les organisateurs devront assurer la présence à ces endroits de commissaires spécialement chargés de maintenir l'ordre parmi les concurrents.

ARTICLE 7 : L'usage de haut-parleur sur voiture automobile est formellement interdit.

ARTICLE 8 : A aucun moment, les conducteurs des véhicules suiveurs, dont le nombre ne devra pas dépasser trois voitures et trois motos, ne devront par leur comportement empêcher les dépassements.

ARTICLE 9 : Avant le début de la manifestation, monsieur le directeur de la sécurité publique, ou son représentant, le responsable de la sécurité de la manifestation, ainsi que les maires des communes traversées, ou leurs représentants, sont habilités à contrôler que les mesures de sécurité des concurrents sont effectivement mises en place.

Si les prescriptions du présent arrêté n'étaient pas respectées, la manifestation ne pourrait avoir lieu.

ARTICLE 10 : Les organisateurs resteront responsables des accidents ou dommages causés tant aux voies empruntées qu'aux personnes et aux biens et sous réserve expresse du droit des tiers, risques pour lesquels ils ont déclaré avoir contracté une assurance dans les conditions indiquées.

ARTICLE 11 : L'autorisation de déroulement de l'épreuve pourra être rapportée à tout moment, notamment monsieur le directeur départemental de la sécurité publique ou son représentant, ou par les maires des communes traversées ou leurs représentants s'agissant par délégation de l'autorité administrative, s'il apparaît que les conditions de sécurité ne se trouvent plus remplies ou que les organisateurs, malgré la mise en demeure qui leur en aurait été faite par l'autorité administrative ou ses représentants qualifiés, ne respectent plus ou ne font plus respecter par les concurrents les dispositions que le règlement particulier de la manifestation et le présent arrêté prévoyait en vue de la protection du public et des concurrents.

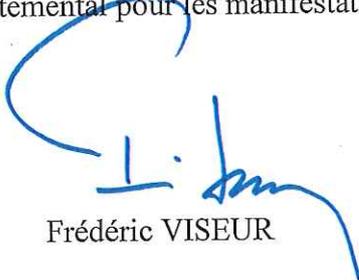
Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par procès verbal et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 12 : Les maires des communes traversées et les services de l'Etat compétents rendent compte au Sous-préfet de Mantes-la-Jolie sous le timbre « plateforme départementale

des manifestations sportives » des incidents éventuellement survenus au cours du déroulement de l'épreuve.

ARTICLE 13 : Le Sous-préfet de Mantes-la-Jolie, le directeur départemental de la sécurité publique et les maires des communes traversées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à l'organisateur et pour information au Secrétariat Général de la Préfecture des Yvelines, au Préfet des Hauts-de-Seine, au Président du Conseil Départemental des Yvelines, au Directeur Départemental de la Cohésion Sociale des Yvelines et au Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours des Yvelines.

Le Sous-préfet,
Délégué départemental pour les manifestations sportives



Frédéric VISEUR

La présente décision peut faire l'objet d'une contestation devant le tribunal administratif de Versailles dans les deux mois à compter de sa réception, dans le cadre d'un recours contentieux.

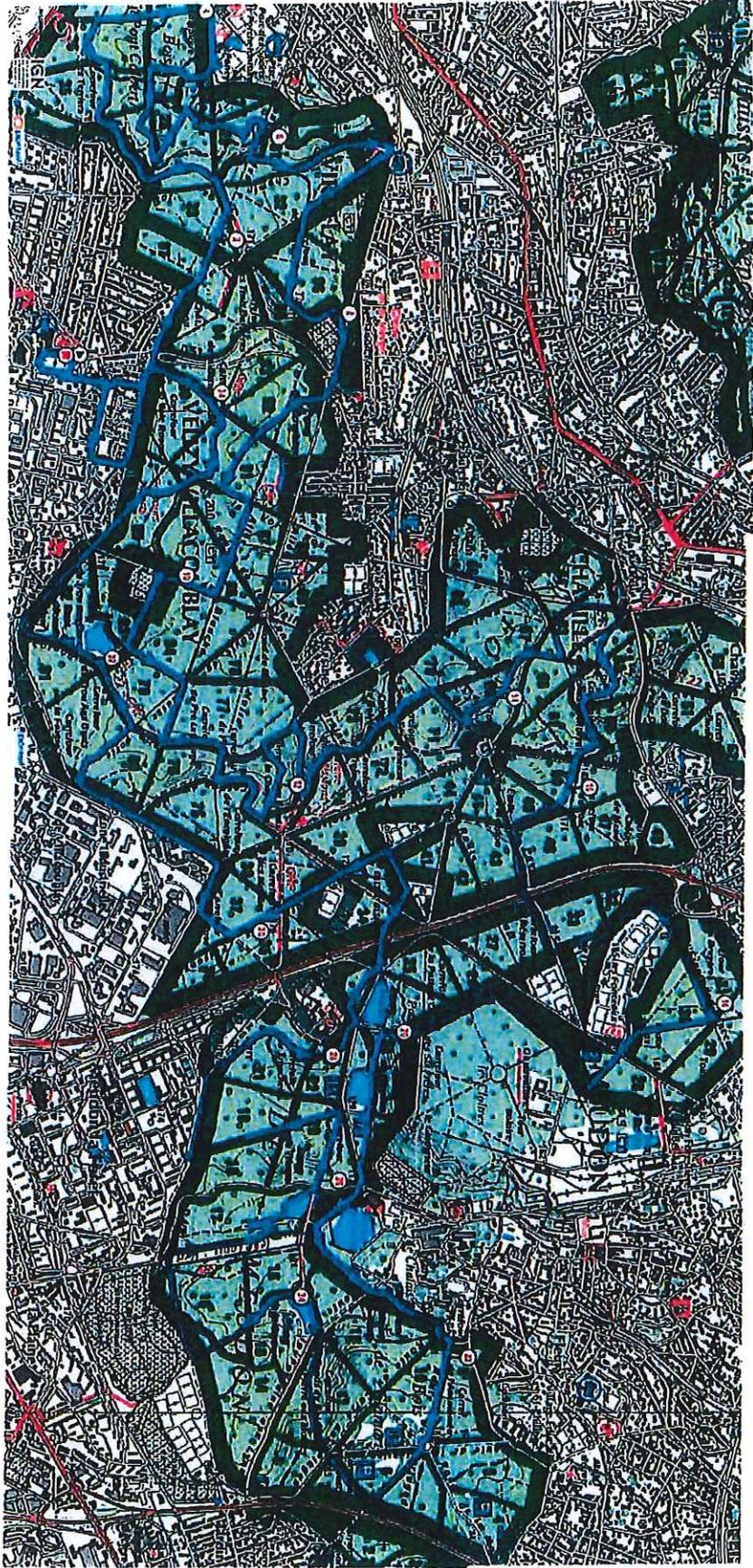
Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de monsieur le préfet des Yvelines ou d'un recours hiérarchique auprès de la ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales.

Le recours gracieux ou/et hiérarchique interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant la décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant un délai de deux mois valant décision implicite de rejet).

La Sans Raison 2015
Parcours 35 km

VU POUR DEMEURER
ANNEXE 1.1
MANTES-LA-JOLIE, 19
10 NOV. 2015

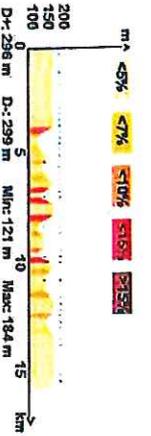
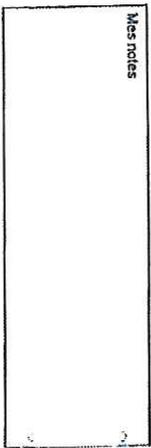
Le Sous-Préfet,
L. 
Frédéric VISEUR



Les cookies assurent le bon fonctionnement d'Openrunner. En utilisant nos services, vous acceptez l'utilisation des cookies.



©2015 www.openrunner.com Parcours n°5235552 - LA SANS RAISON 2015 LA THERESE - Course à pied, 16,173 (km) : Velizy-Villacoublay -> Velizy-Villacoublay



La Sans Raison 2015
Parcours 15 km

VU POUR DEMEURER
ANNEXE 1-2
MANTES-LA-JOLIE, le
10 NOV. 2015

de *Sous-Préfet*
Frédéric VISEUR



02/09/2015

<http://www.openrunner.com/>



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2015314-0004

**signé par
Julien CHARLES, secrétaire général**

Le 10 novembre 2015

**Yvelines
unité territoriale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement
et de l'Energie d'Ile-de-France**

**arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires – société CIMENTS CALCIA à
Gargenville**

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement et de l'énergie en Île-de-France**
Unité territoriale des Yvelines

**Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°35854
Société CIMENTS CALCIA à Gargenville**

**Le Préfet des Yvelines,
Chevalier de la Légion d'Honneur**

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°08-010/DDD en date du 10 janvier 2008 autorisant la société CIMENTS CALCIA, dont le siège social est situé rue des Technodes à Guerville (78930), à poursuivre l'exploitation d'une cimenterie sur le territoire des communes de Gargenville et Juziers, avenue Victor Hugo, 78440 Gargenville, et annulant et remplaçant les arrêtés préfectoraux antérieurs ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 octobre 2011, mettant à jour la situation administrative des installations exploitées par la société CIMENTS CALCIA à Gargenville (78440), modifiant les valeurs limites d'émission et imposant une surveillance de l'impact sur l'environnement des rejets atmosphériques de la cimenterie ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2012275-0008 en date du 1^{er} octobre 2012 imposant à la société CIMENTS CALCIA la réalisation d'une étude technico-économique sur les installations de combustion, concernant les actions de réduction temporaire des émissions de PM₁₀ susceptibles d'être mises en œuvre en cas de dépassement ou de risque de dépassement des seuils d'alerte visés à l'article R 221-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014176-0002 imposant à la société CIMENTS CALCIA des mesures visant à la réduction des prélèvements et de la consommation d'eau en période de sécheresse et déterminant les garanties financières pour la mise en sécurité du site en cas de cessation d'activité ;

Vu le dossier de réexamen des conditions d'exploitation des installations de la cimenterie de Gargenville au vu des meilleures techniques disponibles déposé par la société CIMENTS CALCIA le 24 avril 2014 ;

Vu le rapport de synthèse de l'inspection des installations classées en date du 25 septembre 2015 ;

Vu l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 13 octobre 2015 ;

Vu le projet d'arrêté porté le 20 octobre 2015 à la connaissance de l'exploitant ;

Considérant que l'Autorité de Sûreté Nucléaire a délivré à l'exploitant une autorisation d'utilisation de sources scellées datée du 6 novembre 2015, enregistrée sous le numéro T780222 ;

Considérant que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) du secteur de la cimenterie ont été publiées au Journal Officiel de l'Union Européenne le 9 avril 2013 ;

Considérant que les conditions d'exploitation prévues dans le dossier de réexamen intègrent les meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à l'installation et permettent le respect des niveaux d'émission décrits dans les conclusions sur les MTD du secteur de la cimenterie ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant doivent tenir compte de l'efficacité des meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à l'installation et doivent respecter les niveaux d'émission décrits dans les conclusions sur les MTD du secteur de la cimenterie ;

Considérant que l'exploitant a émis des observations, par courriel électronique du 3 novembre 2015, qui ont été reprises dans l'arrêté ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant qu'il convient de faire application des dispositions de l'article R.512-31 du code de l'environnement, en fixant de nouvelles prescriptions ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRETE :

Liste des articles

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....	5
CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION.....	5
CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS.....	5
CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION.....	8
CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION.....	8
CHAPITRE 1.5 CHANGEMENT D'EXPLOITANT.....	8
CHAPITRE 1.6 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS.....	8
CHAPITRE 1.7 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS.....	8
TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT.....	9
CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS.....	9
CHAPITRE 2.2 MODIFICATIONS.....	9
CHAPITRE 2.3 CESSATION D'ACTIVITÉ.....	9
CHAPITRE 2.4 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE.....	9
CHAPITRE 2.5 DANGER OU NUISANCES NON PRÉVENUS.....	10
CHAPITRE 2.6 DÉCLARATION DES INCIDENTS OU ACCIDENTS.....	10
CHAPITRE 2.7 CONTRÔLES ET ANALYSES (INOPINÉS OU NON).....	10
CHAPITRE 2.8 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION.....	10
CHAPITRE 2.9 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION.....	10
CHAPITRE 2.10 GARANTIES FINANCIÈRES.....	11
CHAPITRE 2.11 DIRECTIVE SUR LES ÉMISSIONS INDUSTRIELLES (IED).....	13
TITRE 3 PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE.....	14
CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS.....	14
CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET.....	14
TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....	19
CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU.....	19
CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES.....	19
CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU.....	21
CHAPITRE 4.4 MESURES EN PÉRIODE DE SÉCHERESSE.....	23
TITRE 5 - DÉCHETS.....	25
CHAPITRE 5.1 PRINCIPES.....	25
CHAPITRE 5.2 GESTION DES DÉCHETS.....	25
CHAPITRE 5.3 ÉLIMINATION DES DÉCHETS.....	26
TITRE 6 PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS.....	28
CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	28
TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES.....	30
CHAPITRE 7.1 GÉNÉRALITÉS.....	30
CHAPITRE 7.2 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS.....	30
CHAPITRE 7.3 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS.....	31
CHAPITRE 7.4 SÉCURITÉ.....	32
CHAPITRE 7.5 PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES.....	33
CHAPITRE 7.6 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS.....	35
TITRE 8 – DISPOSITIONS TECHNIQUES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS.....	37
CHAPITRE 8.1 CONDITIONS D'ADMISSION DES DÉCHETS INCINÉRÉS.....	37
CHAPITRE 8.2 CONDITIONS D'EXPLOITATION DU FOUR DE LA CIMENTERIE.....	41
CHAPITRE 8.3 STOCKAGES DE DÉCHETS COMBUSTIBLES, URÉE ET MATÉRIAUX SUR LE SITE.....	45
CHAPITRE 8.4 EXPLOITATION DES ATELIERS DE PRÉPARATION DES COMBUSTIBLES.....	49
CHAPITRE 8.5 PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX APPAREILS DE DISTRIBUTION D'HYDROCARBURES.....	50
CHAPITRE 8.6 COMPRESSEURS ET CUVES D'AIR COMPRIMÉ.....	50
TITRE 9 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS.....	51
CHAPITRE 9.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE.....	51

CHAPITRE 9.2 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE.....	52
CHAPITRE 9.3 SUIVI ET INTERPRÉTATION DES RÉSULTATS.....	55
CHAPITRE 9.4 BILANS PÉRIODIQUES.....	55
TITRE 10 PUBLICITÉ ET EXÉCUTION.....	58

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société Ciments Calcia dont le siège est situé Rue des Technodes, 78930 GUERVILLE est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre sur le territoire des communes de GARGENVILLE et de JUZIERS - avenue Victor Hugo 78440 Gargenville, l'exploitation de ses installations visées par l'article 1.2. du présent arrêté.

ARTICLE 1.1.2. MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les dispositions du présent arrêté annulent et remplacent les prescriptions des arrêtés préfectoraux n°08-010/DDD du 10 janvier 2008, n° 2011280-0006 du 7 octobre 2011 et n° 2014176-0002 du 25 juin 2014.

ARTICLE 1.1.3. INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION OU A ENREGISTREMENT

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Rubrique	AS,A,E, D,NC
Production de ciment, de chaux et d'oxyde de magnésium : a) Production de clinker (ciment) dans des fours rotatifs avec une capacité de production supérieure à 500 tonnes par jour ou d'autres types de fours avec une capacité de production supérieure à 50 tonnes par jour	3800 t/j de ciment dont 3000 t/j de clinker	3310.a	A
Fabrication de ciment, la capacité de production étant supérieure à 5 t/j.	3800 t/j de ciment	2520	A
Installation de traitement thermique de déchets non dangereux.	Capacité maximale de traitement : < 3t/h 15 000 t/an farines animales 21 000 t/an de graisses animales	2771	A
Valorisation ou mélange de valorisation et d'élimination de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : - traitement biologique	2000 t/j (500 t/j de cendres volantes et 1500 t/j de laitiers)	3532	A

<p>- prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération - traitement du laitier et des cendres - traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage</p>			
<p>Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782, la quantité de déchets étant supérieure ou égale à 10 t/j</p>	<p>2045 t/j tonnes/jour Matière premières introduites dans le procédé cimentier : - 15 t/j gypse d'origine chimique, - 30 t/j oxydes de fer ou battitures d'aciéries, - 2000 t/j (500 t/j de cendres volantes et 1500 t/j de laitiers)</p>	2791-1°	A
<p>Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. La puissance installée des installations, étant supérieure à 550 kW</p>	<p>B₃ : 1 270 kW B₄ : 1 270 kW B₆ : 3 250 kW Broyage charbon, coke de pétrole : 390 kW puissance totale : 6180 kw</p>	2515-1-a	A
<p>Station de transit de produits minéraux pulvérulents non ensachés tels que ciments, plâtres, chaux, sables fillérisés, ou de déchets non dangereux inertes pulvérulents, la capacité de transit étant supérieure à 25 000 m³.</p>	<p>51 000 m³ de ciment, cendres volantes séchées, sables fillérisés, et cru cimentier</p>	2516-1	E
<p>Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes, à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant supérieure à 30 000 m².</p>	<p>90 000 m³ de calcaire, schiste ardoisier, oxyde de fer, bauxite, cendres humides, sables, clinker, gypse, laitier pour une capacité de stockage de 70 000 m²</p>	2517-1	A
<p>Installation de combustion : A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b (v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est supérieure 2 MW mais inférieure à 20 MW.</p>	<p>Nota pour les installations de combustion de coke et de LIPOFIT de 60 MW : ces installations de combustion utilisées dans le four fonctionnant en coïncinération visé par la rubrique 2771 ne sont pas visées et comptabilisées dans la rubrique 2910</p>	2910-A	NC
<p>Dépôt de houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses, la quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 500 t.</p>	<p>30 000 t</p>	4801-1°	A

<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : - inférieure à 50 t d'essence et à 250 t au total pour les cavités souterraines, les stockages enterrés ou en double enveloppe avec système de détection de fuite</p>	<p>Dépôt enterré de FOD : 1 réservoir de 20 m³ et un réservoir de 15 m³(double enveloppe)</p> <p>Dépôt en sous sol de FOD : 2 réservoirs de 5 m³(double enveloppe)</p>	4734-1°	NC
<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>- inférieure à 50 t au total, et inférieure à 100 t d'essence pour les stockages autres que les stockages enterrés ou en double enveloppe avec système de détection de fuite</p>	<p>GNR (gazole non routier) : un réservoir aérien de 40 m³</p>	4734-2°c	NC
<p>Procédé de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles, lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluide présente dans l'installation (mesurée à 25° C) est supérieure à 250 litres</p>	<p>300 l de fluides d'un point éclair de 207°C environ, utilisé à une température maximale de 150°C</p>	2915-2°	D
<p>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL et biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène), la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant inférieure à 6 t</p>	<p>Stockage de GPL, de capacité totale de 2,4 m³</p>	4718	NC

AS (Autorisation avec servitudes) ou A (Autorisation) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation déposés par l'exploitant en date du 4 mai 2001. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

CHAPITRE 1.5 CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Le changement d'exploitant est soumis à autorisation conformément à l'article R516-1 du code de l'environnement selon les modalités définies dans ce même article.

CHAPITRE 1.6 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Versailles :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L.211-1 et L. 511-1, dans le délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

CHAPITRE 1.7 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

ARTICLE 2.1.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION

Les consignes écrites et répertoriées dans le présent arrêté sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées, systématiquement mises à jour et portées à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

CHAPITRE 2.2 MODIFICATIONS

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

CHAPITRE 2.3 CESSATION D'ACTIVITÉ

Sans préjudice de l'application des mesures prévues aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, lorsque l'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R 512-39-2 et R 512-39-3 du code de l'environnement.

Dans le cas de la mise à l'arrêt définitif de l'installation visée à la section 8 du chapitre V du code de l'environnement, l'exploitant transmet le mémoire prévu à l'article R.512-39-3 même si cet arrêt ne libère pas de terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage. Le mémoire contient en outre l'évaluation visée à l'article R.515-75-I et propose les mesures permettant la remise en état du site conformément aux dispositions de l'art R.515-75-II du code de l'environnement.

CHAPITRE 2.4 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

ARTICLE 2.4.1. PROPRIÉTÉ

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

CHAPITRE 2.5 DANGER OU NUISANCES NON PRÉVENUS

Tout danger ou nuisance non susceptibles d'être prévenus par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.6 DÉCLARATION DES INCIDENTS OU ACCIDENTS

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.7 CONTRÔLES ET ANALYSES (INOPINÉS OU NON)

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ou un suivi agronomique des épandages ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores et vibrations. Ils sont exécutés par un organisme tiers qu'il aura choisi à cet effet ou soumis à l'approbation de l'Inspection des installations classées s'il n'est pas agréé, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire pris au titre de la législation sur les installations classées. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

L'exploitant est tenu, dans la mesure des possibilités techniques, de mettre à la disposition de l'inspection des installations classées les moyens de mesure ou de test répondant au contrôle envisagé pour apprécier l'application des prescriptions imposées par le présent arrêté.

CHAPITRE 2.8 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

CHAPITRE 2.9 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION

Un tableau récapitulatif des contrôles périodiques et des transmissions à réaliser est annexé au présent arrêté.

CHAPITRE 2.10 GARANTIES FINANCIÈRES

ARTICLE 2.10.1. OBJET DES GARANTIES FINANCIÈRES

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent aux installations visées au R.516-1-5° du code de l'environnement et listées dans le tableau suivant :

Rubriques	Libellé des rubriques
2520/3310	Production de ciment

Elles sont constituées dans le but de garantir la mise en sécurité du site de l'installation en application des dispositions mentionnées à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 2.10.2. MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le montant total des garanties financières à constituer s'élève à 108 117 € TTC.

Il a été défini selon la méthode forfaitaire définie dans l'arrêté ministériel du 31 mai 2012, en prenant en compte l'indice TP01 de 703,6 et un taux de TVA de 20 %.

Il est basé sur une quantité maximale de déchets pouvant être entreposés sur le site définie à l'article 4 du présent arrêté.

ARTICLE 2.10.3. DELAI DE CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitant doit constituer 20 % du montant initial des garanties financières à la date du 1er juillet 2014. Les délais de constitution sont précisés dans le tableau ci-dessous, en fonction du type de garant :

Échéance de remise de l'attestation correspondante	Taux de constitution du montant des garanties financières	
	Garants classiques	Consignation à la Caisse des Dépôts et Consignations
1er juillet 2014	20 %	20 %
1er juillet 2015	40 %	30 %
1er juillet 2016	60 %	40 %
1er juillet 2017	80 %	50 %
1er juillet 2018	100 %	60 %
1er juillet 2019		70 %
1er juillet 2020		80 %
1er juillet 2021		90 %
1er juillet 2022		100 %

ARTICLE 2.10.4. ETABLISSEMENT DES GARANTIES FINANCIERES

L'exploitant adresse au préfet, avant les dates mentionnées à l'article 2.10.3 du présent arrêté le document attestant la constitution du montant des garanties financières défini à l'article 2.10.3, document établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012.

ARTICLE 2.10.5. RENOUELEMENT DES GARANTIES FINANCIERES

Le renouvellement du montant total des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 2.10.3 du présent arrêté.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

ARTICLE 2.10.6. ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIERES

L'exploitant est tenu d'actualiser tous les cinq ans le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet. La première actualisation intervient 5 ans après la date de signature du présent arrêté.

Le montant réactualisé est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé. L'exploitant transmet avec sa proposition :

- la valeur datée du dernier indice public TP01 ;
- la valeur du taux de TVA en vigueur à la date de transmission.

ARTICLE 2.10.7. MODIFICATION DES GARANTIES FINANCIERES

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

ARTICLE 2.10.8. ABSENCE DE GARANTIES FINANCIERES

Outre les sanctions rappelées à l'article L.516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

ARTICLE 2.10.9. APPEL DES GARANTIES FINANCIERES

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières pour assurer la mise en sécurité du site en application des dispositions mentionnées à l'article R.512-39-1 du Code de l'Environnement :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant de ces dispositions, après intervention des mesures prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement,
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant.

ARTICLE 2.10.10. LEVEE DE L'OBLIGATION DES GARANTIES FINANCIERES

L'obligation de garanties financières est levée, en tout ou partie, à la cessation d'exploitation totale ou partielle des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés par l'exploitant.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R.512-39-1 à R.512-39-3, par l'inspection des installations classées.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral, après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R.516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

CHAPITRE 2.11 DIRECTIVE SUR LES ÉMISSIONS INDUSTRIELLES (IED)

ARTICLE 2.11.1. APPLICATION DE LA DIRECTIVE IED

Les installations sont soumises aux dispositions de la section 8 du Chapitre V du Titre Ier du Livre V de la partie réglementaire du Code de l'environnement (articles R515-58 et suivants) relatives aux installations visées à l'annexe I de la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles. Ces dispositions s'appliquent également aux installations ou équipements s'y rapportant directement, exploités sur le site, liés techniquement à ces installations et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions.

En application de l'article R515-61 du Code de l'environnement, la rubrique principale de l'installation est la rubrique 3310.a, les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles du BREF CLM « production de ciment, chaux et magnésie ».

ARTICLE 2.11.2. REEXAMEN PERIODIQUE DES CONDITIONS D'AUTORISATION ET DOSSIER DE REEXAMEN.

Les conditions d'autorisation des installations sont périodiquement réexaminées conformément aux dispositions du I de l'article R. 515-70 du Code de l'environnement. En vue de ce réexamen, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L. 515-29, sous la forme d'un dossier de réexamen dont le contenu est fixé à l'article R 515-72 du code de l'environnement, dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale des installations .

TITRE 3 PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, équipées et exploitées de manière à ce que les valeurs limites fixées à l'article 3.2.4 du présent arrêté ne soient pas dépassées dans les rejets gazeux.

ARTICLE 3.1.2. BRÛLAGE À L'AIR LIBRE

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

ARTICLE 3.1.3. VOIES DE CIRCULATION ET EMISSIONS DIFFUSES

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation,
- les dépôts au sol ou les terrains à l'état nu susceptibles de créer une source d'émission en période sèche notamment sont traités en conséquence.

CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET

ARTICLE 3.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs gênantes sont munies de dispositifs permettant de collecter à la source et canaliser les émissions pour autant que la technologie disponible et l'implantation des installations le permettent et dans le respect des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Ces dispositifs de collecte et canalisation, après épuration des gaz collectés, sont munis d'orifices obturables et accessibles aux fins des analyses précisées par le présent arrêté ou la réglementation en vigueur.

La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

Forme des conduits

La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Plate-forme de mesure

Afin de permettre la détermination de la composition et du débit des gaz de combustion rejetés à l'atmosphère, une plate-forme de mesure fixe sera implantée sur la cheminée ou sur un conduit de l'installation de traitement des gaz. Les caractéristiques de cette plate-forme devront être telles qu'elles permettent de respecter en tout point les prescriptions des normes en vigueur, en particulier pour ce qui concerne les caractéristiques des sections de mesure.

Cette plate-forme doit permettre d'implanter des points de mesure dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Si une même cheminée reçoit les gaz provenant de plusieurs lignes de traitement des fumées, une section de mesure conforme aux prescriptions de la norme en vigueur sera aménagée par ligne, de manière à permettre la mesure séparée des effluents de chaque ligne de traitement.

L'ensemble de ces installations satisfait par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion.

Les justificatifs du respect de ces dispositions (notes de calcul, paramètres des rejets, optimisation de l'efficacité énergétique...) sont conservés à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 3.2.2. – CARACTÉRISTIQUE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT ET DES REJETS A L'ATMOSPHÈRE

Les caractéristiques des installations de traitement et les modalités de rejet des effluents gazeux de la cimenterie dans l'atmosphère sont les suivantes :

Installation ou émissaires concernés	Hauteur de la cheminée ou du point de rejet	Vitesse minimale d'éjection des gaz	Débit maximum de rejet de gaz sec, ramené aux conditions normales (0 °C, 1013 mbar)	Nature des rejets	Traitements
Cheminée four 3	78,5 mètres de hauteur soit une altitude maximale de 101,35 m NGF avec son paratonnerre	≥ 12m/s en marche normale et ≥ 8m/s lorsque le broyeur à cru est arrêté.	200 000 m ³ /h	Gaz de combustion du four, utilisés également pour le séchage du cru cimentier. Polluants potentiels : poussières, NO _x , SO ₂ , métaux, COV, HCl, HF, NH ₃ , dioxines et furanes, métaux...	Dépoussiérage par électrofiltre ou filtre à manches
Refroidisseur	30 m	5 m/s	100 000 m ³ /h	Gaz de refroidissement du clinker. Polluants potentiels : poussières de clinker.	Dépoussiérage par électrofiltre ou filtre à manches
Broyeur charbon	à 28 m	9 m/s	10 000 m ³ /h	Gaz de transport de combustible broyé. Polluant potentiel : poussières de charbon/coke.	Dépoussiérage par
Broyeur ciment 3	à 25 m	5 m/s	90 000 m ³ /h (pour l'ensemble des rejets des broyeurs)	Gaz de refroidissement des broyeurs à ciment. Polluants potentiels : poussières de ciment.	Dépoussiérage par filtre à manches
Broyeur ciment 4	à 25 m	5 m/s			
Broyeur 6 (rejet 1 – filtre 641)	40 m	5 m/s			
Broyeur 6 (rejet 2 – filtre 639)	40 m	5 m/s			

Les installations de traitement sont conçues, entretenues, exploitées et surveillées de manière à respecter les seuils de rejet et les capacités d'épuration déterminées lors de leur implantation, notamment pendant les périodes d'arrêt et de redémarrage de l'installation. L'exigence d'une vitesse minimale d'éjection des gaz n'est toutefois pas requise dans les phases de démarrage (ou redémarrage) et d'arrêt du four.

ARTICLE 3.2.3. CONDITIONS GÉNÉRALES DE REJET

Pour les valeurs limites de rejet fixées par le présent arrêté :

- le débit des effluents est exprimé en mètres cubes par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 °K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs),
- les concentrations en polluants sont exprimées en gramme(s) ou milligramme(s) par mètre cube rapportée aux mêmes conditions normalisées et lorsque cela est spécifié, à une teneur de référence en oxygène ou gaz carbonique,

- les valeurs limites de rejet s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'effluent contrôlé, de l'appareil utilisé et du polluant, et voisine d'une demi-heure,
- sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite et ne constitue pas un moyen de traitement.

ARTICLE 3.2.4. VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHERIQUES

Les caractéristiques des rejets à l'atmosphère, après traitement et notamment les concentrations et les flux des principaux polluants, sont inférieures ou égales aux valeurs fixées dans le tableau suivant :

Installations ou émissaires concernés	Paramètres (polluants et leurs composés)	Concentration moyenne semi-horaire	Concentration moyenne sur 24h	Flux journalier
Cheminée (four, séchage cru cimentier)	Poussières	Moyenne journalière x 3	30 mg/Nm ³ 20 mg/Nm³ à compter du 9 avril 2017	144 kg/j 96 kg à compter du 9 avril 2017
	SO ₂	Moyenne journalière x 4	50 mg/Nm ³	240 kg/j
	NO _x	Moyenne journalière x 2	500 mg/Nm³	2400 kg/j
	Chlorure d'hydrogène (HCl)	Moyenne journalière x 6	10 mg/Nm ³	38 kg/j
	Ammoniac (NH ₃)	Moyenne journalière x 6	30 mg/Nm ³	130 kg/j
	Substances organiques exprimées en Carbone Organique Total (COT)	Moyenne journalière x 2	20 mg/Nm ³	77 kg/j
	Paramètres (polluants et leurs composés)	Concentration moyenne sur la période d'échantillonnage		Flux journalier
	Dioxines et furannes	0,1 ng/Nm ³ (période d'échantillonnage de 6 à 8 h)		0,02 mg/h, 0,4 mg/j et 0,2 g/an
	Fluorure d'hydrogène (HF)	1 mg/Nm ³ (mesures ponctuelles pendant au moins une demi-heure)		4,8 kg/j
	Cd+Tl	0,05 mg/Nm ³ (mesures ponctuelles pendant au moins une demi-heure)		0,24 kg/j
	Hg	0,05 mg/Nm ³ (mesures ponctuelles pendant au moins une demi-heure)		0,24 kg/j
Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V	0,5 mg/ Nm ³ (mesures ponctuelles pendant au moins une demi-heure)		2,4 kg/j	
Installations ou émissaires concernés	Paramètres (polluants et leurs composés)	/	Concentration moyenne sur 24h	
Refroidisseur à clinker	Poussières totales	/	100 mg/Nm ³ 20 mg/Nm³ à compter du 9 avril 2017	240 kg/j 48 kg/j à compter du 9 avril 2017
Installations ou émissaires concernés	Paramètres (polluants et leurs composés)	Concentration moyenne sur la période d'échantillonnage		
Broyeur à charbon	Poussières totales	30 mg/Nm ³ 20 mg/Nm³ à compter du 9 avril 2017 (mesures ponctuelles pendant une demi-heure au moins)		7,2 kg/j 4,8 kg/j à compter du 9 avril 2017
Broyeurs à ciment	Poussières totales	30 mg/Nm ³ (pour chaque point de rejet des broyeurs) 20 mg/Nm³ à compter du 9 avril 2017 (mesures ponctuelles pendant une demi-heure au moins)		64,8 kg/j (pour l'ensemble des points de rejets des broyeurs) 43,2 kg/j à compter du 9 avril 2017

Les valeurs limites d'émission en concentration ci-dessus prescrites sont rapportées aux «conditions normales de température, et de pression après déduction de la teneur en vapeur d'eau» suivantes : température : 273 K ; pression : 101,3kPa ; gaz secs. En outre, s'agissant du rejet à la cheminée du four ces valeurs d'émission sont rapportées à une teneur en oxygène de 10 %.

Conformément à l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié, relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux, une valeur limite d'émission différente pourra être définie ultérieurement pour l'ammoniac, sous réserve que l'exploitant justifie qu'il met en œuvre les meilleures technologies disponibles et que l'excès d'ammoniac dans ses émissions soit lié à la composition des matières premières (calcaires, argiles, etc.) mises en œuvre. Dans ce cas, l'exploitant transmettra une étude technico-économique à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 3.2.5. CONDITIONS DE RESPECT DES VALEURS LIMITES DE REJET DANS L'AIR

Pour les paramètres poussières totales du four 3 et du refroidisseur, substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT), chlorure d'hydrogène, dioxyde de soufre, ammoniac et les oxydes d'azote mesurés en continu, la valeur moyenne journalière est la valeur moyenne mesurée sur 24 h mesurée par le système de mesure.

Les valeurs limites d'émission dans l'air sont respectées si :

- aucune des moyennes journalières mesurées ne dépasse les limites d'émission fixées à l'article 3.2.4 pour les poussières totales du four 3 et du refroidisseur, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT), le chlorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre, l'ammoniac et les oxydes d'azote ;
- aucune des moyennes sur une demi-heure mesurées pour les poussières totales pour le four 3, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total, le chlorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre, l'ammoniac et les oxydes d'azote ne dépasse les valeurs limites d'émission fixées à l'article 3.2.4;
- aucune des moyennes mesurées sur la période d'échantillonnage prévue pour le cadmium et ses composés, ainsi que le thallium et ses composés, le mercure et ses composés, le total des autres métaux (Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V), le fluorure d'hydrogène, les dioxines et furannes et les poussières des broyeurs ne dépasse les valeurs limites d'émission fixées à l'article 3.2.4;

Les moyennes déterminées pendant les périodes d'indisponibilité visées à l'article 3.2.8 ne sont pas prises en compte pour juger du respect des valeurs limites.

Les moyennes sur une demi-heure sont déterminées pendant la période de fonctionnement effectif (à l'exception des phases de démarrage et d'extinction, phases durant lesquelles aucun déchet n'est incinéré) à partir des valeurs mesurées après soustraction de l'intervalle de confiance à 95 % sur chacune de ces mesures. Cet intervalle de confiance ne doit pas dépasser les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission définies à l'article 3.2.4:

- dioxyde de soufre : 20 % ;
- dioxyde d'azote : 20 % ;
- poussières totales : 30 % ;
- carbone organique total : 30 % ;
- chlorure d'hydrogène : 40 % ;
- ammoniac : 40 %

Les moyennes journalières sont calculées à partir de ces moyennes validées. Pour qu'une moyenne journalière soit valide, il faut que, pour une même journée, pas plus de cinq moyennes sur une demi-heure n'aient dû être écartées pour cause de mauvais fonctionnement ou d'entretien du système de mesure en continu. Dix moyennes journalières par an peuvent être écartées au maximum pour cause de mauvais fonctionnement ou d'entretien du système de mesure en continu. Les phases de maintenance préventive, de calibrage et d'étalonnage permettant d'assurer la validité des informations délivrées, ne sont pas comptabilisées dans ces dix moyennes journalières.

Les valeurs limites d'émission pour les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur, exprimées en carbone organique total, ne doivent pas être dépassées.

Pour mesures en discontinu pour les métaux lourds, les valeurs limites d'émission s'entendent comme des moyennes sur les périodes d'échantillonnage de trente minutes au minimum et de huit heures au maximum.

Pour les mesures des dioxines, les valeurs limites d'émission s'entendent comme des moyennes sur les périodes d'échantillonnage de six heures au minimum et de huit heures au maximum.

ARTICLE 3.2.6. INDISPONIBILITÉS

La durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques du four ou des installations de traitement ou de mesures des effluents atmosphériques pendant lesquels les concentrations dans les rejets peuvent dépasser les valeurs limites fixées ci-dessus ne peut excéder 4 heures sans interruption lorsque les mesures en continu prévues à l'article 9.2.1 du présent arrêté montrent qu'une valeur limite de rejets à l'atmosphère est dépassée. La durée cumulée de fonctionnement sur une année dans de telles conditions doit être inférieure à soixante heures.

Indisponibilité des dispositifs de traitement

La durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques du four ou des installations de traitement des effluents atmosphériques pendant lesquels les concentrations dans les rejets peuvent dépasser les valeurs limites fixées dans le présent arrêté ne peut excéder 4 heures sans interruption. La durée cumulée sur une année dans de telles conditions doit être inférieure à soixante heures.

Indisponibilité des dispositifs de mesure

La durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des installations de mesure ne peut ne peut dépasser 10 heures sans interruption. La durée cumulée sur une année dans de telles conditions doit être inférieure à soixante heures.

ARTICLE 3.2.7. LIMITATION DES EMISSIONS DANS L'AIR

Les dispositions du présent article s'imposent sans préjudice du respect des dispositions prévues à l'article 8.2.6 du présent arrêté.

Les installations respectent également les dispositions propres :

- aux zones de protection spéciale qui demeurent applicables en application de l'article 18 du décret du 25 mai 2001 relatif aux plans de protection de l'atmosphère et aux mesures pouvant être mises en œuvre pour réduire les émissions des sources de pollution atmosphérique
- ⇒ aux arrêtés pris en application des plans de protection de l'atmosphère élaborés en application de l'article L. 222-4 du code de l'environnement.

Les valeurs limites d'émission à l'atmosphère sont compatibles avec les valeurs limites de concentration du même polluant dans l'air ambiant fixées par l'article R221-1 du code de l'environnement.

Les dispositions imposées par le présent arrêté relatives à la limitation des émissions peuvent être complétées par des mesures d'interdiction de l'usage de certains combustibles, de ralentissement ou d'arrêt de fonctionnement de certains appareils ou équipements prévues par les arrêtés instaurant des procédures d'alerte pris en application de l'article L. 223-1 du code de l'environnement.

TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

ARTICLE 4.1.1. PRÉLÈVEMENT D'EAU - CONSOMMATION

Les ouvrages de prélèvement en eaux de surface, et les ouvrages de distribution d'eau potable du réseau public, sont équipés de dispositifs de mesure totalisateurs et d'un dispositif de disconnexion afin d'éviter tout phénomène de retour sur les réseaux d'alimentation (eaux de nappe ou distribution d'eau potable). Ces dispositifs font l'objet d'une maintenance régulière. Aucun prélèvement direct n'est réalisé dans les eaux de nappe. Sur chaque point de puisage d'eau industrielle non potable un panneau précisant la non potabilité de l'eau est apposé.

Les niveaux de prélèvement prennent en considération l'intérêt des différents utilisateurs de l'eau. Les prélèvements d'eau dans le milieu, qui ne sont pas liés à la lutte contre un incendie, sont limités à : 180 m³/h (calculés sur une moyenne horaire), 4 300 m³/j et 1 300 000 m³/an en eaux de surface.

Le relevé des volumes est effectué journalièrement et retranscrit sur un registre éventuellement informatisé tenu à disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant établit un bilan annuel des utilisations d'eau à partir des relevés réguliers de ses consommations. Ce bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisables. Il est communiqué dans le cadre du rapport environnement du site.

CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

ARTICLE 4.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu aux chapitres 4.2 et 4.3 ou non conforme à leurs dispositions est interdit.

Les réseaux de collecte permettent d'évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées ou produits vers les traitements ou milieux récepteurs autorisés à les recevoir. A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

ARTICLE 4.2.2. PLAN DES RÉSEAUX

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

ARTICLE 4.2.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. La périodicité de ce contrôle est fixée par consigne.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

ARTICLE 4.2.4. ISOLEMENT AVEC LES MILIEUX

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

ARTICLE 4.2.5. BASSIN DE CONFINEMENT (FARINES, GRAISSES ANIMALES ET RÉACTIFS DE TRAITEMENT DES FUMÉES)

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) au niveau du silo de farines animales, des cuves de stockages des graisses et farines animales et des réactifs nécessaires au traitement des fumées ainsi que toutes les aires de déchargement de farines et graisses animales et des réactifs nécessaires au traitement des fumées sont raccordés à un bassin de confinement, étanche aux produits collectés et d'une capacité minimale de 30 m³, de nature à recueillir gravitairement les éventuelles eaux incendie, et afin que les produits récupérés ne puissent se propager ou polluer les eaux. Les éventuelles surverses de ce bassin de confinement devront pouvoir être renvoyées et stockées vers le bassin de décantation destiné à recueillir les premières eaux pluviales mentionnées à l'article 4.2.6.

En cas d'incident ou d'accident (effluents issus des opérations de dépotage, eaux d'incendie...), les eaux recueillies dans le bassin de confinement seront injectées à la tuyère du four ou éliminées en tant que déchets dans une installation autorisée à cet égard.

Le bassin de confinement est maintenu en bon état de propreté et, en l'absence d'incident ou d'accident, vidangé de manière régulière vers le réseau «eaux pluviales» après chaque événement pluvieux.

ARTICLE 4.2.6. BASSIN DE DECANTATION

Le site dispose d'un bassin de décantation, étanche, d'une capacité de 2000m³ destiné à récupérer le premier flot des eaux pluviales.

En cas d'incident ou d'incendie, la vidange du bassin de décantation sera réalisée après la réalisation de mesures de la teneur en polluants. Suivant les résultats de ces mesures, les eaux de ces bassins seront soit éliminées en tant que déchets dans une installation autorisée à cet égard, soit vidangées suivant les principes imposés par l'article 4.3.6 et dans le respect des normes de rejet de ces effluents.

Le rejet en sortie du bassin de décantation est muni d'un déshuileur.

ARTICLE 4.2.7. RECYCLAGE DES EAUX DE REFROIDISSEMENT

Dans un délai maximal de quatre ans à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant met en œuvre un dispositif de recyclage des eaux de refroidissement.

Avant la mise en œuvre du recyclage des eaux et dans un délai maximal de deux ans, l'exploitant transmet une description du dispositif envisagé indiquant notamment :

- les traitements envisagés,
- la qualité des eaux après traitement et avant recyclage dans les installations,
- les gains attendus,
- les délais de mise en œuvre.

La description du dispositif de recyclage des eaux est accompagnée d'un échéancier de réalisation de travaux et des points d'étape sur l'avancement des travaux sont transmis à l'inspection des installations classées tous les mois jusqu'à la fin des travaux.

Un bilan relatif aux installations de recyclage des eaux de refroidissement est réalisé dans un délai de deux ans après la mise en service des installations, sous réserve de faisabilité technique. Ce bilan est conclu par des possibilités d'axes d'amélioration.

CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

ARTICLE 4.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux vannes et les eaux usées de lavabo, toilettes... (EU) ;
- les eaux pluviales non polluées (EPnp) et éventuellement les eaux de refroidissement (ERef)
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (EPp) ;
- les effluents industriels (EI) tels que les eaux de procédé, rinçage...

Article 4.3.1.1. Les eaux vannes

Les eaux vannes des sanitaires et des lavabos sont traitées, en conformité avec les règles sanitaires et d'assainissement en vigueur. Elles sont rejetées dans le réseau d'assainissement communal de la ville de Gargenville.

Article 4.3.1.2. Les eaux pluviales non polluées

La superficie des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisées est d'au plus 7 ha.

Les eaux pluviales du rejet C sont récupérées dans le bassin de décantation visé à l'article 4.2.6.

Les autres points de rejets sont équipés de dispositifs débourbeur-déshuileur adaptés pour recueillir et traiter les eaux pluviales.

Article 4.3.1.3. Les eaux de refroidissement

Les eaux de refroidissement sont rejetées dans un bassin de décantation visé à l'article 4.2.6.

Article 4.3.1.4. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Sont considérées comme des eaux pluviales susceptibles d'être polluées les eaux provenant des rétentions du silo de farines animales, des cuves de liquides inflammables et des aires de déchargement de liquides inflammables et de farines animales (en dehors effluents résultats d'incident lors de dépotages, eaux d'extinction...).

Article 4.3.1.5. Les effluents industriels

Aucun effluent industriel produit sur le site n'est rejeté. Ces eaux seront traitées ou évacuées en tant que déchets vers des installations dûment autorisées à les recevoir conformément aux dispositions du titre 5 du présent arrêté..

Article 4.3.1.6. Apports d'effluents externes à l'établissement

Par les réseaux d'assainissement de l'établissement ne transite aucun effluent issu d'un réseau collectif externe ou d'un autre site industriel.

ARTICLE 4.3.2. GESTION DES OUVRAGES

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

ARTICLE 4.3.3. CARACTÉRISTIQUES DES POINTS DE REJETS DANS LE MILIEU RÉCEPTEUR

Les réseaux qui collectent l'ensemble des effluents générés par l'établissement aboutissent à cinq ouvrages de rejets situés sur la rive droite de la Seine, qui présentent les caractéristiques suivantes :

Rejets	Zones collectées	Types d'effluents	Débit maximum par temps sec	PK Navigation	Caractéristiques techniques du rejet
A	Stockage charbon et laitier.	EPnp	0	99,611	Diamètre 400 mm
B	Stockage charbon et laitier.	EPnp	0	99,715	Diamètre 400 mm
C	<ul style="list-style-type: none"> - Stockage charbon - Laboratoire - broyeur à cru - four - broyeur à ciment - bâtiments : préhomogénéisation, social, entretien, magasin, palettisation ..., zone de lavage - voirie. 	EPnp, Eref EPp	4300 m ³ /j	99,814	Ovoïde 1 x 1,70 m
D	Bâtiments administratifs et voirie.	EPnp	0 m ³ /j	100,208	Diamètre 400 mm
E	Local d'accès, manupor et voirie.	EPnp	0 m ³ /j	100,357	Diamètre 500 mm
			4300 m ³ /j		

ARTICLE 4.3.4. AMÉNAGEMENT DES POINTS DE REJET

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles, de permettre des interventions en toute sécurité et d'assurer une bonne diffusion des rejets sans apporter de perturbation du milieu récepteur. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

ARTICLE 4.3.5. CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé ou à la sécurité publique ainsi qu'à la conservation de la faune ou de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement ou au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égout directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables, ou de favoriser la manifestation d'odeurs, saveurs ou colorations anormales dans les eaux naturelles.

Les rejets directs ou indirects sont interdits dans les eaux souterraines ou sur le sol.

Chacun des rejets du site doit respecter les valeurs limites et caractéristiques suivantes :

- Température : inférieure à 30°C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l
- exempt de matières flottantes

ARTICLE 4.3.6. CONDITIONS PARTICULIÈRES DE REJETS

L'exploitant, pour l'ensemble de ses rejets, est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et en flux total ainsi que les modalités de surveillance ou d'autosurveillance des effluents ci-dessous définies :

Paramètre	Concentration maximale (en mg/l)	Flux polluant total rejeté (en kg/j)
Matières en suspension	30	95
DBO5	30	95
DCO	50	200
Total métaux	15	20
Phénols	0,1	5
Hydrocarbures	5	20

CHAPITRE 4.4 MESURES EN PÉRIODE DE SÉCHERESSE

La société Ciments Calcia doit mettre en œuvre, pour l'établissement relevant du régime de l'autorisation au titre des ICPE qu'elle exploite sur la commune de Gargenville, des mesures visant à la réduction des prélèvements et de la consommation d'eau ainsi qu'à la limitation des rejets polluants et à leur surveillance renforcée suivant les dispositions prévues dans le présent arrêté, lorsque, dans la zone d'alerte où elle est implantée, un arrêté constate le franchissement des seuils de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise.

ARTICLE 4.4.1. DISPOSITIONS EN CAS DE SITUATION DE VIGILANCE

Lors du dépassement du seuil de vigilance constaté par arrêté préfectoral, les mesures spécifiques suivantes doivent être mises en œuvre en plus des mesures générales définies dans l'arrêté préfectoral « cadre » :

- le personnel est informé du dépassement du seuil de vigilance, sensibilisé sur les économies d'eau, ainsi que sur les risques liés à la manipulation de produits susceptibles d'entraîner une pollution des eaux ;
- des consignes spécifiques rappelant au personnel les règles élémentaires à respecter afin d'éviter les gaspillages d'eau ainsi que les risques de pollution accidentelle sont affichées dans les locaux d'exploitation, en particulier à proximité des points de prélèvement d'eau, ou dans les locaux où sont mis en œuvre des produits susceptibles d'entraîner une pollution de l'eau ;
- l'exploitant définit un programme renforcé d'autosurveillance de ses effluents polluants qu'il tient à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 4.4.2. DISPOSITIONS EN CAS DE SITUATION D'ALERTE

Lors du dépassement du seuil d'alerte, constaté par arrêté préfectoral, les mesures spécifiques complémentaires suivantes doivent être mises en œuvre en plus des mesures générales définies dans l'arrêté préfectoral « cadre » :

- le personnel est informé du dépassement du seuil d'alerte ;
- les consommations en eau autres que celles nécessaires aux procédés industriels et au maintien de la sécurité et de la salubrité des installations sont interdites ; en particuliers, l'arrosage des pelouses, le lavage des véhicules de l'établissement et le lavage à grandes eaux des sols (parkings, ateliers,...) sont interdits ;
- l'exploitant définit les modifications à apporter à son programme de production, afin de privilégier les opérations les moins consommatrices d'eau et celles générant le moins d'effluents aqueux polluants, pour aboutir notamment à une diminution des prélèvements d'eau de 10 % de la valeur autorisée sauf en cas d'impossibilité dûment motivée pour des raisons techniques ou de sécurité ;
- les opérations exceptionnelles génératrices d'eaux polluées non strictement nécessaires à la production ou au maintien du niveau de sécurité sont reportées ;
- l'exploitant renforce le programme de vérification du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements destinés à retenir ou à traiter les effluents pollués ou susceptibles de l'être ;
- l'exploitant met en place le programme renforcé d'autosurveillance de ses effluents visé à l'article 4.4.1 ;

- il est interdit de traiter les effluents concentrés en vue de leur rejet sur site. Ces effluents sont recueillis et stockés dans des conditions permettant d'éviter tout déversement accidentel, puis éliminés dans des centres de traitement agréés de déchets industriels, dans le respect des dispositions relatives à la gestion des déchets de l'arrêté préfectoral d'autorisation en vigueur ;
- l'exploitant signale immédiatement au préfet et à l'inspection des installations classées tout accident susceptible d'induire une pollution au niveau de prises d'eau potable.

ARTICLE 4.4.3. DISPOSITIONS EN CAS DE SITUATION D'ALERTE RENFORCÉE

Lors du dépassement du seuil d'alerte renforcée, constaté par arrêté préfectoral, les mesures spécifiques complémentaires suivantes doivent être mises en œuvre en plus des mesures générales définies dans l'arrêté préfectoral « cadre » :

- le personnel est informé du dépassement du seuil d'alerte renforcée ;
- en complément des dispositions prévues à l'article 4.4.2, l'exploitant met en œuvre les modifications de son programme de production visées à l'alinéa 4 de l'article 4.4.2, et réduit sa consommation d'eau en conséquence ;
- l'exploitant arrête immédiatement tout rejet d'effluents dont le traitement de dépollution est défaillant.

ARTICLE 4.4.4. DISPOSITIONS EN CAS DE SITUATION DE CRISE

Lors du dépassement du seuil de crise, constaté par arrêté préfectoral, l'ensemble des mesures spécifiques complémentaires décrites aux articles 4.4.1, 4.4.2 et 4.4.3 doivent être mises en œuvre en plus des mesures générales définies dans l'arrêté préfectoral « cadre » et le Préfet peut, en fonction de la situation et de l'importance de la crise, aller jusqu'à l'interdiction des prélèvements et des rejets en eau du site.

ARTICLE 4.4.5. SUIVI DES MESURES

La levée des mesures spécifiques indiquées ci-dessus est soit effective à la date de fin de validité de l'arrêté préfectoral constatant le franchissement de seuil, soit actée par arrêté préfectoral.

L'industriel tient à jour après chaque situation d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise, un document de suivi des mesures spécifiques mises en œuvre en application des articles 4.4.2, 4.4.3 et 4.4.4 ci-dessus.

Outre les mesures mises en œuvre, ce suivi précise notamment :

- les réductions de la consommation en eau, des prélèvements d'eau et des flux de polluants rejetés ;
- les volumes mensuels prélevés sur l'ensemble de la période d'alerte, alerte renforcée ou crise.

Ce document de suivi est mis à disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

TITRE 5 - DÉCHETS

CHAPITRE 5.1 PRINCIPES

ARTICLE 5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

ARTICLE 5.1.2. DEFINITION ET RÈGLES

L'élimination des déchets produits sur le site comporte les opérations de collecte, transport, stockage, tri et traitement nécessaires à la récupération des éléments et matériaux réutilisables ou de l'énergie, ainsi qu'au dépôt ou au rejet dans le milieu naturel de tous autres produits dans des conditions qui ne soient pas de nature à produire des effets nocifs sur le sol, la flore et la faune, et, d'une façon générale, à porter atteinte à la santé de l'homme et à l'environnement.

Afin d'assurer une bonne élimination des déchets, l'exploitant organise la gestion de ses déchets, de façon à :

- limiter à la source la quantité et la toxicité des déchets produits en adoptant des technologies propres,
- limiter les transports en distance et en volume,
- trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication,
- choisir la filière d'élimination ayant le plus faible impact sur l'environnement à un coût économiquement acceptable,
- s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique,
- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possible.

ARTICLE 5.1.3. CONFORMITÉ AUX PLANS D'ÉLIMINATION DES DÉCHETS

L'élimination des déchets dangereux respecte les orientations définies dans le plan régional d'élimination des déchets industriels spéciaux approuvé.

L'élimination des déchets ménagers respecte les orientations définies dans le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés. En particulier, seuls des déchets ultimes au sens de l'article L541-2-1 du Code de l'Environnement peuvent être dirigés vers un centre de stockage de déchets.

ARTICLE 5.1.4. DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

CHAPITRE 5.2 GESTION DES DÉCHETS

ARTICLE 5.2.1. GESTION DES DÉCHETS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant organise le tri, la collecte et l'élimination des différents déchets générés par l'établissement. Cette procédure est écrite, et régulièrement mise à jour.

Les niveaux de gestion des déchets sont définis comme suit :

- 0 - Réduction à la source de la quantité et de la toxicité des déchets produits – mise en œuvre de technologies propres.
- 1 - Recyclage ou valorisation des sous-produits de fabrication et des déchets.
- 2 - Traitement ou pré-traitement des déchets (destruction thermique, traitements physico-chimiques, détoxification, stabilisation ...).
- 3 - Stockage des déchets ultimes.

L'exploitant privilégie les niveaux de gestion des déchets produisant le moins de déchets et le moins de nuisances.

ARTICLE 5.2.2. SÉPARATION DES DÉCHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Un tri des déchets banals tels que le bois, le papier, le carton, le verre, les métaux, ... est effectué en vue de leur valorisation. En cas d'impossibilité, la justification est apportée à l'inspection des installations classées. Les déchets banals non valorisables et non souillés par des produits toxiques ou polluants ne sont récupérés ou éliminés que dans des installations autorisées ou déclarées à ce titre.

Les déchets sont éliminés conformément aux dispositions du livre V, titre IV du code de l'environnement.

ARTICLE 5.2.3. QUANTITÉS STOCKÉES

La quantité de déchets stockés sur le site ne dépasse pas la quantité mensuelle produite (sauf en situation exceptionnelle justifiée par des contraintes extérieures à l'établissement comme les déchets générés en faible quantité (< 5 t/an) ou faisant l'objet de campagnes d'élimination spécifiques). En tout état de cause, ce délai ne dépassera pas 1 an.

A tout moment, les quantités de déchets à valeur négative pouvant être entreposées sur le site ne doivent pas dépasser, pour chaque type de déchets, les valeurs maximales définies dans le tableau ci-dessous, sur la base desquelles le montant des garanties financières fixé à l'article 2.10.2 du présent arrêté a été calculé.

Type de déchets	Quantité maximale sur site
Cendres volantes	350 t
autres déchets (dangereux et non dangereux)	7 t

ARTICLE 5.2.4. ORGANISATION DES STOCKAGES DE PRODUITS

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

Toutes précautions sont prises pour que :

- les mélanges de déchets ne soient pas à l'origine de réactions non contrôlées conduisant en particulier à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou à la formation de produits explosifs,
- il ne puisse y avoir de réactions dangereuses entre le déchet et les produits ayant été contenus dans l'emballage,
 - les emballages soient repérés par les seules indications concernant le déchet,
 - les déchets conditionnés en emballages soient stockés sur des aires couvertes et ne puissent pas être gerbés sur plus de deux hauteurs.

Les cuves servant au stockage de déchets (ex : cuve de 8 m³ d'huiles usagées) sont réservées exclusivement à cette fonction et portent les indications permettant de reconnaître lesdits déchets.

Les déchets ne sont stockés, en vrac dans des bennes, que par catégories de déchets compatibles et sur des aires affectées à cet effet. Toutes les précautions sont prises pour limiter les envols.

Les bennes contenant des déchets générateurs de nuisances sont couvertes ou placées à l'abri des pluies. Les bennes pleines ne restent pas plus de 15 jours sur le site, sauf en cas d'indisponibilité de la filière d'élimination.

CHAPITRE 5.3 ELIMINATION DES DÉCHETS

ARTICLE 5.3.1. DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts et conformément aux dispositions du code de l'environnement (livre V, titre IV). Il s'assure que les installations visées à l'article L511-1 du code de l'environnement utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

ARTICLE 5.3.2. TRANSPORT

En cas d'enlèvement et de transport, l'exploitant vérifie lors du chargement que les emballages ainsi que les modalités d'enlèvement et de transport sont de nature à assurer la protection de l'environnement et à respecter les réglementations spéciales en vigueur.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 relatif au bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article R541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions des articles R541-49 à R541-61 du code de l'environnement relatifs relatif au transport par route, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5.3.3. REGISTRE

Pour chaque enlèvement de déchets, les renseignements suivants sont consignés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 modifié fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

TITRE 6 PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 6.1.1. GÉNÉRALITÉS

Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

ARTICLE 6.1.2. NIVEAUX SONORES EN LIMITES DE PROPRIÉTÉ

Les émissions sonores de l'installation n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée telles que définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 (JO du 27 mars 1997) :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergences réglementées (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible de 7 h à 22 h sauf dimanche et jours fériés	Émergence admissible de 22 h à 7 h dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB (A) mais inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continue équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence des bruits générés par l'établissement).

Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété de l'établissement, déterminés de manière à assurer le respect des valeurs d'émergences admissibles sont les suivants :

EMPLACEMENTS	NIVEAU MAXIMUM en dB (A) ADMISSIBLE EN LIMITE DE PROPRIÉTÉ	
	PERIODE DIURNE DE 7 H à 22 H	PERIODE NOCTURNE DE 22 H à 7 H
1 – Limite de propriété, côté sud-ouest, proximité Rangiport	60	55
2 – Limite de propriété, côté ouest, proximité cité H. Chaussou	60	55
3 – Limite de propriété, côté Nord, proximité "Les Merisiers"	60	55
Autres limites de propriété (coté Seine et coté Est)	65	60

Le niveau de bruit global émis par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement y compris le bruit émis par les véhicules et engins visés au premier alinéa de l'article 3 du présent chapitre, respecte les valeurs limites ci-dessus.

La durée d'apparition d'un bruit particulier de l'établissement, à tonalité marquée et de manière établie ou cyclique, n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

ARTICLE 6.1.3. AUTRES SOURCES DE BRUIT

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, sont conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier sont conformes à un type homologué.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, hauts-parleurs, etc ...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

ARTICLE 6.1.4. VIBRATIONS

Les machines fixes susceptibles d'incommoder le voisinage par des trépidations sont isolées par des dispositifs antivibrations efficaces. La gêne éventuelle est évaluée conformément aux règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n°86-23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES

CHAPITRE 7.1 GÉNÉRALITÉS

ARTICLE 7.1.1. GESTION DE LA PRÉVENTION DES RISQUES

L'exploitant conçoit ses installations et organise leur fonctionnement et l'entretien selon des règles destinées à prévenir les incidents et les accidents susceptibles d'avoir, par leur développement, des conséquences dommageables pour l'environnement.

Ces règles, qui ressortent notamment de l'application du présent arrêté, sont établies en référence à une analyse préalable qui apprécie le potentiel de danger de l'installation et précise les moyens nécessaires pour assurer la maîtrise des risques inventoriés.

Le site est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

ARTICLE 7.1.2. ZONES DES DANGERS INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. Sauf dispositions compensatoires, tout bâtiment comportant une zone de dangers est considéré dans son ensemble comme zone de dangers.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

CHAPITRE 7.2 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

ARTICLE 7.2.1. ACCÈS ET CIRCULATION DANS L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée

Une surveillance est assurée en permanence. L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles réalisés. Le personnel de surveillance est familiarisé avec les installations et les risques encourus et reçoit à cet effet une formation spécifique.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. Ces aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Les voies auront les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement : 3,50 m
- rayon intérieur de giration : 11 m pour les nouvelles installations
- hauteur libre : 3,50 m
- résistance à la charge : 13 tonnes par essieu.

ARTICLE 7.2.2. BÂTIMENTS ET LOCAUX

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie.

A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

Les règles d'urgence à adopter en cas de sinistre sont portées à la connaissance du personnel et affichées.

ARTICLE 7.2.3. INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES – MISE À LA TERRE

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre. Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit et tout échauffement.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. Il est remédié à toute déficience dans les plus brefs délais. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de danger de l'établissement définies à l'article 7.1.2 (comportant notamment les zones à risque d'atmosphère explosive). Dans ces zones de dangers, le matériel électrique mis en service à partir du 1^{er} janvier 1981 est conforme aux dispositions des articles 3 et 4 de l'arrêté ministériel précité.

ARTICLE 7.2.4. UTILITÉS

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui alimentent les équipements importants concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

ARTICLE 7.2.5. PROTECTION CONTRE LA Foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre conformément aux normes en vigueur. Les dispositions de l'arrêté ministériel du 04/10/10 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sont applicables aux installations

Les dispositifs de protection contre la foudre sont conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de l'Union Européenne ou présentant des garanties de sécurité équivalentes.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre est vérifié selon la fréquence définie par la norme française C17-100 ou toute norme en vigueur dans un Etat membre de l'Union Européenne ou présentant des garanties de sécurité équivalentes. Ils font l'objet d'un contrôle à une fréquence triennale ainsi qu'après chacun des coups de foudre reçus.

ARTICLE 7.2.6. INONDATIONS

Les équipements importants pour la sécurité (dont stockages de liquides inflammables, silos de stockage des farines animales) ainsi que leurs accès sont situés ou installés hors crue, à une cote minimale de 22mNGF, soit au-dessus des côtes maximales atteintes par les crues centennales de type 1910.

CHAPITRE 7.3 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 7.3.1. CONSIGNES D'EXPLOITATION DESTINÉES À PRÉVENIR LES ACCIDENTS

Les opérations comportant des manipulations dangereuses, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de consignes d'exploitation écrites.

ARTICLE 7.3.2. DISPOSITIF DE CONDUITE

Le dispositif de conduite des installations est centralisé en salle de contrôle. Ce dispositif de conduite comporte la mesure et l'enregistrement en continu des paramètres importants pour le suivi et la surveillance des installations.

De plus, ce dispositif de conduite est conçu de façon que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toute dérive excessive des paramètres importants par rapport aux conditions normales d'exploitation.

ARTICLE 7.3.3. VÉRIFICATIONS PÉRIODIQUES

Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mises en œuvre ou entreposées des substances et préparations dangereuses, ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient, en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité.

ARTICLE 7.3.4. ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les unités. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation. Les bâtiments ou

installations désaffectés sont également débarrassés de tout stock de produits dangereux et démolis au fur et à mesure des disponibilités. Une analyse détermine les risques résiduels pour ce qui concerne l'environnement (sol, eau, air,...). Des opérations de décontamination sont, le cas échéant, conduites.

ARTICLE 7.3.5. INTERDICTION DE FEUX

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

ARTICLE 7.3.6. FORMATION DU PERSONNEL

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci,
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

Des mesures sont prises pour contrôler le niveau de connaissance du personnel et assurer son maintien. Il sera instruit sur la conduite à tenir en cas d'incendie et entraîné à la manœuvre de moyens de secours au moins tous les ans.

ARTICLE 7.3.7. TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Ces travaux font l'objet d'un permis de travail (ou permis de feu) délivré par une personne nommément autorisée.

CHAPITRE 7.4 SÉCURITÉ

ARTICLE 7.4.1. CONSIGNES DE SÉCURITÉ

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones à risques associés,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de défaillance d'un système de traitement et d'épuration,
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc,
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur,
- les mesures et procédures nécessaires relatives à la conduite à tenir en cas de déclenchement d'une alarme (dépassement d'un des seuils de remplissage, de température ...) sont établies par écrit et portées à la connaissance des opérateurs assurant surveillance des installations. Elles doivent préciser les dispositions à prendre immédiatement pour mettre les installations en sécurité.

ARTICLE 7.4.2. CONCEPTION, SYSTÈMES D'ALARME ET DE MISE EN SÉCURITÉ

Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou l'environnement sont munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et destinés à informer rapidement le personnel de fabrication de tout incident. Les installations concernées sont dotées d'un système de sécurité, indépendant du dispositif de conduite, et assurant la mise en sécurité des équipements en cas de dépassement de seuils critiques préétablis.

Les détecteurs, commandes, actionneurs et autres matériels concourant au déclenchement et à la mise en œuvre du dispositif d'arrêt d'urgence et d'isolement sont classés "équipements importants pour la sécurité" et soumis aux dispositions prévues par le présent arrêté. Les détecteurs, commandes, actionneurs et autres matériels concourant au déclenchement et à la mise en œuvre du dispositif d'arrêt d'urgence et d'isolement sont clairement repérés et pour les commandes "coup de poing", facilement accessibles sans risque pour l'opérateur.

Les installations sont conçues de façon à limiter les accumulations de poussières inflammables hors des dispositifs spécialement prévus à cet effet. Lorsque ce risque d'accumulation existe néanmoins, l'installation est munie de dispositifs permettant un nettoyage aisé et la limitation des effets de surpression interne dans les appareils. Les événements de décharge nécessaires à la limitation des effets de surpression interne des équipements (silos, trémies doseuses, broyeurs...) doivent déboucher sur l'extérieur des bâtiments. Le nettoyage des installations et équipements présentant des risques d'accumulation de poussières inflammables est effectué régulièrement et autant que nécessaire. Tout stockage de matières pulvérulentes inflammables ou explosives est équipé d'un dispositif d'alarme de température, ou tout autre paramètre significatif, lorsqu'une augmentation de celle-ci risque d'entraîner des conséquences graves.

Les installations contenant ou véhiculant du produit ou de l'air chargé de produits combustibles ou comportant des poussières inflammables (farines animales, charbon, coke de pétrole...), sont équipées d'un dispositif d'injection de gaz inertes à commande manuelle. Les opérations d'injection de gaz inerte dans les trémies doivent pouvoir être déclenchées manuellement depuis des endroits signalés et maintenus accessibles en toute circonstance.

Des dispositifs de mesures en continu des teneurs en oxygène et en monoxyde de carbone, les reports d'alarmes et les consignes de fonctionnement de l'installation doivent permettre la mise en sécurité de l'électrofiltre en cas de dépassement de valeurs limites de référence en oxygène et en monoxyde de carbone en sortie du four. Ces valeurs de référence sont définies dans une consigne.

ARTICLE 7.4.3. CONCEPTION ET CONTRÔLE DES ÉQUIPEMENTS IMPORTANTS POUR LA SÉCURITÉ

Sans préjudice de l'application des réglementations qui leur sont applicables, la conception, la fabrication des équipements importants pour la sécurité et leurs contrôles sont effectués par référence à un code de calcul et de conception dûment éprouvé.

Ces éléments font l'objet d'une protection adaptée aux agressions qu'ils peuvent subir, qu'elles soient mécaniques, chimiques ou électrochimiques.

La conception et l'implantation des systèmes de mesure, de détection et d'alarme importants pour la sécurité tiennent compte de leur maintenance et de leur vérification régulière, afin de permettre leur étalonnage périodique ou la vérification de la bonne exécution de leur fonction sécurité.

CHAPITRE 7.5 PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

ARTICLE 7.5.1. ORGANISATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifient les conditions d'exploitation.

ARTICLE 7.5.2. ÉTIQUETAGE ET DONNÉES DE SÉCURITÉ

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation.

ARTICLE 7.5.3. RÉTENTIONS

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence. L'étanchéité des rétentions associées à un réservoir doit pouvoir être contrôlée à tout moment

Les rétentions ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

L'élimination des produits récupérés en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement (notamment fuel domestique et carburants pour véhicules à moteur), n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs :

- soit à double paroi en acier, conformes à la norme française en vigueur ou à tout autre norme d'un État membre de l'Union Européenne reconnue équivalente, munis d'un système de détection de fuite entre les deux protections, qui déclenchera automatiquement une alarme optique et acoustique ;
- soit placés dans une fosse constituant une enceinte fermée et étanche, réalisée de manière à permettre la détection d'une éventuelle présence de liquide en point bas de la fosse ;
- soit conçus de façon à présenter des garanties équivalentes aux dispositions précédentes en terme de double protection et de détection de fuite

Pour les liquides inflammables, ce stockage s'effectue également dans le respect des dispositions de l'arrêté du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et de leurs équipements annexes.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en oeuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines. Les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers...) sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.5.4. TRANSPORTS - CHARGEMENTS - DÉCHARGEMENTS

Les aires de déchargement de véhicules citernes (Lipofit, graisses animales, farines animales, urée, hydrocarbures...) sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles, d'un volume minimal de 30 m³.

Un plan de circulation est établi. Ce plan de circulation et les consignes de sécurité à respecter lors des opérations de dépotage sont remis à chaque chauffeur. Une signalisation des accès et de la sortie est mise en place sur le site.

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

ARTICLE 7.5.5. ELIMINATION DES SUBSTANCES OU PRÉPARATIONS DANGEREUSES

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

CHAPITRE 7.6 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

ARTICLE 7.6.1. ÉQUIPEMENT

Article 7.6.1.1. Définition des moyens

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le présent chapitre au paragraphe généralités. Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions.

Les installations suivantes sont mises en place pour permettre la défense des installations contre les risques d'incendie :

- deux extincteurs homologués NF M.I.H.-55 B à proximité du dépôt de Lipofit (dont la capacité est inférieure à 500m³),
- du sable ou un autre produit incombustible absorbant en quantité suffisante, maintenu à l'état meuble et sec, et des pelles pour répandre ce sable sur les fuites et égouttures éventuelles, à proximité des stockages de liquides inflammables ;
- deux poteaux incendie de 100 mm normalisé, piqué directement sans passage par un by-pass sur une canalisation offrant un débit de 120 m³/h sous une pression d'au moins 1 bar, placés à moins de 100 m des installations suivantes :
 - atelier de broyage à charbon, dépôt de Lipofit et silo de farines animales.
 - atelier de palettisation de ciment ;

Ces poteaux d'incendie seront implantés à moins de 5 m de la bordure d'une voie de circulation de type "voie engin".

L'exploitant de la cimenterie procédera semestriellement à des essais et visites périodiques du matériel et des moyens de secours.

Article 7.6.1.2. Surveillance et détection

Les zones de dangers sont munies de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité dépendent de la nature de la prévention des risques à assurer. L'exploitant détermine les fonctionnalités de ces systèmes en référence à un plan de détection.

La surveillance d'une zone de danger ne repose pas sur un seul point de détection. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité.

Toute défaillance de ces détecteurs et de leurs systèmes de transmission et de traitement de l'information est automatiquement détecté.

Article 7.6.1.3. Réserves de sécurité

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnellement pour assurer la sécurité ou la protection de l'environnement, tels que liquides inhibiteurs, produits absorbants, produits de neutralisation,...

Article 7.6.1.4. Protections individuelles

Des vêtements de protection et équipements de protection individuels sont mis à disposition des personnels d'intervention de l'établissement.

Ces protections individuelles sont accessibles et disponibles en toute circonstance (au niveau de la salle de contrôle notamment) et adaptées aux interventions normales ou dans des circonstances accidentelles.

Article 7.6.1.5. Ressources en eau

Le débit et la pression d'eau du réseau fixe d'incendie sont normalement assurés par des moyens de pompage propres à l'établissement. En toutes circonstances le débit de 120 m³/h sous une pression d'au minimum 1 bar doit pouvoir être assuré au niveau de poteaux incendie précisés à l'article 7.6.1.1.

Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires au niveau des poteaux incendie précités.

Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.

Les bouches, poteaux incendie ou prises d'eau diverses qui équipent le réseau sont munis de raccords normalisés ; ils sont répartis dans l'établissement, en particulier au voisinage des divers emplacements de mise en œuvre ou de stockage de liquides ou gaz inflammables.

L'établissement dispose en toute circonstance, y compris en cas d'indisponibilité d'un des groupes de pompage, de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau d'incendie. Il utilise en outre deux sources d'énergie distinctes, secourues en cas de panne d'alimentation électrique.

ARTICLE 7.6.2. ORGANISATION

Article 7.6.2.1. Consignes générales d'intervention

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

Article 7.6.2.2. Système d'information interne

Un réseau d'alerte interne à l'établissement collecte sans délai vers la salle de contrôle de la cimenterie les alertes émises par le personnel à partir des postes fixes et mobiles, les alarmes de danger significatives, les données météorologiques disponibles si elles exercent une influence prépondérante, ainsi que toute information nécessaire à la compréhension et à la gestion de l'alerte.

Il déclenche les alarmes appropriées (sonores, visuelles et autres moyens de communication) pour alerter sans délai les personnes présentes dans l'établissement sur la nature et l'extension des dangers encourus.

Les postes fixes permettant de donner l'alerte sont répartis sur l'ensemble du site de telle manière qu'en aucun cas la distance à parcourir pour atteindre un poste à partir d'une installation ne dépasse cent mètres.

ARTICLE 7.6.3. ACCÈS DES SECOURS EXTÉRIEURS

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont (sauf ces de force majeure) en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables,...) pour les moyens d'intervention.

TITRE 8 – DISPOSITIONS TECHNIQUES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS

CHAPITRE 8.1 CONDITIONS D'ADMISSION DES DÉCHETS INCINÉRÉS

ARTICLE 8.1.1. AUTORISATION ADMINISTRATIVE D'ADMISSION

Article 8.1.1.1. Dispositions générales

A proximité immédiate de l'entrée principale est placé un panneau de signalisation et d'information sur lequel sont inscrits, dans l'ordre suivant :

- la désignation de l'installation,
- l'activité principale de l'installation,
- les mots : "Installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation au titre du Code de l'Environnement",
- les références et la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation (voire des arrêtés complémentaires susceptibles d'être pris ultérieurement),
- la raison sociale et l'adresse de l'exploitant,
- les mots : "Accès interdit sans autorisation" et "Informations disponibles à" suivis de l'adresse de l'exploitant ou de son représentant et des mairies des communes d'implantation.

Les panneaux doivent être en matériaux résistants, les inscriptions doivent être indélébiles et nettement visibles.

Article 8.1.1.2. Critères d'acceptabilité des déchets

Les déchets admissibles comme combustibles sont exclusivement les farines et graisses animales produites dans des installations d'équarrissage de la région d'Ile-de-France ou de régions limitrophes à l'Ile-de-France, régulièrement autorisées au titre de la législation des installations classées. L'admission de farines et graisses animales provenant d'installations d'équarrissage en provenance d'autres régions doivent faire l'objet d'une information du Préfet en application de l'article R512-34 du code de l'environnement.

Les farines animales reçues sur le site de la cimenterie doivent avoir fait l'objet d'un traitement thermique par chauffage à une température minimale de 133 °C pendant au minimum 20 minutes à une pression minimale de 3 bar ou un traitement équivalent.

Les farines et graisses animales doivent répondre aux caractéristiques figurant dans le dossier de demande (page 78 de l'étude d'impact), ainsi qu'aux conditions générales suivantes :

- absence de radioactivité artificielle (ces contrôles peuvent être réalisés dans le cadre d'un programme de suivi qualité),
- non explosifs ou explosibles dans des conditions normales d'utilisation,
- absence de pollution par des germes pathogènes,
- absence d'oxydants puissants, peroxydes, perchlorates,
- non auto-inflammable et non lacrymogène,
- granulométrie <50 mm.

La teneur en chlore, fluor et soufre des déchets ne doit pas excéder les valeurs limites maximales suivantes :

- 1 % en chlore,
- 1 % en fluor,
- 2 % en soufre.

Article 8.1.1.3. Interdiction de réception et d'usage de déchets non autorisés

L'admission et l'usage dans le procédé cimentier de tout autre déchet que ceux explicitement autorisés au point 8.2.1.1 sont interdits.

ARTICLE 8.1.2. PROCEDURES D'ADMISSION DES DECHETS

Article 8.1.2.1. Généralités

Toutes les précautions nécessaires en ce qui concerne la livraison et la réception des déchets sont prises dans le but de prévenir ou de limiter dans toute la mesure du possible les effets négatifs sur l'environnement, en particulier la pollution de l'air, du sol, des eaux de surface et des eaux souterraines, ainsi que les odeurs, le bruit et les risques directs pour la santé des personnes.

Article 8.1.2.2. Procédure d'acceptation préalable

Aucun déchet mentionné à l'article 8.2.1.1 ne peut être reçu dans l'établissement s'il n'a pas fait l'objet d'une procédure d'admission préalable dans les conditions définies ci-dessous.

L'exploitant demande pour chaque producteur de déchet, chaque site de production et chaque catégorie de déchet une fiche d'identification du déchet et un dossier de caractérisation préalable du déchet définissant les caractéristiques du déchet et notamment ses teneurs maximales en polluants susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement. Le dossier de caractérisation préalable devra contenir toutes les analyses nécessaires pour juger de la nature exacte du déchet, et de sa conformité au dossier de caractérisation préalable.

Cette fiche contient au minimum les informations suivantes :

- le nom du déchet,
- le lieu (adresse physique), les modalités de production du déchet et l'attestation sous la responsabilité du fournisseur de la réalisation des opérations d'inertage (chauffage sous pression des farines animales notamment) mis en œuvre,
- les risques présentés par le déchet,
- l'identification du déchet selon la nomenclature nationale,
- les caractéristiques principales du déchet et les mesures prises par le producteur pour garantir la constance de ses caractéristiques,
- des éléments établissant l'absence de rayonnements ionisants d'origine anthropique produits par le déchet,
- les réactions possibles au contact d'autres matières,
- les précautions particulières à observer pour sa manipulation, son stockage et son traitement, les règles à observer pour combattre un éventuel sinistre ou une réaction indésirable.

Lorsqu'après examen des renseignements ci-dessus, l'exploitant les estime insuffisants pour prononcer l'admission, il doit procéder par lui-même ou faire procéder par le producteur à toutes les investigations nécessaires, y compris en cas de besoins, en faisant analyser lui-même les échantillons qu'il aura réclamés au producteur.

Quand l'exploitant a jugé qu'il peut admettre les déchets dans son établissement, conformément aux prescriptions du présent arrêté, il affecte au déchet un numéro d'identification et un seul suivant l'ordre chronologique de la procédure d'acceptation préalable.

Il notifie alors par écrit au producteur son accord pour l'admission en lui délivrant un certificat d'acceptation préalable qui indique notamment le numéro d'identification du déchet. Une copie de ce certificat est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées pendant au moins 2 ans. La validité des certificats d'acceptation est au maximum de 1 an. Il peut être retiré à tout moment par l'exploitant, notamment si des déchets présentés à l'entrée du site ne répondent par aux critères d'acceptation sur le site.

Article 8.1.2.3. Réception des envois successifs

Hormis les échantillons, il est interdit à l'exploitant de recevoir un envoi de déchets qui ne serait pas accompagné du bordereau de suivi de déchets conforme à la réglementation en vigueur.

Article 8.1.2.4. Contrôle à l'admission du déchet

A l'entrée de l'établissement, il est procédé préalablement à la prise en charge d'un déchet, à une vérification :

- de la présence du bordereau de suivi du déchet,
- de l'existence du certificat d'acceptation préalable correspondant au déchet,
- de la compatibilité du véhicule avec les moyens de déchargement présents sur le site. Le véhicule de transport doit être conçu pour vider entièrement son contenu dans le maintien des conditions de confinement du déchet,
- du respect des règles de l'art en matière de transport et le cas échéant, de la conformité du véhicule aux prescriptions du règlement sur le transport des matières dangereuses et à toute réglementation spécifique en la matière.

Les modalités de ces contrôles et mesures réalisés sur les véhicules arrivant sont définies par l'exploitant sous sa responsabilité en fonction de la nature et de la quantité totale livrée.

Après les vérifications et la pesée précitées, les véhicules transportant des déchets sont orientés vers une aire de stationnement aménagée à cet effet à l'entrée du site. Si les conditions précitées sont remplies, l'exploitant renseigne le registre d'admission et s'inscrit comme destinataire du déchet sur le bordereau de suivi du déchet. Il admet ensuite le véhicule à entrer sur le site et à accéder aux installations de déchargement.

Si le déchet est refusé à l'entrée de l'installation, l'exploitant indique sur le bordereau de suivi du déchet les prétraitements éventuellement réalisés, la date du refus et le motif de ce refus sur le bordereau de suivi du déchet et sur le registre d'admission.

Article 8.1.2.5. Registre d'admission et de refus d'admission

Le registre d'admission ou registre d'entrée doit mentionner pour chaque arrivage de déchets :

- date et heure de réception,
- désignation du déchet,
- code nomenclature,
- nom et adresse du producteur,
- nom du transporteur,
- tonnage des déchets,
- références du bordereau de suivi du déchet,
- numéro de la fiche d'analyse (contrôle entrée),
- lieu de stockage (numéro de cuve),
- l'indication de l'admission du déchet en vue de son incinération ou de son refus ainsi que les motifs ayant donné lieu au refus du déchet.

Le registre d'admission est conservé pendant cinq ans. Pendant ce délai, il est tenu à tout moment à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 8.1.2.6. Conditions de déchargement, échantillonnage du déchet

Les véhicules transportant des déchets admis à entrer sur le site de la cimenterie se rendent sur l'aire de dépotage selon un plan de circulation remis aux chauffeurs et balisé sur le site de la cimenterie.

Lors du dépotage, l'exploitant prélève en tant que de besoin les échantillons nécessaires pour la réalisation des contrôles prévus à l'article 8.1.2.7. dans des conditions qui ne doivent pas remettre en cause le confinement des déchets.

Les conditions de déchargement doivent faire l'objet d'une surveillance permanente par l'exploitant qui doit pouvoir interrompre directement et à tout moment les opérations de dépotage, en cas de survenue d'un incident qui remettrait en cause les conditions de sécurité et de protection de l'environnement. A cet effet, il doit notamment pouvoir commander directement et sans délai l'arrêt de l'alimentation en air comprimé utilisé pour le transport pneumatique des farines animales.

L'exploitant s'assure du maintien en bon état de tous les accessoires, joints etc ... nécessaires pour la conduite des opérations de dépotage dans de bonnes conditions de sécurité.

Après dépotage, le véhicule ayant déchargé des déchets n'est admis à sortir qu'après avoir été à nouveau pesé après dépotage afin d'en déduire la quantité de déchets admise sur le site. Ces données sont reportées sur le registre d'admission.

Article 8.1.2.7. Contrôles de conformité réalisés par l'exploitant

Afin de vérifier la conformité des échantillons aux conditions fixées à l'article 8.1.1.2. du présent arrêté et au dossier de caractérisation préalable, l'exploitant est tenu d'effectuer des analyses de contrôle des déchets suivant une fréquence qu'il lui appartient de déterminer en fonction du déchet autorisé et du tonnage livré. Sauf en cas d'interruption des réceptions d'une catégorie de déchets, cette fréquence doit être au minimum mensuelle.

L'exploitant établit des procédures permettant de garantir :

- la traçabilité de l'ensemble des interventions sur les échantillons,
- la représentativité des prélèvements, modalités d'échantillonnage et des analyses,
- la qualification des opérateurs.

Au cas où certaines valeurs limites seraient dépassées à plusieurs reprises ou si une valeur ponctuelle dépassait de plus du double des valeurs maximales, le certificat d'acceptation préalable correspondant au déchet doit être retiré par l'exploitant. En

cas de mesures sur un échantillon composite (constitué par mélange de plusieurs prélèvements) le certificat d'acceptation préalable correspondant au déchet est retiré dès le dépassement d'une seule valeur limite. Le producteur du déchet et l'inspection des installations classées en sont informés dans un délai maximum de 48 heures.

En préalable à toute redélivrance d'un certificat d'acceptation préalable pour un déchet pour lequel le certificat d'acceptation préalable a été retiré, les causes des dépassements doivent être identifiées et les actions correctives prises. La procédure prévue à l'article 8.1.2.2 du présent arrêté doit alors être reprise depuis le début avec fourniture d'un nouveau dossier de caractérisation préalable.

Article 8.1.2.8. Contrôles de conformité réalisés par un organisme tiers.

Indépendamment des contrôles mentionnés au point 8.1.2.7 du présent arrêté, des prélèvements et analyses supplémentaires inopinés des déchets amenés dans l'établissement sont réalisés selon une fréquence mensuelle par un laboratoire agréé, différent de celui éventuellement utilisé pour les contrôles mentionnés au point 8.1.2.7. Les frais occasionnés par ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

Article 8.1.2.9. Renvoi du bordereau de suivi des déchets

Lorsque les déchets reçus ont été incinérés, l'exploitant signe en tant qu'éliminateur le bordereau de suivi du déchet, attestant que, pour le chargement accompagnant le bordereau précité, les obligations du producteur du déchet de pourvoir à son élimination (article L. 541-2 du Code de l'Environnement) sont satisfaites. L'exploitant renvoie un exemplaire du bordereau de suivi du déchet au producteur du déchet et en garde un exemplaire.

S'il s'avère que le déchet n'a pas été incinéré (dépotage non réalisé ou déchet déposé dans le silo lui correspondant mais incinération du déchet non réalisée), l'exploitant procède comme lors du refus à l'admission du site en indiquant sur le bordereau de suivi du déchet les prétraitements éventuellement réalisés, la date du refus et le motif de ce refus sur le bordereau de suivi du déchet. Le déchet et son bordereau de suivi sont alors retournés au producteur du déchet. Les chargements refoulés, pour non-conformité ou parce que leur dépotage ou leur incinération n'a pas pu intervenir dans des conditions de sécurité satisfaisantes, doivent être mentionnés sur le registre d'admission. La motivation du refus est précisée en observation.

Si le déchet est refusé à l'entrée de l'installation, l'exploitant indique sur le bordereau de suivi du déchet les prétraitements éventuellement réalisés, la date du refus et le motif de ce refus sur le bordereau de suivi du déchet.

Article 8.1.2.10. Dossiers déchets

L'exploitant tient, pour chaque client et pour chaque déchet autorisé, un dossier où sont archivés :

- la fiche d'identification initiale ainsi que toutes les analyses et contrôles qui auront pu être effectués dans le cadre de la délivrance du certificat d'acceptation préalable,
- le résultat des contrôles visés aux paragraphes 8.1.2.7 et 8.1.2.8 ci-dessus,
- les observations et les mesures faites sur les déchets et les incidents ou accidents auxquels ils pourraient avoir donné lieu lors du stockage ou de leur utilisation et les cas de refus avec notamment copie des bordereaux de suivi des déchets qui ont été retournés à leur producteur.

Article 8.1.2.11. Information de l'Inspection des Installations Classées

L'ensemble des renseignements et documents mentionnés ci-dessus, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant doit toujours être en mesure, en cas de besoin sur la demande de l'inspection des installations classées, de préciser l'origine exacte du déchet (ou de ses diverses origines s'il s'agit d'un déchet composite). Les renseignements suivants lui sont communiqués :

- coordonnées du producteur et du transporteur,
- conditionnement,
- quantités et qualités des déchets refusés, avec indication du code de la nomenclature déchets,
- date et motif du refus,
- suites données.

CHAPITRE 8.2 CONDITIONS D'EXPLOITATION DU FOUR DE LA CIMENTERIE

ARTICLE 8.2.1. . CARACTÉRISTIQUES ET DESCRIPTION DES COMBUSTIBLES ET INSTALLATIONS UTILISÉS

Article 8.2.1.1. Généralités

Les combustibles et déchets utilisés dans le four de la cimenterie sont exclusivement :

- le GNR, le charbon,
- le Lipofit, coke de pétrole,
- les farines animales et les graisses animales s'agissant de la rubrique 2771.

Ils peuvent être utilisés seuls ou en mélange. L'usage d'autres combustibles doit au préalable faire l'objet d'une déclaration à Monsieur le Préfet du département des Yvelines en application de l'article R512-33 du code de l'environnement. Les factures des combustibles utilisés portent la mention de leur qualité exacte.

Le débit d'injection des combustibles et déchets est suivi en temps réel. Les paramètres sont reportés en salle de commande.

Article 8.2.1.2. Caractéristiques des combustibles : lipofit et coke de pétrole

Les dispositions ci-après visent à réglementer l'usage du Lipofit et du coke de pétrole dans le four de la cimenterie, dans le but de protéger l'environnement lors de leur usage.

Les caractéristiques du Lipofit utilisé sur le site de la cimenterie comme combustible correspondent à celles données en référence dans la fiche d'utilisation jointe au dossier de demande en date du 28 juillet 1998. Toute modification notable des caractéristiques du Lipofit doit être déclarée à Monsieur le Préfet des Yvelines en application de l'article R512-33 du code de l'environnement.

Un prélèvement est réalisé sur le chargement de chaque camion aux fins de constitution d'un échantillon moyen mensuel sur lequel les différents paramètres ci-dessus mentionnés sont analysés.

Les quantités maximales de combustibles Lipofit ou coke de pétrole utilisées dans la cimenterie sont les suivantes :

- coke de pétrole : 50 000 t/an ;
- Lipofit : 5 000 t/an.

Article 8.2.1.3. Caractéristiques des combustibles dont l'incinération relève de la rubrique 2771

Les conditions d'acceptation des farines et graisses animales dans la cimenterie répondent aux caractéristiques qualitatives et aux procédures d'acceptation définies à l'article 8.1 du présent arrêté. Toute modification notable des caractéristiques des farines et graisses doit être déclarée à Monsieur le Préfet des Yvelines en application de l'article R512-33 du code de l'environnement.

Les quantités maximales de farines animales incinérées dans la cimenterie sont de 15 000 t/an.

Les quantités maximales de graisses animales incinérées dans la cimenterie sont de 21 000 t/an.

ARTICLE 8.2.2. CONDITIONS D'EXPLOITATION DU FOUR DE LA CIMENTERIE

Article 8.2.2.1. Utilisation du GNR, charbon et coke de pétrole

Lors des opérations de démarrage et d'arrêt du four (lorsque la température minimale de 850°C des gaz pendant au moins 2 secondes dans le four n'est pas ou n'est plus atteinte) l'exploitant recourt exclusivement au GNR, au charbon ou au coke de pétrole pour l'alimentation de la combustion du four.

Article 8.2.2.2. Conditions de combustion lors de l'utilisation du lipofit

Le «Lipofit» ne peut être brûlé sur le site de la cimenterie que dans le four n°3 de la cimenterie, à l'exclusion de toute autre installation, par injection dans la tuyère à l'amont du four par rapport au sens de circulation des gaz (ou aval matières). Ces matières combustibles ne sont injectées dans la tuyère du four n°3 que lorsque les conditions mentionnées ci-après sont remplies.

Les conditions de combustion en termes de température, de temps de séjour dans le four et de taux d'oxygène doivent garantir la bonne combustion du Lipofit ainsi que l'oxydation des gaz de combustion et l'absorption ou la fixation ou le piégeage dans le clinker du soufre contenu dans les combustibles.

En particulier, le Lipofit n'est injecté dans la tuyère du four n°3 que lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- la combustion a été démarrée avec du GNR, charbon ou coke de pétrole,
- la combustion est contrôlée et homogène, et les gaz de combustion séjournent dans le four à une température d'au moins 850°C pendant au moins 2 secondes,

- le dispositif d'épuration des gaz de combustion du four ne souffre d'aucun dysfonctionnement de nature à remettre en cause le respect des normes de rejet définies aux articles 3.2.4 et 3.2.6 du présent arrêté,
- la combustion est effectuée en atmosphère oxydante, à cette fin, la concentration en oxygène à la sortie du four ne doit pas être inférieure à 0,5 %.

Le lipofit est utilisé avec un débit maximum de 4 tonnes par heure.

Article 8.2.2.3. Conditions de combustion lors de l'utilisation de farines et graisses animales, dont l'incinération relève de la rubrique 2771

L'incinération de farines et graisses animales par injection dans la tuyère du four n° 3 ne peut être réalisée que si les conditions suivantes sont réalisées :

- les conditions d'acceptation des déchets prescrites à l'article 8.1 du présent arrêté sont satisfaites,
- les conditions fixées à l'article 8.2.2.2 ci-dessus pour la combustion de combustibles sont satisfaites,
- la température de la matière dans la zone de cuisson du four est supérieure à 1 200°C ,
- la charge du four en clinker est supérieure à 60 % de sa capacité nominale,
- la teneur en monoxyde de carbone doit rester de façon permanente inférieure à 2000 ppm.

Le débit d'injection des déchets (farines animales + graisses animales) est au plus égal à 3 tonnes par heure..

Les installations possèdent et utilisent une procédure qui interdit l'alimentation déchets :

- pendant les phases de démarrage, jusqu'à ce que la température de 850°C ait été atteinte ;
- chaque fois que la température de 850°C n'est pas maintenue ;
- chaque fois que les mesures en continu montrent qu'une des valeurs limites d'émission semi-horaire est dépassée depuis plus de 4 heures en raison d'un dérèglement ou d'une défaillance des systèmes d'épuration.

La procédure appliquée pour interdire l'alimentation en déchets dans les circonstances citées précédemment doit notamment répondre aux objectifs ci-dessous :

- dès la première valeur limite semi-horaire en dehors des tolérances admises, l'opérateur vérifie la vraisemblance de la mesure et poursuit si besoin par des actions d'ajustement sur le processus de cuisson de façon à réduire les rejets atmosphériques,
- un dépassement des tolérances admises pendant plus d'une heure (2 moyennes semi-horaires consécutives) entraîne la diminution progressive du débit des déchets injectés,
- un dépassement des tolérances admises pendant plus de trois heures (6 moyennes semi-horaires consécutives) entraîne l'arrêt complet d'injection des déchets,
- l'arrêt complet d'injection des déchets en cas de non-respect de la température minimale de 850°C est rendu effectif par une diminution anticipée et progressive du débit d'injection des déchets. Dès que la température représentative de la zone de cuisson, est inférieure à :
 - 1200°C, l'opérateur substitue progressivement les déchets par du lipofit ;
 - 850°C, l'opérateur substitue progressivement le lipofit par du GNR, charbon ou coke de pétrole.

Article 8.2.2.4. Procédures et consignes d'exploitation du four.

Il est élaboré une procédure de conduite du four et des consignes écrites aux employés ayant la responsabilité de la conduite des installations, précisant les conditions d'emploi des combustibles et déchets, pour respecter les contraintes de fonctionnement ci-dessus précisées ainsi que les normes de rejet définies aux articles 3.2.4 et 3.2.6 du présent arrêté, y compris dans les phases de démarrage du four.

Article 8.2.2.5 Évaluation annuelle du PCI des déchets incinérés

L'exploitant réalise chaque année une évaluation annuelle du PCI (pouvoir calorifique inférieur) des déchets incinérés .

ARTICLE 8.2.3. MATIÈRES PREMIÈRES INTRODUITES DANS LE PROCÉDÉ CIMENTIER

Les matières premières introduites dans le four sont exclusivement :

- du calcaire, des sables, de la bauxite et de l'argile d'origine naturelle,
- des cendres, humides ou sèches, issues de la filtration des gaz de combustion de charbon dans des installations classées pour la protection de l'environnement. Ces cendres doivent être inertes pour pouvoir être valorisées dans le

four de la cimenterie au sens de la circulaire du 11 octobre 1996 relative aux cendres issues de la filtration des gaz de combustion d'origine fossile dans des installations classées pour la protection de l'environnement,

- du laitier provenant de hauts fourneaux d'aciéries,
- des oxydes de fer d'origine naturelle ou provenant de battitures d'aciéries indemnes de toute trace d'hydrocarbures,
- du schiste ardoisier.

A l'aval du four, les matières d'ajout au clinker utilisées sont :

- du gypse d'origine naturelle ou chimique,
- des laitiers provenant de hauts fourneaux d'aciéries,
- du calcaire d'origine naturelle provenant de carrières,
- des agents de mouture.

Pour l'application du présent arrêté, sont assimilables à la bauxite dans le cadre du présent arrêté, l'andalousite, la gibbsite, le kaolin et le corindon ou autres aluminés naturelles. Est assimilable au gypse dans le cadre du présent arrêté, l'anhydrite.

L'usage de toute matière première dans le procédé cimentier autre que celles ci-dessus désignées, que ce soit dans le four ou en tant que matériaux d'ajout au clinker, doit en préalable, faire l'objet d'une déclaration à Monsieur le Préfet des Yvelines en application de l'article R512-33 du code de l'environnement.

ARTICLE 8.2.4. DÉCHETS PROVENANT DE LA COMBUSTION

Les conditions d'exploitation du four n° 3 sont telles qu'aucun résidu solide de la combustion ni aucun résidu de traitement des fumées n'est produit. Les résidus de traitement des fumées (dépoussiérage) sont recyclés par réintroduction dans le four avec les matières premières.

ARTICLE 8.2.5. PANNES ET INCIDENTS

En cas de pannes ou d'incidents susceptibles d'affecter le maintien des conditions de fonctionnement du four et le respect des normes de rejet, l'exploitant arrête l'usage des farines et graisses animales, dans l'exploitation du four.

ARTICLE 8.2.6. MESURES EN CAS DE PIC DE POLLUTION PAR L'OZONE OU LES OXYDES D'AZOTE

Article 8.2.6.1. Contexte

En cas de pic de pollution par l'ozone ou les oxydes d'azote (NOx), les mesures et actions suivantes sont mises en œuvre. Ces mesures sont définies en référence aux différents seuils d'alerte définis à l'article R221-1 du code de l'environnement.

Article 8.2.6.2. Mesures en cas de pic d'ozone

L'exploitant engage les actions suivantes concernant la conduite du four en cas de dépassement des seuils d'alerte pour l'ozone :

- lorsque la procédure d'alerte relative au dépassement du 1^{er} seuil d'alerte pour l'ozone défini par l'article R221-1 du code de l'environnement est déclenchée, la société Ciments CALCIA met en place et applique une consigne aux opérateurs de la salle de contrôle précisant l'alerte de pollution et interdisant toute modification du mélange de combustibles (sous réserve de disponibilité de ces derniers).
- lorsque la procédure d'alerte relative au dépassement du 2^{ème} seuil d'alerte pour l'ozone défini par l'article R221-1 du code de l'environnement est déclenchée, l'exploitant optimise la conduite du four avec maintien des Nox à la boîte à fumée en-dessous de 1800 mg/Nm³ à 3,5 % d'oxygène et du mélange de combustibles. Si l'installation est à l'arrêt, il applique une procédure de démarrage lent limitant les émissions de NOx.
- lorsque la procédure d'alerte relative au dépassement du 3^{ème} seuil d'alerte pour l'ozone défini par l'article R221-1 du code de l'environnement est déclenchée, l'exploitant limite le débit horaire de l'installation de cuisson à 85 tonnes par heure de farine crue soit une production de clinker réduite à 50 tonnes par heure et 1200 tonnes par jour maximum (soit 80 % de la production nominale).

Article 8.2.6.3. Mesures en cas de pic de dioxyde d'azote

L'exploitant engage les actions suivantes concernant la conduite du four en cas d'atteinte du niveau d'alerte pour les dioxydes d'azote, tel que défini par l'article R221-1 du code de l'environnement :

- lorsque la procédure d'alerte relative à l'atteinte du niveau d'alerte pour le dioxyde d'azote est déclenchée par dépassement du seuil de recommandation et d'information pendant deux jours consécutifs, avec risque de dépassement de ce seuil le lendemain, l'exploitant optimise la conduite du four avec maintien des NOx à la boîte à fumée en-dessous de 1800 mg/Nm³ à 3,5 % d'oxygène et du mélange de combustibles ; si l'installation est à l'arrêt, il applique une procédure de démarrage lent limitant les émissions de NOx.

- lorsque la procédure d'alerte relative à l'atteinte du niveau d'alerte pour le dioxyde d'azote est déclenchée par dépassement du seuil d'alerte, tel que défini par l'article R221-1 du code de l'environnement, l'exploitant limite le débit horaire de l'installation de cuisson à 85 tonnes par heure de farine crue soit une production de clinker réduite à 50 tonnes par heure et 1200 tonnes par jour maximum (soit 80 % de la production nominale).

Article 8.2.6.4. Maintien à l'arrêt des installations

Dans le cas où le four est arrêté depuis plus de 12 heures, l'exploitant renonce à tout démarrage du four en cas de déclenchement pendant deux jours consécutifs avec risque de déclenchement le 3^{ème} jour de la procédure d'alerte relative au dépassement :

- du 2^{ème} seuil d'alerte pour l'ozone défini par l'article R221-1 du code de l'environnement,
- du seuil d'alerte pour le dioxyde d'azote défini par l'article R221-1 du code de l'environnement.

En cas d'impossibilité à satisfaire la demande en ciment du fait des stocks trop bas (inférieurs à 10 000 tonnes notamment) l'exploitant peut déroger à l'application du présent article.

Article 8.2.6.5. Bilan des mesures

L'industriel tient à jour après chaque situation d'alerte, un document de suivi des mesures spécifiques mises en œuvre en application des articles 8.2.6.2 à 8.2.6.4 . Outre les mesures mises en œuvre, ce suivi précise notamment les émissions évitées des polluants concernés

Ce document de suivi est mis à disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

CHAPITRE 8.3 STOCKAGES DE DÉCHETS COMBUSTIBLES, URÉE ET MATÉRIAUX SUR LE SITE

ARTICLE 8.3.1. RÈGLES RELATIVES AU STOCKAGE DE FARINES ANIMALES

Les farines animales réceptionnées sur le site sont stockées exclusivement dans le silo de stockage de 270 m³ dont les caractéristiques sont précisées dans le dossier joint à la demande d'autorisation du 4 mai 2001.

Article 8.3.1.1. Confinement de farines animales

Le stockage en silo de farines animales et les installations de manipulation, transvasement, transport de ces produits doivent être munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de maintenir leur confinement. Les rejets gazeux provenant de ces manipulations, y compris au cours des opérations de dépotage lors du déchargement des farines animales dans le silo de stockage, sont renvoyés vers le four pour y être injecté. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires (dont entretiens préventifs) pour que le confinement des farines animales soit maintenu sur l'ensemble du site de la cimenterie.

Article 8.3.1.2. Mise en sécurité du silo de farines animales

Le silo de stockage de farines animales est équipé d'au minimum deux détections de niveau haut de sécurité, indépendantes l'une de l'autre, et de dispositifs de mesures en continu de température, et de monoxyde de carbone dont les résultats ou indications sont reportés en salle de contrôle. En cas de déclenchement des détecteurs de niveau ou dépassement de maxima en température et pression définis par l'exploitant dans sa consigne d'exploitation, la mise en sécurité des installations prévue à l'article 7.4.2. du présent arrêté doit être déclenchée.

En tout état de cause, la mise en sécurité du dépôt de farines animales avec inertage au CO₂ doit être réalisée en cas de dépassement d'un des seuils suivants :

- température dans le silo supérieure à 80°C,
- teneur en CO supérieure à 0,6 %.

Article 8.3.1.3. Surveillance des stocks

L'exploitant contrôle la variation du stockage de farines animales. Chaque fin de mois, il dresse un état récapitulatif faisant apparaître pour chacun des types de stockages :

- l'état des stocks en début et fin de mois,
- les entrées et les sorties du mois.

ARTICLE 8.3.2. DEPOT AERIEN DE LIQUIDES INFLAMMABLES (LIPOFIT ET GRAISSES ANIMALES)

Article 8.3.2.1. Conditions d'installation du dépôt

Le dépôt dit de "Lipofit", d'une capacité maximale de 100 m³, est utilisé pour le stockage de Lipofit et de graisses animales, à l'exclusion de toute autre matière ou substance. Aucun stockage de Lipofit ou de graisses animales n'est réalisé en dehors du dépôt de Lipofit. L'accès du dépôt de Lipofit est interdit à toute personne étrangère à son exploitation.

Le dépôt de Lipofit est séparé de l'atelier de broyage à charbon par un mur en matériaux incombustibles coupe-feu de degré 2 heures, d'une hauteur minimale de 2 mètres. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées, les procédures d'exploitation des purges de stockage. L'exploitant doit maintenir au bureau de réception ou de garde un inventaire des stocks et, le cas échéant, de l'affectation des bacs.

Les Lipofit et graisses animales sont stockés dans le "dépôt Lipofit" à une température inférieure à un maxima défini par l'exploitant dans la consigne d'exploitation du dépôt. Cette température est en tout état de cause inférieure à 90°C.

Il doit exister un dispositif d'arrêt d'écoulement vers les appareils d'utilisation, monté sur la canalisation d'alimentation, placé en dehors des locaux contenant les équipements précités, manœuvrable manuellement indépendamment de tout autre asservissement. Une pancarte très visible doit indiquer le mode d'utilisation de ce dispositif en cas d'accident.

Article 8.3.2.2. Cuvettes de rétention

Les parois de la cuvette de rétention sont constituées par des murs, et doivent présenter une stabilité au feu de degré 4 heures, résister à la poussée des produits éventuellement répandus et ne pas dépasser 3 mètres de hauteur par rapport au niveau du sol extérieur. L'étanchéité des parois des cuvettes de rétention est préservée à tout moment.

Toutes les canalisations qui ne sont pas strictement nécessaires à l'exploitation de la cuvette ou à sa sécurité doivent être exclues de celles-ci.

Article 8.3.2.3. Réservoirs

Les liquides inflammables du dépôt «Lipofit» sont renfermés dans des réservoirs fixes installés sur des terrains situés hors crue à un niveau minimum de 22mNGF, soit au-dessus des côtes maximales atteintes par les crues centennales de type 1910. Les réservoirs sont métalliques de type cylindrique à axe horizontal construits en acier soudable. Ils sont conformes à la norme

en vigueur. Ils doivent être conçus et fabriqués de telle sorte qu'en cas de surpression accidentelle il ne se produise de déchirure au-dessous du niveau normal d'utilisation et doivent présenter une résistance suffisante aux chocs accidentels.

Les réservoirs doivent subir, sous le contrôle d'un service compétent, un essai de résistance et d'étanchéité comprenant les opérations suivantes :

a) Premier essai :

- remplissage d'eau jusqu'à une hauteur dépassant de 0,10 mètre la hauteur maximale d'utilisation,
- obturation des orifices,
- application d'une surpression de 5 millibars par ajout de la quantité d'eau nécessaire pour obtenir une surpression.

b) Deuxième essai :

- mise à l'air libre de l'atmosphère du réservoir,
- vidange partielle jusqu'à une hauteur d'environ 1 mètre (cette hauteur devant être d'autant plus faible que la capacité du réservoir est elle-même faible),
- obturation des orifices,
- application d'une dépression de 2,5 millibars par vidange de la quantité d'eau nécessaire pour obtenir cette dépression.

Article 8.3.2.4. Équipements des réservoirs

Les réservoirs doivent être maintenus solidement de façon qu'ils ne puissent se déplacer sous l'effet du vent, des eaux ou des trépidations. Le matériel d'équipement des réservoirs doit être conçu et monté de telle sorte qu'il ne risque pas d'être soumis à des tensions anormales en cas de dilatation, tassement du sol, etc... Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt isolant ce réservoir des appareils d'utilisation. Les vannes de piétement doivent être en acier ou en fonte spéciale présentant les mêmes garanties d'absence de fragilité. Les canalisations doivent être métalliques, être installées à l'abri de chocs et donner toutes garanties de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques.

En dehors des opérations de jaugeage, l'orifice permettant un jaugeage direct doit être fermé par un tampon hermétique. Le jaugeage est interdit pendant l'approvisionnement du réservoir. Il appartient à l'utilisateur, ou au tiers qu'il a délégué à cet effet, de contrôler, avant chaque remplissage du réservoir, que celui-ci est capable de recevoir la quantité de produit à livrer sans risque de débordement.

Chaque réservoir fixe doit être équipé d'une ou plusieurs canalisations de remplissage dont chaque orifice comporte un raccord fixe d'un modèle conforme aux normes spécifiques éditées par l'Association Française de Normalisation, correspondant à l'un de ceux équipant les tuyaux flexibles de raccordement de l'engin de transport. En dehors des opérations d'approvisionnement, l'orifice de chacune des canalisations de remplissage est fermé par un obturateur étanche. Les canalisations de liquides inflammables ne traversent pas de sous-sols. Plusieurs réservoirs destinés au stockage du même produit peuvent n'avoir qu'une seule canalisation de remplissage s'ils sont reliés à la base et si l'altitude du niveau supérieur de ces réservoirs est la même. Sur chaque canalisation de remplissage et à proximité de l'orifice doivent être mentionnées, de façon apparente, la capacité du réservoir qu'elle alimente et la nature du produit contenu dans le réservoir. Les canalisations de liaison (reliées à la partie inférieure des réservoirs) doivent avoir une section au moins égale à la somme de celles des canalisations de remplissage et doivent comporter des dispositifs de sectionnement permettant l'isolement de chaque réservoir.

Chaque réservoir doit être équipé d'un ou plusieurs tubes d'évent fixes, d'une section totale au moins égale à la moitié de la somme des sections des canalisations de remplissage ou de vidange et ne comportant ni vanne ni obturateur. Ces tubes sont fixés à la partie supérieure du réservoir, au-dessus du niveau maximal du liquide emmagasiné, avoir une direction ascendante et comporter un minimum de coudes. Ces orifices doivent déboucher à l'air libre en un lieu et à une hauteur tels qu'ils soient visibles depuis le point de livraison. Ils doivent être protégés de la pluie et ne présenter aucun risque et aucun inconvénient (notamment olfactifs) pour le voisinage. Les gaz rejetés par les événements des cuves de Lipofit et/ou graisses animales sont au préalable filtrés sur des filtres au charbon actif. Les filtres des événements des cuves de Lipofit et/ou graisses animales doivent être changés selon une fréquence adaptée au maintien de leurs performances de filtration avec une fréquence au minimum semestrielle.

En sus des protections électriques traditionnelles, les pompes de transfert sont équipées d'une temporisation arrêtant le fonctionnement en cas de débit nul ou tout dispositif équivalent pour arrêter 4 dispositifs en cas de débit nul. Les zones où sont susceptibles de s'accumuler des vapeurs explosibles (pomperies, caniveaux, point bas de cuvette) sont équipées de détecteurs d'hydrocarbures avec report d'alarme au bureau de réception ou de garde ou en salle de contrôle. La protection des réservoirs, accessoires et canalisations contre la corrosion externe devra être assurée en permanence.

Les réservoirs sont équipés :

- d'un dispositif de mesure en continu du niveau de remplissage, et de deux détections de niveau haut de sécurité, indépendantes l'une de l'autre avec alarmes retransmises en salle d'exploitation, l'une des détections peut être assurée par le dispositif de mesure en continu du niveau,
- d'une mesure de température en continu ainsi que d'une alarme de température haute de sécurité indépendante,
- d'une alarme de niveau bas, ce niveau minimal étant situé au-dessus du dispositif de réchauffage.

Le déclenchement des dispositifs d'alarme est reporté au poste de surveillance de la salle de contrôle et doit permettre la mise en sécurité des installations dans les conditions prévues par l'article 7.4.2. du présent arrêté.

L'exploitation et l'entretien du dépôt de Lipofit devront être assurés par un préposé responsable. Une consigne écrite devra également indiquer les modalités de l'entretien (dont les modalités et le rythme de changement des filtres au charbon actif des événements), la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident (notamment en cas franchissement d'un des seuils de remplissage ou de température précités) et la façon de prévenir le préposé responsable. Ces consignes et procédures nécessaires sur la conduite à tenir et les dispositions à prendre immédiatement par les opérateurs en cas de d'accident ou d'incident sont établies par écrit et portées à la connaissance du personnel susceptible d'intervenir sur le dépôt.

Cette consigne devra être affichée, en permanence et de façon apparente, à proximité du dépôt.

ARTICLE 8.3.3. STOCKAGE D'URÉE

Le stockage d'urée, d'une capacité maximale de 100 m³, est mis sous rétention conformément à l'article 7.5.3. et relié au bassin de confinement visé à l'article 4.2.5 du présent arrêté.

Le réservoir d'urée est équipé :

- d'un dispositif de détection de niveau,
- d'un dispositif permettant de suivre le débit d'injection d'urée, d'une alarme en cas de perte d'injection de l'urée.

ARTICLE 8.3.4. AUTRES STOCKAGES DE MATIERES PREMIERES

Les dispositions du présent article concernent les stockages de matières premières et combustibles autres que ceux mentionnés aux points 8.3.1 à 8.3.3.

Article 8.3.4.1. Stockages aériens (non couverts)

Hormis le calcaire, le laitier, la bauxite, les oxydes de fer, le charbon et/ou coke de pétrole, le schiste et le sable, tous les matériaux présents sur le site de la cimenterie seront stockés sous abri fermé, en silo ou en cuve, à l'abri des intempéries et du vent. Le clinker peut être stocké en extérieur, de manière exceptionnelle et temporaire, lorsque les conditions de fonctionnement le nécessitent, sous réserve que l'exploitant soit en mesure d'en justifier le besoin.

Les dépôts de bauxite et d'oxydes de fer sont stockés sur une surface étanche avec récupération des eaux pluviales et les effluents ainsi recueillis doivent respecter les dispositions de l'article 4.3.6 du présent arrêté.

Article 8.3.4.2. Intégration paysagère

Le dépôt aérien de charbon ou coke de pétrole occupe une superficie maximale de 8 000 m². La capacité maximale de stockage de coke de pétrole ou de charbon est de 30 000 t. Le dépôt aérien de laitier occupe une superficie maximale de 8 000 m². La capacité maximale de stockage de laitier sur le site est de 30 000 t. Le dépôt aérien de calcaire (situé à proximité de la station d'échantillonnage de matières premières) occupe une superficie maximale de 1 000 m². Les dépôts aériens de bauxite et d'oxyde de fer occupent chacun une superficie inférieure ou égale à 500 m².

Les limites des aires du dépôt aérien de calcaire, du dépôt aérien de bauxite et du dépôt aérien d'oxyde de fer seront matérialisées physiquement, par des ouvrages tels que des murs ou des bordures hautes.

Dans le cas du dépôt aérien de calcaire un merlon et/ou une clôture pourront matérialiser cette limite.

Les stocks aériens (non couverts) de calcaire, laitier et charbon ou coke de pétrole auront une hauteur inférieure à 10 mètres. Des aménagements paysagers sont réalisés en périphérie du stockage de calcaire et des stockages de laitier et charbon ou coke de pétrole. Le dépôt aérien de charbon ou coke de pétrole est entouré d'une clôture efficace ou de tout autre dispositif de nature à empêcher son accès à une personne non autorisée à y pénétrer.

Des engins en nombre suffisant (bouteurs, chargeurs etc...) ainsi que des lances incendie adaptées au risque doivent pouvoir être mis en œuvre en cas de détection d'un foyer de combustion lente sur le stock de combustibles solides.

Article 8.3.4.3. Limitation des rejets diffus

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses sont prises, à savoir :

-
- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules doivent être aménagées et convenablement nettoyées. Les voies de circulation doivent être réalisées en matériaux durs (type béton et/ou enrobés bitumineux) et maintenues propres,
 - la concentration en poussières à plus de 5 mètres des stocks de matériaux (calcaire, laitier, charbon et/ou coke de pétrole notamment) est inférieure à 50 mg/m^3 ,
 - la hauteur de jetée des matériaux au niveau du parc à laitiers et du parc à charbon ou coke de pétrole est inférieure à 4 m de hauteur,
 - Le hall de stockage de clinker est fermé, à l'exception des ouvertures nécessaires à l'accès des véhicules amenant les matériaux qui y sont stockés (gypse, laitiers...) en vue de leur usage ultérieur dans le procédé cimentier, et met en œuvre des équipements de nature à limiter les rejets diffus.

CHAPITRE 8.4 EXPLOITATION DES ATELIERS DE PRÉPARATION DES COMBUSTIBLES

ARTICLE 8.4.1. ATELIER DU BROYEUR A COMBUSTIBLES SOLIDE (ÉGALEMENT DÉNOMMÉ "BROYEUR À CHARBON»)

L'atelier de broyage est dépourvu d'appareils de chauffage. Il est considéré comme faisant partie des zones de danger précisées à l'article 7.1.2 du présent arrêté, où s'appliquent notamment les dispositions de l'article 7.4 dans ces zones (interdiction de fumer, permis feu en cas de travaux, mise à la terre des matériels, règles de conception des équipements ...). La teneur en poussières dans l'atelier doit être maintenues à un niveau inférieur à 50mg/m³.

Les murs et les équipements à l'intérieur de l'atelier seront lisses, les passerelles réalisées en caillebotis, les chemins électriques mis sur chant etc... Des accès extérieurs aux étages de l'atelier de broyage sont mis en place et maintenus, soit depuis des bâtiments voisins, soit par l'intermédiaire d'échelles métalliques. Une attention particulière est portée par l'exploitant aux matériels et installations en contact avec le produit ou situés à proximité de conduites ou réservoirs en contenant, eu égard à la formation de points chauds.

Les conditions de marche de l'atelier (pression et température dans les trémies, entrée et sortie du broyeur) devront faire l'objet de mesures en continu reportées en salle de contrôle. Une détection d'augmentation des pressions et/ou températures au-delà des valeurs définies dans les consignes d'exploitation commande la mise en fonctionnement d'un dispositif de refroidissement rapide à l'air, l'arrêt des installations de broyage et la mise en œuvre du dispositif automatique de mise en sécurité par inertage de toutes les trémies et conduites de matériaux solides dans l'atelier.

Des consignes écrites définissent les conditions de surveillance, d'entretien (dont nettoyage à un rythme au minimum mensuel par brossage et/ou aspiration de toutes les surfaces de l'atelier) et d'exploitation de l'atelier ainsi que la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident. Elles précisent notamment les niveaux à partir desquels les différentes opérations de mise en sécurité de l'atelier sont déclenchées, tant en mode manuel qu'automatique. L'exploitant réalise au minimum une fois par mois un nettoyage des équipements de sécurité (extincteurs notamment) ainsi que des sols de l'atelier à charbon, et notamment les tôles armées du 1^{er} étage et un plancher plein de 2 m² environ au-dessus du doseur à charbon qui ne sont pas réalisés en caillebotis.

ARTICLE 8.4.2. PRESCRIPTIONS DE CONSTRUCTION ET D'EXPLOITATION DE L'ATELIER DE PRÉPARATION DE LIPOFIT

L'atelier de préparation du Lipofit est installé dans le bâtiment du broyeur à charbon conformément au dossier et aux plans joints à la demande du 28 juillet 1998. Cet atelier est séparé de l'atelier de broyage de charbon ou coke de pétrole par des murs et plafonds coupe-feu de degré 2 heures.

Le combustible constitué de Lipofit et de graisses animales seuls ou en mélange, est maintenu en température dans toutes les canalisations, depuis les cuves du dépôt jusqu'à la tuyère du four. Les filtres des événements des cuves de Lipofit et/ou graisses animales doivent être changés selon une fréquence adaptée au maintien de leurs performances de filtration avec une fréquence au minimum semestrielle.

CHAPITRE 8.5 PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX APPAREILS DE DISTRIBUTION D'HYDROCARBURES

ARTICLE 8.5.1. APPAREILS DE DISTRIBUTION – REGLES DE CONSTRUCTION

L'habillage des parties des appareils de distribution où interviennent les liquides inflammables (unités de filtration, de pompage, de dégazage...) doivent être en matériaux de catégorie M0 et M1 au sens de l'arrêté du 4 juin 1973 modifié portant classification des matériaux et éléments de construction par catégorie selon leur comportement au feu. Les parties intérieures de la carrosserie des appareils de distribution doivent être ventilées de manière à ne permettre aucune accumulation des liquides distribués.

La partie d'un appareil de distribution où peuvent être implantés des matériels électriques ou électroniques non de sûreté doit constituer un compartiment distinct de la partie où interviennent les liquides inflammables. Ce compartiment doit être séparé de la partie, où les liquides inflammables sont présents, par une cloison étanche aux vapeurs d'hydrocarbures ou par un espace ventilé assurant une dilution continue, de manière à le rendre inaccessible aux vapeurs d'hydrocarbures.

ARTICLE 8.5.2. APPAREILS DE DISTRIBUTION – REGLES D'INSTALLATION

Les appareils de distribution doivent être ancrés et protégés contre les heurts de véhicules, par exemple, au moyen de bornes ou de butoirs de roues. Les appareils de distribution sont installés et équipés de dispositifs adaptés de telle sorte que tout risque de siphonnage soit écarté. Lorsque les appareils sont alimentés par une canalisation fonctionnant en refoulement, l'installation est équipée d'un dispositif de sécurité arrêtant automatiquement l'arrivée de produit en cas d'incendie ou de renversement accidentel du distributeur.

ARTICLE 8.5.3. EQUIPEMENTS DES APPAREILS DE DISTRIBUTION

Le robinet de distribution est muni d'un dispositif automatique commandant l'arrêt total du débit lorsque le récepteur est plein. Le flexible de distribution ou de remplissage doit être conforme à la norme en vigueur. Il est entretenu en bon état de fonctionnement et remplacé au plus tard six ans après leur date de fabrication. Une distance maximale d'éloignement de 4 mètres, mesurée horizontalement doit être observée entre l'évent d'un réservoir d'hydrocarbures et les parois de l'appareil de distribution. Le matériel électrique est conforme à l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion. Le remplissage des réservoirs des engins se fait sur une aire étanche équipée d'un décanteur déshuileur. Les prescriptions que doit observer l'utilisateur sont affichées soit en caractères lisibles, soit au moyen de pictogrammes et ce, au niveau des appareils de distribution. Elles concernent notamment l'interdiction de fumer et d'approcher un appareil pouvant provoquer un feu nu, ainsi que l'obligation d'arrêt du moteur.

CHAPITRE 8.6 COMPRESSEURS ET CUVES D'AIR COMPRIMÉ

Les réservoirs et appareils contenant des gaz comprimés doivent satisfaire à la réglementation des appareils à pression de gaz. Des filtres maintenus en bon état de propreté doivent empêcher la pénétration des poussières dans le compresseur. Les compresseurs sont pourvus d'un dispositif arrêtant automatiquement l'appareil si la pression devient trop faible à son alimentation ou si la pression à la sortie dépasse la valeur fixée. Un autre dispositif à fonctionnement automatique empêche la mise en marche des compresseurs ou assure leur arrêt en cas d'alimentation insuffisante. L'arrêt des compresseurs doit pouvoir être commandé par des dispositifs appropriés judicieusement répartis, dont l'un au moins est placé à l'extérieur des ateliers de compression. Des dispositifs efficaces de purge sont placés sur tous les appareils aux emplacements où des produits de condensation sont susceptibles de s'accumuler.

Toutes mesures sont prises pour assurer l'évacuation des produits de purges et pour éviter que la manœuvre des dispositifs de purge ne crée des pressions dangereuses pour les autres appareils ou pour les canalisations.

TITRE 9 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 9.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

ARTICLE 9.1.1. PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

ARTICLE 9.1.2. MESURES COMPARATIVES

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés. Les rapports établis à cette occasion sont transmis au plus tard dans le délai d'un mois suivant leur réception avec les commentaires nécessaires. Ces commentaires portent notamment sur le régime de fonctionnement des activités contrôlées et tout fait susceptible d'influencer la représentativité des résultats

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L 514-5 et L514-8 du code de l'environnement. Cependant, les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

ARTICLE 9.1.3. CONDITIONS GÉNÉRALES DE LA SURVEILLANCE DES REJETS

Les mesures destinées à déterminer les concentrations de substances polluantes dans l'air et dans l'eau doivent être effectuées de manière représentative. Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse de référence en vigueur sont fixées par l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les installations classées pour la protection de l'environnement et aux normes de référence.

L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur. Dans l'attente de la publication des normes européennes dans le recueil de normes AFNOR, les normes des Etats membres de l'Union européenne et de pays parties contractantes de l'accord EEE peuvent également être utilisées comme textes de référence en lieu et place des normes françaises, dès lors qu'elles sont équivalentes.

L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent. Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage (dénommé couramment QUAL 2) doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181 relative à l'assurance qualité des systèmes de mesurage automatique, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.

Les mesures périodiques des émissions de polluants dans l'air s'effectuent selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère.

CHAPITRE 9.2 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE

ARTICLE 9.2.1. AUTO SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES

L'exploitant réalise une surveillance de ses émissions atmosphériques suivant le programme indiqué dans le tableau qui suit :

Installations ou émissaires concernés	Paramètres	Autosurveillance exploitant	Périodicité des prélèvements et analyses par un organisme extérieur
Zone de cuisson	Température	continu	-
Amont du four, à l'arrivée du cru cimentier.	Température des gaz de combustion	continu	-
	Oxygène	continu	-
	Monoxyde de carbone	continu	-
Cheminée Four 3	Température des gaz	continu	semestrielle
	Débit (Nm ³ /h) et vitesse des gaz (m/s)	continu	semestrielle
	Oxygène	continu	semestrielle
	Poussières totales	continu	semestrielle
	Oxydes d'azote (NO _x)	continu	semestrielle
	Oxydes de soufre (SO ₂)	continu	semestrielle
	Chlorure d'hydrogène (HCl)	continu	semestrielle
	Composés Organiques (exprimés en carbone total)	continu	semestrielle
	Ammoniac (NH ₃)	continu	semestrielle
	Fluorure d'Hydrogène (HF)	semestrielle	semestrielle
	Cd + Tl (gazeux et particulaire)	trimestrielle	trimestrielle
	Hg (gazeux et particulaire)	trimestrielle	trimestrielle
	Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V (gazeux et particulaire)	trimestrielle	trimestrielle
Dioxines et furannes	trimestrielle	trimestrielle	
Refroidisseur	Poussières totales	continu	semestrielle
Broyeur à charbon	Poussières totales	semestrielle	semestrielle
Broyeur à ciment	Poussières totales	semestrielle	semestrielle

Un état récapitulatif des analyses et mesures effectuées en application du présent paragraphe, accompagné des flux polluants mesurés est transmis à l'inspection des installations classées, selon une fréquence trimestrielle sous une forme synthétique accompagnée de commentaires expliquant les dépassements constatés, leur durée ainsi que les dispositions prises afin d'y remédier et qu'ils ne puissent se reproduire. Dans cet état récapitulatif figurent notamment les moyennes et minimas journaliers des mesures de température aux différents points de référence précisés dans le tableau ci-dessus.

En cas de dépassement de la VLE pour les dioxines et furannes lors d'une mesure réalisée par un organisme extérieur, l'exploitant est tenu de mettre en place une mesure en semi-continu des dioxines et furannes sous 6 mois après la date du prélèvement.

Dans le cas où la mesure en semi-continu des dioxines et furannes est mise en place en application du paragraphe précédent, les dispositions suivantes doivent être respectées :

a) Les échantillons analysés sont constitués de prélèvements de gaz sur une période d'échantillonnage de quatre semaines.

La mise en place et le retrait des dispositifs d'échantillonnage et l'analyse des échantillons prélevés sont réalisés par un organisme mentionné à l'article 9.1.2 du présent arrêté

b) sur une année, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de mesure ne doit pas dépasser 15 % du temps de fonctionnement de l'installation

c) les résultats des mesures sont transmis trimestriellement à l'inspection des installations classées

d) lorsqu'un résultat d'analyse des échantillons prélevés par le dispositif de mesure en semi-continu des dioxines et furannes dépasse la valeur limite fixée à la condition 3.2.4 du présent arrêté, l'exploitant doit faire réaliser dans un délai n'excédant pas 10 jours, sauf justification auprès de l'inspection des installations classées, par un organisme externe compétent qui peut être un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, une mesure ponctuelle à l'émission des dioxines et furannes selon la méthode définie à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activité de soins à risques infectieux.

Ce dépassement est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.

Article 9.2.1.1. Étalonnage et références analytiques

Les appareils et chaînes de mesures mis en œuvre pour les contrôles en continu sont implantés de manière à :

- ne pas empêcher la mesure périodique de la concentration en poussières, et ne pas perturber l'écoulement au voisinage des points de mesure de celle-ci ;
- pouvoir fournir des résultats de mesure non perturbés, notamment pendant toute la durée des mesures manuelles périodiques de la concentration en poussières (en particulier pour le calibrage des appareils à principe optique).

Les méthodes d'échantillonnage, de mesure et d'analyse sont conformes à celles définies par les réglementations ou normes françaises ou européennes en vigueur.

ARTICLE 9.2.2. MESURE DE L'IMPACT DES REJETS ATMOSPHÉRIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

L'exploitant est tenu de réaliser tous les ans une mesure dans la biosphère des retombées atmosphériques pour les polluants suivants :

- > dioxines et furannes,
- > métaux suivants : As, Cd, Co, Cr, Cu, Hg, Mn, Ni, Pb, Sb, Tl, V.

L'exploitant réalise une surveillance de la biosphère sur les paramètres précités dans un rayon de 10 km autour de l'usine aux niveaux de 6 stations situées à Juziers, Issou, Flins Sur Seine, Jumeauville, Gargenville, Epône.

Cette surveillance porte sur les bryophytes terrestres.

Les concentrations en dioxines et furannes sont calculées en équivalent toxique ("pg I-TEQ/g p.s" ou "pico-gramme d'Équivalent Toxique par gramme de poids sec") des 17 isomères PCDD et PCDF les plus toxiques par comparaison à la 2,3,7,8-tétrachlorodibenzo-*para*-dioxine et en tenant compte des coefficients d'équivalence énumérés ci-après (Annexe III de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 visé ci dessus) :

		Coefficient d'équivalence
2,3,7,8	- Tétrachlorodibenzodioxine (TCDD)	1
1,2,3,7,8	- Pentachlorodibenzodioxine (PeCDD)	0,5
1,2,3,4,7,8	- Hexachlorodibenzodioxine (HxCDD)	0,1
1,2,3,7,8,9	- Hexachlorodibenzodioxine (HxCDD)	0,1
1,2,3,6,7,8	- Hexachlorodibenzodioxine (HxCDD)	0,1
1,2,3,4,6,7,8	- Heptachlorodibenzodioxine (PhCDD)	0,01
	- Octachlorodibenzodioxine (OCDD)	0,001
2,3,7,8	- Tétrachlorodibenzofurane (TCDF)	0,1
2,3,4,7,8	- Pentachlorodibenzofurane (PeCDF)	0,5
1,2,3,7,8	- Pentachlorodibenzofurane (PeCDF)	0,05
1,2,3,4,7,8	- Hexachlorodibenzofurane (HxCDF)	0,1
1,2,3,7,8,9	- Hexachlorodibenzofurane (HxCDF)	0,1
1,2,3,6,7,8	- Hexachlorodibenzofurane (HxCDF)	0,1
2,3,4,6,7,8	- Hexachlorodibenzofurane (HxCDF)	0,1
1,2,3,4,6,7,8	- Heptachlorodibenzofurane (HpCDF)	0,01
1,2,3,4,7,8,9	- Heptachlorodibenzofurane (HpCDF)	0,01
	- Octochlorodibenzofurane (OCDF)	0,001

Les résultats de ces mesures sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur réception, accompagnés de commentaires sur les résultats obtenus.

ARTICLE 9.2.3. AUTO SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS AQUEUSES

Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre :

Paramètre	Autosurveillance assurée par l'exploitant		Prélèvements et analyses par Laboratoire agréé	
	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Type de suivi	Périodicité de la mesure
pH	Continu	-	Moyen 24 h	Annuelle
Température	Continu	-		
Débit	Continu	-		
Matières en suspension	Ponctuel	Semestrielle		
DBO5	Ponctuel	Semestrielle		
DCO	Ponctuel	Semestrielle		
Total métaux	Ponctuel	Semestrielle		
Phénols	Ponctuel	Semestrielle		
Hydrocarbures	Ponctuel	Semestrielle		

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Les méthodes d'échantillonnage, les mesures ou les analyses pratiquées sont conformes à celles définies par les réglementations et normes françaises ou européennes en vigueur.

Un état récapitulatif des analyses et mesures effectuées, accompagné de commentaires éventuels expliquant les dépassements constatés, leur durée ainsi que les dispositions prises afin d'y remédier et pour qu'ils ne puissent se reproduire, est transmis à l'inspection des installations classées, dans le mois qui suit leur réception.

ARTICLE 9.2.4. AUTO SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

La qualité des eaux souterraines susceptibles d'être polluées par l'établissement fait l'objet d'une surveillance notamment en vue de détecter des pollutions accidentelles. A cette fin, trois piézomètres sont mis en place dont un à l'amont hydraulique de l'installation, et deux à l'aval hydraulique de l'établissement. Au niveau de ces piézomètres, des mesures de niveau d'eau, des prélèvements et analyses de ces eaux sont effectués au minimum deux fois par an (périodes de hautes et basses eaux) sur les paramètres suivants, d'après les éléments portés à la connaissance de l'inspection des installations classées :

- matières en suspension
- COT ;
- Hydrocarbures ;
- pH.

Les modalités pratiques de cette surveillance sont définies par une consigne portée à la connaissance de l'inspection des installations classées qui est informée, dans les meilleurs délais, des anomalies constatées.

Une synthèse annuelle des résultats obtenus avec une interprétation de leur évolution est adressée à l'inspection des installations classées dans le cadre du rapport environnement du site.

ARTICLE 9.2.5. AUTO SURVEILLANCE DES DÉCHETS

L'exploitant utilisera pour ses déclarations la codification réglementaire en vigueur.

Une synthèse précisant, pour chaque déchet généré, les quantités de déchets produits, leur origine, leurs caractéristiques, les périodicités d'enlèvement, le mode d'élimination finale, ainsi que les déchets éliminés le cas échéant par l'exploitant lui-même (en précisant le procédé utilisé) est transmise une fois par an à l'Inspection des Installations Classées, dans le cadre du rapport dans le cadre du rapport environnement du site.

ARTICLE 9.2.6. AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES

L'exploitant fait réaliser tous les ans et à ses frais, une mesure des niveaux d'émissions sonores par une personne ou un organisme qualifié. Selon une périodicité au minimum triennale, l'exploitant fait réaliser cette mesure des niveaux d'émissions sonores par un organisme extérieur qualifié.

Les résultats de ces mesures sont communiqués à l'Inspection des Installations Classées dans le cadre du rapport environnement du site.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

CHAPITRE 9.3 SUIVI ET INTERPRÉTATION DES RÉSULTATS

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du chapitre 9.2, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

En particulier, lorsque la surveillance environnementale fait apparaître une dérive, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.

CHAPITRE 9.4 BILANS PÉRIODIQUES

ARTICLE 9.4.1. BILAN ENVIRONNEMENT ANNUEL

L'exploitant adresse au Préfet, aux maires des communes de Gargenville et de Juziers et à l'Inspection des Installations Classées, au plus tard le 15 avril de chaque année, un rapport sur l'activité du site pendant l'année précédente, ses impacts et émissions de toutes natures et les actions réalisées en matière de maîtrise des risques.

Ce rapport comportera une synthèse des données caractérisant l'ampleur de l'activité du site et les évolutions quantitatives et qualitatives de la production, et notamment :

- la production annuelle des différentes qualités de ciment,
- la consommation des différents matériaux, combustibles, déchets et sources d'énergie utilisés dans la cimenterie, dans le four ou en ajout au clinker notamment, pour la production de ciment. Les gains réalisés en matière de réduction de consommations de matériaux de carrière par substitution avec des matériaux recyclés, et les améliorations de l'efficacité de l'utilisation des sources d'énergie dans la cimenterie seront explicités,

- un rapport d'exploitation sur l'incinération et la valorisation des déchets reçus sur le site de la cimenterie pendant l'année écoulée. Ce rapport fera un bilan quantitatif et qualitatif des déchets et combustibles reçus sur le site (synthèse des données communiquées en application de l'article 8.1.2.11 du présent arrêté), un bilan de la gestion des procédures d'acceptation préalable réalisées en application de l'article 8.1.2.2 du présent arrêté (précisant notamment les certificats d'acceptation préalables délivrés, en cours de validité), ainsi qu'un bilan des contrôles à l'arrivée des déchets réalisés en application de l'article 8.1.2.4 du présent arrêté (récapitulant notamment les cas de refus survenus durant l'année écoulée) et l'incinération des déchets dans le four de la cimenterie. Il y sera également fait état des éventuelles variations de quantité et de qualité des déchets reçus qui auront été observées, ainsi que des conséquences éventuelles de ces variations pour l'environnement.
- un bilan des émissions des gaz à effet de serre émis sur l'ensemble du site pour les paramètres suivants :
 - CO₂ (dioxyde de carbone),
 - CH₄ (méthane)
 - N₂O (hémioxyde d'azote).

En outre, le rapport environnement comportera une synthèse des données relatives aux impacts, rejets et émissions de toute nature du site dans l'environnement portant notamment sur :

- les rejets dans l'air des substances mesurées (autosurveillances et contrôles réalisés en application de l'article 9.2.1 du présent arrêté), leur flux moyens annuels ainsi que le rapport entre les quantités de substances rejetées par tonne de déchets admis,
- les mesures des émissions sonores (surveillance prescrite à l'article 9.2.6 du présent arrêté),
- les rejets dans l'eau (surveillance prescrite à l'article 9.2.3 du présent arrêté), les consommations d'eau potable et d'eau prélevée en Seine (bilan prévu par l'article 4.1.1 du présent arrêté), les usages de l'eau dans la cimenterie ainsi que la qualité des eaux souterraines (synthèse prescrite par l'article 9.2.4 du présent arrêté),
- les déchets produits et leurs modalités d'élimination (données du registre prévu à l'article 9.2.5 du présent arrêté),
- le bilan des déchets admis sur le site et résultats des analyses en application des articles 8.1.2.7 et 8.1.2.8 du présent arrêté .
- les contrôles des conditions de fonctionnement des sources radioactives (article 8.5.8 et 8.5.11 du présent arrêté).

Enfin, ce rapport comportera une synthèse des actions menées en matière de protection et de lutte contre un éventuel incendie, et des incidents ou accidents survenus ainsi que les actions correctives engagées, et notamment :

- bilan des accidents et incidents intervenus durant l'année écoulée, déclarés en application de l'article 2.6 du présent arrêté, et actions correctives engagées,
- description des incidents, des déclenchements d'alertes ou de dispositifs de détection de risques susceptibles d'avoir une incidence pour l'environnement, et des éventuelles actions correctives menées,
- formation de personnels à la lutte contre l'incendie,
- entraînements et exercices périodiques de lutte contre un éventuel incendie réalisés.

Ce rapport fait en outre état des demandes éventuellement exprimées par le public ayant trait aux impacts ou aux conditions de fonctionnement du site.

ARTICLE 9.4.2. DÉCLARATION ANNUELLE DES ÉMISSIONS POLLUANTES

L'exploitant effectue chaque année,

- la déclaration des émissions de gaz à effet de serre au titre du système d'échange de quotas et de contrôle de l'inspection des installations classées conformément aux dispositions du Règlement (UE) N° 601/2012 de la commission du 21 juin 2012 relatif à la surveillance et à la déclaration des émissions de gaz à effet de serre au titre de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil à tout texte qui s'y substituerait pour les périodes suivantes.
- la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets conformément à l'arrêté ministériel du 31/01/2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets

ARTICLE 9.4.3. COMITÉ DE SUIVI DES SITES

Une présentation du bilan environnemental visé à l'article 9.4.1 est présenté dans le cadre des instances d'information et de concertations mises en place.

Tableau des contrôles périodiques et des transmissions

Article	Désignation	Périodicité/ échéance	Transmission des Documents		
			IIC	Préfet	Autre
Article 2.11.2	Dossier de réexamen IED	12 mois après parution conclusions du BREF Cimenterie	oui	oui	non
Article 4.2.7	Étude sur le recyclage des eaux et gains attendus	2 ans après notification arrêté	Oui	Oui	Non
Article 4.2.7	Bilan installations recyclage eaux (si faisabilité technique)	2 ans après leur mise en service	Oui	Oui	Non
Article 9.2.1	Autosurveillance émissions atmosphériques	Trimestrielle	Oui	Non	Non
Article 9.2.2	Mesures dans l'environnement	Annuelle (1 mois après résultats)	Oui	Oui	Non
Article 9.2.3	Autosurveillance émissions aqueuses	Annuelle (1 mois après résultats)	Oui (site internet GIDAF)	Non	Non
Article 9.4.1	Bilan environnement « année N »	15 avril de « l'année N+1 »	Oui	Oui	Maires
Article 9.4.2	Déclaration des émissions polluantes et des déchets « année N »	15 février de « l'année N+1 »	Oui	Oui	Non

TITRE 10 PUBLICITÉ ET EXÉCUTION

ARTICLE 1 PUBLICITÉ

Pour l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Gargenville, où toute personne intéressée pourra la consulter.

Une copie, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affichée à la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Le maire dressera un procès-verbal attestant de l'accomplissement de ces formalités.

En outre, un avis relatif à cet arrêté sera inséré par les soins du préfet dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

Une copie du présent arrêté, énumérant les prescriptions susvisées auxquelles l'installation est soumise, sera affichée en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant.

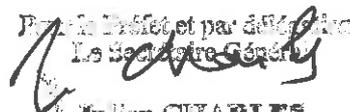
Cet arrêté sera inséré dans le recueil des actes administratifs de la préfecture des Yvelines, accessible sur le site Internet de la préfecture.

ARTICLE 2 EXECUTION

Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le sous-préfet de l'arrondissement de Mantes-la-Jolie, le maire de Gargenville, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France, le directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 10 NOV. 2015

Le Préfet

Pris en l'effet et par délégation
Le Secrétaire Général

Julien CHARLES